

L'hon. M. CHAPLEAU n'a pas d'objection à faire connaître la nature de son amendement mais il désire faire remarquer qu'il n'est pas prêt à le discuter.

Après quelque discussion sur la question de l'ajournement des débats, M. Taillon prend la parole et parle pendant au-delà d'une heure. A minuit et dix minutes l'ajournement des débats est de nouveau demandé.

Hon. M. JOLY concourt dans la demande qui est faite et est prêt à ajourner la discussion si le chef de l'opposition veut bien mettre son amendement devant le fauteuil.

Hon. M. CHAPLEAU y consent et soumet la résolution suivante:

Que cette chambre réaffirmant son désir de pratiquer la plus stricte économie dans toutes les branches du service public regrette que contrairement à ces principes d'économie, Son Honneur ait été avisé de dissoudre la législature contre le vœu de cette dernière, nécessitant par là la dépense énorme d'une élection générale et d'une session extraordinaire, ce qui a pour résultat de retarder le parachèvement de nos grandes entreprises et de nuire au crédit de la province.

La chambre s'ajourne à minuit et demi.

Ce matin il y a eu séance de l'Assemblée législative. Il s'est agi de la question des affaires de routine à part quelques explications très-courtes au sujet du bill relatif au conseil législatif. Cette mesure pourvoit à l'abolition complète de cette seconde branche de la législature.

A midi, la séance a été suspendue jusqu'à deux heures et demi, afin de permettre aux deux chambres de présenter l'adresse conjointe votée à Lord Dufferin. Cette présentation aura lieu à trois heures.

Séance du 26 juin.

L'orateur prend le fauteuil à 3 heures.

Après quelques affaires de routine. Un bill pourvoyant à la réduction de l'indemnité des membres et du salaire de l'orateur est présenté et lu.

M. TARTE désire savoir si c'est à la demande du gouvernement, que des troupes ont été mises sous les armes, ou mandées de Montréal, ces jours derniers, et si le gouvernement a des frais à payer pour la solde de ces troupes, leur entretien et leurs dépenses de voyage.

Hon. M. JOLY dit qu'une requête signée par trois magistrats avait été filée. En face des événements malheureux qui avaient eu lieu, le gouvernement avait cru de son devoir de mande le service des troupes. Les frais encourus pour le transport la solde et autres dépenses ont été payés par le gouvernement, la corporation de Québec devra rembourser le montant de la solde.

M. FLYNN demande si le gouvernement a pleine connaissance du rapport de l'inspecteur des prisons pour 1877, quant à ce qui regarde les officiers de la prison de Percé, et s'il entend apporter aucun remède à l'état de choses dont il se plaint.

On répond que le gouvernement prendra le sujet sous considération immédiate.

M. FLYNN demande si l'intention du gouvernement de recommander au gouvernement fédéral, la nomination d'un juge de la Cour Supérieure, pour administrer la justice dans le comté de Gaspé comme juge résident, suivant la loi, et si non, quel remède il entend apporter à l'état d'anarchie judiciaire existant depuis longtemps dans ce comté.

Le gouvernement a l'intention d'entrer en correspondance avec le gouvernement fédéral à ce sujet.

M. BLAIS demande si c'est l'intention du gouvernement d'importer du blé de semence pour en fournir aux différentes sociétés d'agriculture?

L'hon. M. JOLY répond qu'à deux reprises déjà des importations de blé ont été faites afin d'en fournir aux sociétés d'agriculture mais ces essais n'ont pas eu le succès qu'on en attendait. Le résultat qu'on espérait n'a pas été satisfaisant et le gouvernement n'a pas l'intention de tenter de nouveau ces essais.

M. BROUSSEAU demande si le gouvernement a fait, ou se propose de faire quelques démarches pour mettre fin aux enraves et retard dans l'administration de la justice, dans le District de Richelieu, résultant de l'absence d'un juge résident?

Réponse est faite que le gouvernement du Canada sera saisi de ce sujet.

M. TAILLON.—Le terminus du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, dans la cité de Montréal, doit-il rester fixé à l'endroit déjà choisi, savoir: l'encoignure du chemin Papineau et de la rue Ste-Catherine.

L'hon. M. JOLY dit que ce sujet est sous considération.

M. TAILLON.—Pourquoi la construction de la gare destinée à l'usage du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à l'encoignure du chemin Papineau et de la rue Ste-Catherine, à Montréal, est-elle suspendue?

L'hon. M. JOLY fait la même réponse que pour l'interpellation précédente c'est-à-dire que les travaux sont arrêtés parce qu'il n'y a pas de décision définitive de prise au sujet de la localisation du terminus.

M. TAILLON.—Dans le cas où l'acte passé à la dernière session de la législature de la province de Québec, concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ne serait pas sanctionné, le gouvernement placera-t-il dans la partie est de la cité de Montréal, les boutiques (Works-Shops)

destinées à la section-ouest du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

L'hon. M. JOLY dit que le gouvernement observera les conditions de la ville de Montréal.

M. TAILLON.—Est-ce l'intention du gouvernement de construire ou de permettre de construire une ligne de chemin de fer pour joindre la ligne ci-devant connue sous le nom de chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, avec la ligne ci-devant connue sous le nom de chemin de fer de la rive Nord entre deux points quelconques en dehors des limites de la cité de Montréal.

L'hon. M. JOLY.—Le gouvernement prendra une décision lorsque le temps en sera venu.

L'hon. M. CHAPLEAU.—Le gouvernement a-t-il l'intention de discontinuer le système alternatif des expositions provinciales?

L'hon. M. JOLY dit que telle n'est pas l'intention du gouvernement.

M. PICARD.—Le gouvernement a-t-il l'intention de réduire l'octroi qui a été accordé jusqu'à ce jour, à l'école d'agriculture attachée au St-François Collège, Richmont?

L'hon. M. JOLY.—L'octroi qui sera demandé cette année sera le même que celui voté par le passé.

M. PICARD.—Lo. A-t-il été donné à l'instruction à l'agent des terres de la

Couronne, à qui il appartient de vendre des lots dans cette partie des cantons de Stratford et Garthby, comté de Wolfe, qui a été arpentés l'hiver dernier. Si non, le gouvernement va-t-il donner ces instructions à cet agent, afin de faciliter la colonisation dans cette partie de la Providence?

2o. Vu que ces lots ont déjà été exploités comme limites, se propose-t-il de réduire le prix à trente centimes l'acre?

L'hon. M. LANGELIER répond que des instructions vont être données immédiatement pour la vente de ces lots de terre. Quant aux prix, ils ne seront pas réduits.

M. LAVALLEE.—Comme il appert que la politique du gouvernement au sujet du chemin de fer du nord, n'est pas encore définitivement arrêtée, est-ce l'intention du gouvernement de donner instruction à Walter Shanley, *ingénieur*, *Civil*, de faire des explorations dans la direction de Joliette, pour voir s'il ne serait pas dans l'intérêt public, que le chemin de fer du Nord, passe par cette ville florissante.

L'HON. M. JOLY répond que telle n'est pas son intention. Aucune nouvelle exploration ne sera faite.

M. TAILLON propose qu'une adresse soit votée demandant copie du rapport de M. Walter Shanley, concernant le tracé du chemin de fer, de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

L'HON. M. JOLY répond que ce rapport sera distribué aux députés dans les premiers jours de la semaine prochaine.

M. MSHANE propose qu'une adresse soit votée demandant copie de tous les ordres en Conseil, en vertu desquels il a été décidé que le township en arrière du comté d'Ottawa ne serait pas obligé de payer aucun des bonus de chemin de fer qui ont été souscrits.

Le moteur fait quelques remarques sur le but de cette résolution et insiste que le député du comté d'Ottawa, M. Duhamel, a été élu grâce aux promesses qu'il a faites relativement au sujet mentionné dans la motion.

M. DUHAMEL.—Je suis surpris des insinuations pour le moins malveillantes du député de Montréal-Ouest. Il a laissé entendre que je devais moi-même aux promesses que j'ai faites relativement au sujet qu'il mentionne dans sa résolution. On sait quel genre de lutte j'ai eu à soutenir lors de la dernière élection. Non seulement on a meulé

pour ainsi dire contre moi, les employés sous le contrôle du gouvernement local, mais de plus on a enorgueillé les employés du gouvernement fédéral, qui tous ont fait l'impossible pour écarter ma candidature. Après des faits comme ceux-là on a tenté ou promis à ce sujet, mais que la déclaration que j'ai faite dans le cours de la dernière lutte électorale et que j'ai rappelée ici, ne m'a été inspirée que par le simple bon sens et l'esprit de justice.

A la demande de M. Loranger, M. Chauveau dépose devant la chambre copie des documents relatifs à la nomination de MM. Philippe-Elisée L'Angeon, Philippe Olivier et René L'Angeon etc.

M. FLYNN demande copie de toutes les instructions données par le département des Terres de la Couronne à Antoine Panchaud, scieur, arpenteur provincial du lac de Gaspé, ayant rapport à l'arpentage ou cadastre des lacs de la Madeleine; copie de tous rapports faits par le dit Antoine Panchaud, du dit arpentage ou cadastre; copie de tous comptes produits par lui au gouvernement pour le dit arpentage ou cadastre; un état de diverses sommes d'argent payées par lui pour le dit ouvrage; copie de tous ordres en conseil, lettres ou correspondances ayant rapport à l'achat des lacs de la Madeleine par le gouvernement. Adopté.

M. GAUTHIER propose une résolution pour un état indiquant le nombre d'enquêtes faites par F. X. Latendresse, pour le district de Saguenay, depuis le 1^{er} janvier 1873, jusqu'à ce jour; le coût de chaque enquête et le montant reçu par lui du gouvernement dans chaque cas. Adopté.

M. GAUTHIER propose que copie de tous ordres en conseil, procès, correspondances des trois derniers mois concernant la construction des édifices publics de la province de Québec, se rapportant au contrat de

MM. Pilon et Cimou, soit mise devant la chambre. Adopté.

M. MAGNAN demande qu'une adresse soit votée pour copie de tous rapports faits au gouvernement ou à la commission des chemins de fer. Adopté.

L'hon. M. BEAUBIEN propose une résolution demandant que l'honoraire de cent piastres payé par la compagnie de transportation de Montréal durant la dernière session soit remis à cette compagnie, vu que l'acte d'incorporation pour lequel cet honoraire a été payé n'est jamais devenu loi. Adopté.

M. BLAIS demande copie de toute correspondance avec le gouvernement au sujet de l'importation du blé de semence. Adopté.

M. BLAIS signale les raisons qui, suivant lui doivent engager le gouvernement à importer lui-même le blé de semence pour le vendre ensuite aux cultivateurs.

L'hon. M. JOLY suggère un plan qui est comme suit: Le gouvernement se chargerait de l'importation des grains sur la commande des sociétés d'agriculture et pour être bien certain que le gouvernement serait remboursé de ses avances, il pourrait être entendu que le prix du blé distribué ainsi à chaque société d'agriculture serait retenu sur leur allocation annuelle.

M. LORANGER.—Je vois une sérieuse objection à la proposition de l'hon. premier, car il pourrait se faire que tous les comités ne voudraient pas de la graine de son gouvernement (rires).

M. TARDY propose qu'une adresse soit votée pour mettre devant la chambre, un état des billes données au Département des Terres de la Couronne pour coupe de bois; le dit

état indiquant les faiseurs et les endosseurs de ces billets, la date et le montant de chacun, les banques ou ils ont été mis en collection, ceux qui ont été payés à la date du 18 juin courant et ceux qui ne l'ont pas été ou qui ne l'ont été qu'en partie, à cette date. — Adopté.

M. LOKANER, propose qu'une adresse, soit votée pour faire mettre devant cette chambre, copie des opinions légales réclamées par le gouvernement concernant les listes en usage durant les dernières élections générales, et copie des instructions données par le gouvernementaux registrateurs de cette province au sujet de ces listes; aussi un état des honoraires qui ont été payés pour ces consultations. Adopté. Les bills N^{os} 12, 13 et 15 pour amender la loi municipale, sont lus une seconde fois, et renvoyés au comité spécial formé pour examiner ces projets de loi. Sur l'appel du premier ordre du gouvernement sur la réception du rapport du comité de toute la chambre sur les subsides;

L'hon. M. CHURCH attire l'attention du trésorier, qui est assis, sur le fait qu'il a entré la somme payée pour intérêt à la banque de Montréal sur le million emprunté de cette institution, sur le compte du fonds consolidé de la province tandis que cette entrée doit être portée sur le compte du fonds consolidé des chemins de fer. Il est vrai que le million emprunté de la banque de Montréal l'a été au nom de la province mais c'était pour le bénéfice des commissaires des chemins de fer et si l'on préfère pour la construction de notre voie ferrée de la rive Nord. Plus tard, lorsque les bons des commissaires seront vendus, la province devra se faire rembourser le million qu'elle va être obligée de rembourser dans l'intervalle, à la banque de Montréal. Mais

cela ne change rien à la nature de la transaction et je crois qu'on ne peut mettre au compte de la province l'intérêt d'une dette faite pour le fonds consolidé des chemins de fer, car en faisant cela on diminue injustement le coût de la construction du chemin de fer de la rive Nord, car cet intérêt doit être ajouté aux autres frais encourus pour l'exécution de ces travaux.

L'hon. M. JOLY donne des explications pourquoi cette entrée a été faite ainsi.

M. NELSON.—Je crois que l'honorable député de Pontiac a parfaitement raison et que l'entrée en question n'a pas été faite où elle devait l'être. C'est une dépense encourue à cause de la construction de nos voies ferrées et je suis d'opinion, comme le député de Pontiac, que l'intérêt sur le million emprunté à la Banque de Montréal doit être considéré comme une dépense imputable au compte du fonds consolidé des chemins de fer et non pas à celui de la Province.

L'hon. M. ROBERTSON dit qu'en changeant ainsi le compte où doit être faite cette entrée, on augmente de tout le montant de cet intérêt la valeur des contributions des corps municipaux, qui ont souscrit en faveur de la construction des chemins de fer de la rive Nord et on cause par là même un préjudice à la Province.

L'honorable M. CHURCH demande au gouvernement des explications à propos de la réduction des dépenses du Conseil Législatif. Après déduction faite du montant de la réduction de l'indemnité des conseillers législatifs, il reste encore une balance de plusieurs milliers de piastres. Il désire savoir si le gouvernement a un système particulier au moyen duquel il va réparer cette balance

qu'il entend économiser ou bien qu'elles vont être les personnes qui vont avoir à souffrir de la réduction.

L'hon. M. JOLY dit que le gouvernement a l'intention de réduire le nombre des employés saisonniers et autres dépenses diverses. Dans cette réduction est aussi comprise les \$750 de diminution sur le salaire du Président du Conseil.

L'hon. M. CHURCH.—Mais l'honorable premier ministre ne peut prétendre que ces employés coûtent la somme de cinq mille piastres environ, somme équivalente à la différence que j'ai signalée il y a un instant.

Il faut employer je ne sais combien de personnes pendant je ne sais combien de semaines pour couvrir ce montant. Je réitère mes demandes. Je désire savoir si le gouvernement a un système au moyen duquel il entend réparer également cette balance ou bien s'il va prendre un tel et un tel des employés attachés à l'autre chambre et leur faire subir à eux seuls toute la diminution que l'on propose. La chambre est désireuse de savoir la politique du ministère dans tous ses détails et celui que je demande n'est pas sans importance. Je vois que pour le salaire des employés du service civil et les ministres, le cabinet a adopté un système de réduction de 20 par cent, pour les députés, la réduction va être de 16 2/3 par cent. Je désire savoir s'il va en être ainsi. — Adopté.

L'hon. M. JOLY répond d'une manière confuse à l'interpellation de M. Church. On ne peut comprendre quelle ligne de conduite il va suivre relativement à ce sujet. La réponse de M. Joly indique clairement que le ministère n'a aucune idée de la manière avec laquelle il

vaut faire opérer sa fameuse politique d'économie.

A six heures l'orateur laisse le fauteuil et M. Joly n'est encore par réussi à citer des faits positifs et qui fassent comprendre à la chambre comment le gouvernement va répartir son économie proposée, qui fait l'effet d'une proposition en l'air.

À la reprise de la séance, à sept heures et demie, la discussion est reprise sur l'item relatif au Conseil Législatif. L'hon. M. Joly réitère ses prétendues explications qui laissent beaucoup de doute sur la manière que va suivre le gouvernement pour opérer la réduction mentionnée.

Après une longue discussion qui laisse voir la position ridicule du cabinet par rapport à sa fameuse politique d'économie et de retranchement qu'il ne peut expliquer d'une manière satisfaisante, l'adoption du rapport du comité des subsides est suspendue.

La chambre se forme en comité des subsides.

Sur l'item de \$1,000,000 relatif à l'École de Navigation;

L'hon. M. JOLY dit que c'est son intention de demander au gouvernement de la Puissance de l'aider pour le soutien de cette institution.

Sur l'item relatif aux réparations des édifices publics.

L'hon. M. BEAUBIEN demande des informations sur les travaux de réparation qui sont maintenant en voie d'exécution sur la Terrasse Durham.

L'hon. M. JOLY dit qu'il a ordonné ces travaux, les croyant nécessaires et parce que la corporation de Québec a refusé de les faire exécuter à ses frais. De plus il s'est assuré que les terrains en question ont été loués, il y a quelques années, par le gouvernement de la Province.

Après l'adoption de presque tous les items compris sous les titres de législation, service civil, administration de la justice, instruction publique, agriculture, immigration, colonisation, travaux et édifices publics, et autres aux institutions de charité, tous les items sur lesquels l'opposition ne partage pas les vues du gouvernement, ont été suspendus afin d'être l'objet d'une discussion ultérieure, le cabinet étant impuissant pour faire adopter ces items de suite.

Le comité rapporte progrès et demande de siéger de nouveau.

La chambre s'ajourne ensuite à 11 20.

Discours de l'hon. Chapleau.

Voici la conclusion du magnifique discours prononcé par l'honorable M. Chapleau à la séance de mardi, le 25 courant. C'est une brillante péroraison qui a valu au chef de l'opposition les applaudissements les plus chaleureux.

Je termine, M. l'orateur, en demandant pardon à cette Chambre d'avoir aussi longtemps abusé de sa bienveillance—Je termine en jetant au gouvernement l'interpellation que comporte ma motion: l'intérêt, le bonheur du peuple de cette province, la bonne administration économique de ses deniers, de ses affaires, nous l'avons à cœur autant et plus que vous; vous un prétexte de fausseté économique vous avez violé la constitution, et comme tous les attentats mêmes politiques ont souvent leur rétribution immédiate, il s'est trouvé que votre acte a été la condamnation même de vos profusions de loi; vous avez coûté inutilement depuis le 2 mars dernier infiniment plus que toutes les fautes économiques que vous avez réalisées.

Et aujourd'hui, vous n'avez pas même dans cette chambre l'appui numérique suffisant pour contrôler la législation. Il est vrai qu'un honorable député de la droite a eu le bon goût de nous dire l'autre jour que du côté droit de la chambre, sur un vote important, on se connaissait et qu'on aimait mieux la qualité que la quantité.

Je ne puis reprendre mon siège sans relater ce mot malheureux. M. l'orateur, je respecte infiniment le caractère personnel des honorables députés qui siègent à votre droite. Mais, politiquement n'ai-je pas aujourd'hui le droit de leur dire: Qu'étes-vous donc, messieurs en politique, vous avez été les auteurs d'un pouvoir qui vous savez ne pas être votre propriété légitime; vous avez trompé le corps électoral avec un programme fallacieux auquel vous ne croyez pas plus que nous; vous avez porté un défi à vos adversaires pour un combat inégal sur un terrain où vous avez appelé les passions populaires les plus dangereuses pour vous séconder; vous avez eu, de ces accidents heureux dont vous connaissez si bien le secret pour donner trois sièges bolcheviques à vos ministres; battus devant le peuple vous avez ouvertement affiché l'embauchage politique qui vous a procuré un semblant de succès dont vos amis rougissent. Le lendemain de cette victoire chèrement achetée vous avez été battus franchement et loyalement. Un ennemi loyal se fut avoué vaincu vous avez subi l'affront de cette défaite, le sourire de la satisfaction sur les lèvres. Vous aviez été évincés par un jugement de la grande cour parlementaire, occupant sans titre vous avez ri de la loi, sachant que la force ne vous ferait pas sortir. Il devait en être ainsi; vous

avez commencé à Jarnac vous n'étiez pas digne de finir à Fontainebleau.

Et c'est nous que vous appelez une opposition factieuse!

Ah! messieurs, ne nous appelez pas une opposition factieuse; nous avons pour nous la franchise de notre politique; nous avons pour nous le vrai droit constitutionnel, les traditions de nos pères, de nos maîtres fidèlement conservées, fièrement défendues; il ne nous manque qu'une chose le mépris de la faiblesse de la trahison et ce mépris nous le portons profondément et pour la vie place dans le fond de nos cœurs.

Vous avez eu une victoire dites-vous, oui, mais quelle victoire. Répandez, n'est-ce pas que vous mêmes, lorsque vous vous êtes trouvés derrière ce rideau de la scène qu'on appelle la convenance parlementaire, vous n'avez pu vous empêcher de laisser la tête et de dire comme tout le monde le dit au dehors: Eh bien encore une victoire comme celle-là et nous sommes perdus.

Non, vous n'avez pas le droit pour vous, vous le savez; vous n'avez pas le contrôle de la chambre, vous le savez aussi; vous savez de plus qu'en respectant les traditions parlementaires vous n'oserez pas disposer de l'administration des deniers publics avec le vote de l'orateur dont le devoir ne devrait être ici que la direction impartiale de la discipline de la chambre, de la dignité et de la régularité de nos procédés.

Mais non, vous avez confié votre existence même à des expédients comme vous avez recouru à des expédients pour vous faire un simulacre de politique que vous étalez aux yeux des crédules et des faibles, vous voulez vivre encore d'expédients. Un des vôtres, moins naïf,

et plus sincère que les autres ne disait-il pas l'autre jour: oh! allez! le gouvernement irait bien son chemin la chance lui a été favorable: dès le commencement, et vous verrez bien que ça continuera: Chaque jour amène son pain.

M. l'orateur, cet homme comme son parti se trompait et nous insultait dans le camp, ou plutôt dans le champ politique que forme ce côté-ci de la chambre, l'ivraie a été arrachée et le froment qui y reste, ne donne pas de farine dont on fait ces pains là.

Quand vous aurez fait compter les voix qui se donnent sur la question que vous avez soumise à la chambre, il nous sera libre de déclarer qu'un gouvernement qui ne peut imposer sa politique au pays que par ce vote de l'orateur n'est pas un gouvernement qui devrait garder les rênes du pouvoir.

Séance du 27 juin 1878.

L'orateur prend le fauteuil à trois heures et vingt minutes.

Après quelques affaires de routine, M. L'ALLER demande si c'est

l'intention du gouvernement d'accrocher de l'argent pour certains chemins de colonisation, tel que mentionné dans une pétition de Octave Gauthier, Esq., maire, et de MM. Norb Miramet, Damase Payette, J. Burville et Patrick Riopel, conseillers municipaux de la paroisse de St-Omer, comté de Joliette, en date de mai 1878.

L'hon. M. ALLER dit que le gouvernement prendra cette question en considération au même temps que les autres consacrés à la colonisation.

M. GAUTHIER.—Est-ce l'intention du gouvernement d'abroier les charges de G. R. Forestiers et de G. R. Chassey, durant cette session?

L'hon. M. LANGELETT dit que le gouvernement n'a pas l'intention de proposer aucune mesure ayant pour objet l'abolition de ces charges.

M. LAVALLÉE.—Est-ce l'intention du gouvernement de réduire à dix ou quinze cents ans l'acre, les lots des townships, John, Calhoun et Charles, ces townships étant sous licence et ayant perdu à peu près toute leur valeur, par l'explicitation du bois qu'on fait les détenteurs des terres situées dans ces townships ?

L'hon. M. LANGELETT répond que, telle n'est pas l'intention du gouvernement.

M. PICARD.—Dans l'intérêt du district de Québec, comme de la cité de Québec et, surtout dans l'intérêt général de la province, le gouvernement va-t-il introduire durant cette session, une loi à l'effet de continuer le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et de Terrebonne à Ste-Thérèse, ainsi que le demandait la pétition des citoyens de Québec, et de la chambre de commerce de Québec ?

L'hon. M. JOLY répond que le gouvernement n'a pas l'intention de présenter une telle mesure pendant cette session.

M. PICARD.—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender durant cette session, la section 20 de l'acte, intitulé : « Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques » ; pour qu'à l'avenir, dans tous les cas de révocation de vente d'un lot ou partie de lot de terre, par le département des Terres de la Couronne, le colon, occupant ou propriétaire de tel terrain, dont la vente aura été ainsi révoquée, soit remboursé ou indemnisé de toutes ses améliorations et de bornées ?

L'hon. M. LANGELETT dit que le gouvernement n'a pas l'intention de faire amender cette loi. En passant, il fait remarquer que la loi actuelle donne le pouvoir au commissaire des Terres d'indemniser ceux qui se trouvent à subir des pertes, en se prévalant de cette disposition de la loi, le gouvernement se propose de faire droit aux réclamations fondées.

M. PICARD.—En face de l'état de gêne et de misère qui règne partout, tant dans nos campagnes qu'au milieu des populations ouvrières de nos villes, faute d'ouvrages, et surtout en vue de favoriser plus efficacement la colonisation de nos terres, le gouvernement est-il disposé d'introduire durant cette session, une mesure tendant à inaugurer un système complet et général d'octroi gratuit de nos terres publiques ?

L'hon. M. LANGELETT dit que telle n'est pas l'intention du gouvernement. D'ailleurs, dit M. Langelett, je n'ai pas eu le temps d'étudier et de préparer pour la session une loi aussi importante.

M. PICARD.—Suivant les déclarations publiquement faites par quelques-uns des honorables membres de l'Exécutif, le gouvernement a-t-il l'intention d'introduire, durant cette session, une mesure pour rendre plus rémunérateur le sol aux agriculteurs et des institutrices ?

L'hon. M. MARCHAND dit que ce sujet est sous sérieuse considération.

M. TAILLON.—Est-ce l'intention du gouvernement d'introduire, pendant la présente session, un bill pour séquestrer les possessions de parti, suivant la demande de la corporation de la cité de Montréal ?

L'hon. M. JOLY répond que tel n'est pas l'intention du gouvernement.

M. TAILLON présente alors un bill intitulé « acte pour réprimer les possessions de parti ». Le bill est lu pour la première fois.

M. WATTS, demande si le gouvernement a été informé que l'agent des Terres de la Couronne, à Arthabaska, a refusé de vendre des terres à des colons qui avaient l'intention de s'établir, et s'il en a agi ainsi avec l'autorisation du gouvernement, et si c'est l'intention du gouvernement, de continuer ce système ?

L'hon. M. LANGELETT dit que le gouvernement n'a pas l'intention de continuer à mettre ce système en opération.

L'hon. M. CHAPLEAU propose qu'une adresse soit votée demandant copies des résolutions passées respectivement par les comités catholique et protestant de l'instruction publique au sujet des inspecteurs d'écoles. Adopté.

L'hon. M. CHAPLEAU.—Je dois avouer que j'ai été très surpris de voir dans les estimés soumis à cette Chambre par l'honorable trésorier, un item de \$300 pour les inspecteurs d'écoles. J'avais raison de croire, d'après les écrits de la presse ministérielle, et les discours des candidats libéraux, que le gouvernement avait décidé d'abolir cette charge. Pendant tout le temps de la dernière lutte, on n'a pas cessé de reprocher aux conservateurs de maintenir ces inspecteurs. On en a fait le sujet des plus vives réclamations électorales et on a partout essayé de soulever les préjugés avec cette question. Cependant, la première nouvelle que nous en avons entendue c'est que le gouvernement, contrairement à ce qu'il a dit et laissé dire d'un bout à l'autre de la province, va maintenir les inspecteurs d'écoles jusqu'à ce qu'il leur ait demandé à la chambre de voter les

subsidies nécessaires pour défrayer leurs dépenses de salaire et autres. Quelle est donc la cause de ce changement aussi subtil qu'inattendu ? C'est qu'on a dû reconnaître, en face de l'attitude ferme et énergique des deux branches du Conseil de l'Instruction Publique, qu'on avait fait fausse route soit de propos délibéré, soit sans connaissance de l'importance de l'institution dont on a fait si bon marché sur les hustings ; et dans les journaux libéraux.

L'hon. M. MARCHAND.—Le gouvernement n'a fait que suivre l'avis du Conseil de l'Instruction Publique.

L'hon. M. CHAPLEAU.—C'est précisément ce à quoi je voulais en venir et l'avis du Conseil de l'Instruction Publique est une preuve irréfutable à l'appui de ma proposition. Si le gouvernement suit, en ce qui concerne ce sujet, l'avis du Conseil de l'Instruction Publique, pourquoi les honorables membres qui siègent maintenant sur les bancs du trésor nous reprochent-ils sans cesse de faire précisément ce qu'ils trouvent bon de faire maintenant.

On se rappelle avec quelle indignation on dénonçait l'ancien gouvernement parce qu'il suivait l'avis du corps auguste qui a la direction de l'instruction publique en cette province. On nous disait : Ah ! quand le gouvernement est posé au pied du mur et qu'on lui reproche que sa politique est mauvaise, il se réfugie derrière les évêques. On se rappelle que tel était le langage tenu par les honorables ministres actuels, alors qu'ils étaient dans l'opposition, quand on a demandé d'augmenter les subsides pour les inspecteurs d'écoles. C'était sur l'avis du Conseil de l'Instruction Publique que cette augmentation avait été demandée à la

chambre. Quand un gouvernement demande l'avis de ce corps, il ne peut le faire avec l'intention de s'en moquer en ne suivant pas les conseils qui lui seront donnés.

La confidence tenue par le gouvernement est une contradiction flagrante. On nous a combattu partout avec ce cri de l'abolition des inspecteurs d'école et maintenant on vient déclarer que le gouvernement veut suivre les avis du Conseil de l'Instruction Publique, quand, il y a quelque temps à peine, on nous censurait parce que nous suivions la même ligne de conduite. Ce fait, cette contradiction, est une preuve que l'on avait employé une politique de tromperie afin de capter la confiance des électeurs.

M. TAILLON. Je veux rétablir la vérité des faits tels qu'ils se sont produits.

L'hon. M. MARCHAND. C'est que l'honorable député veut dire par là que je m'ai trompé.

M. TAILLON. C'est ce qui va ressortir des faits.

Lorsque l'ancienne administration, lors de la dernière session, demanda à la chambre \$4,000 de plus pour payer le salaire des nouveaux inspecteurs d'écoles, qui pouvaient être nommés, les ministres actuels qui siégeaient alors dans l'opposition se recrutèrent avec force contre cette augmentation. A ces reproches, nous avons répondu que le gouvernement ne faisait cette demande que sur la recommandation du Conseil de l'Instruction Publique qui, si le besoin s'en faisait sentir, se proposait de nommer un certain nombre de nouveaux inspecteurs. A cette réponse, on jeta les hauts cris. On fit force discours pour prouver que nous voulions nous abriter derrière le Conseil de l'Instruction Publique et que, nous n'avions

pas le courage de prendre la responsabilité de notre politique. Que voyons-nous aujourd'hui ? Nous voyons des moines messieurs qui nous reprochaient si amèrement de suivre les avis du corps éminemment distingué qui préside à l'Instruction Publique en cette province, suivre les avis de ce même corps et faire précisément ce que nous faisions un crime. Je ne les blâme pas, mais je veux faire voir leur conduite contradictoire. Maintenant, on semble vouloir faire croire qu'on n'a jamais eu l'intention d'abolir ces inspecteurs. Pour répondre à cette prétention pour le moins étrange, je n'ai qu'à rappeler les discours du trésorier actuel (M. Bachand) et de l'ancien député de Sheffield (M. Laframboise) sur ce sujet. Non seulement pendant la dernière session on a demandé l'abolition de ces inspecteurs mais même cette abolition a servi de thème aux principaux libéraux qui ont pris la parole au banquet qui a eu lieu à Sir Hyacinthe. Pendant les dernières élections on a combattu avec ce cri et maintenant on a presque honte.

L'hon. M. LANGELEL prétend que la politique du gouvernement sur ce sujet n'est qu'ajournée.

UN MEMBRE.—Les libéraux ne disaient pas cela pendant les élections.

L'hon. M. LANGELEL.—On ne peut tout faire à la fois.

UNE VOIX.—Pourtant on prometait de tout faire.

M. LORANGER attire l'attention de la chambre sur le fait qu'en réponse à une adresse qui a été votée par la chambre, les documents qui ont été produits ne contenaient pas tout ce qu'il a demandé.

L'hon. M. CHAUVEAU dit qu'il fera faire de nouvelles recherches pour compléter la réponse à la résolution en question.

M. LABERGE demande qu'un comité spécial soit formé pour arriver aux moyens d'améliorer l'état des chemins de cette Province, avec pouvoir de faire rapport de temps à autre, et d'envoyer quérir personnes, papiers et secours.

M. LABERGE, à l'appui de sa résolution contre la chambre et, sous prétexte de faire voir le mauvais état des chemins, il bat la campagne pendant une demi heure environ.

Un long débat, qui se prolonge jusqu'à la séance du soir, s'élève sur cette question.

Dans le cours de la discussion ; M. MARTEL prend la parole. Puisque le gouvernement, par la voix du premier ministre, a déclaré être incapable de donner aucun aide et comme je désire beaucoup que des améliorations soient faites aux chemins de cette province, je suis d'avis que les représentants des comtés ruraux consacrent deux cent piastres de leur salaire afin de former un fonds spécial destiné à cette fin. Je suis prêt à soutenir une résolution dans ce sens.

La proposition de M. Martel n'a pas été acceptée ni par M. Laberge ni par M. Langelier.

L'hon. M. JOY prend la parole ; il fait une sortie fort bonne et accuse les conseillers de s'être maintenus au pouvoir au moyen de la corruption.

M. LORANGER. Je suis surpris de la mauvaise humeur du chef du gouvernement. Personne de la gauche n'est opposé à la résolution du député de Châteauguay, mais on doit comprendre que par l'importance du sujet, il n'y a rien d'étonnant si les honorables membres prennent part à la discussion et donnent leurs vues sur cette question.

Mais puisque le premier ministre a trouvé bon de porter des accusations, je crois à mon devoir d'y

répondre et de déceler qui que ce soit de les prouver.

On a dit que l'opposition ne cherchait qu'à retarder les travaux de la chambre. Je reconnais cette accusation aussi mal fondée qu'ingrue. S'il y a quelqu'un que l'on peut accuser de mettre des entraves à nos travaux, c'est bien le gouvernement qui pensait à garder le pouvoir après avoir été condamné sur la plus grave de toutes les questions, celle de la constitutionnalité de son entrée en office. On a parlé de corruption.

Cette nouvelle accusation est aussi injurieuse et dénuée de vérité que celle dont je viens de parler.

M. l'Orateur, nous n'avons jamais gardé le pouvoir au moyen de la corruption et de l'achat des consciences.

Jamais, de ce côté-ci de la chambre, nous avons approuvé nos rangs, car c'est les approuver que d'avoir des vendus au nombre de ses adhérents, au moyen de la corruption la plus démorale et que si puisse concevoir. Nous nous sommes jamais désolidarisés au point d'aller froquer de l'or ou des places contre la conscience d'un député. Si le stigmate du désolidarisme est pour toujours imprimé au front de celui qui trahit lâchement ses électeurs et à ses convictions, je m'en désolidarise réjouis sur ceux qui se vendent complices de ces actes de bassesses aussi viles que méprisables.

M. CHAMPAGNE demande à M. Joy de préciser son accusat on et de dire quel des députés conseillers s'est laissé acheter. L'accusation est générale et c'est le devoir du premier ministre d'indiquer ceux qui ont failli à leurs promesses.

Les ministres gardent un silence de mort et M. Joy lui-même n'a pas un mot de réplique.

Le débat se continue sur la motion de M. Laberge jusqu'à une heure avancée dans la soirée.

La chambre se forme en comité des subsides.

Sur l'hon. du Conseil législatif : L'hon. M. JOLY donne ses explications sur cet item, explications qui ne sont pas plus satisfaisantes que les précédentes.

L'hon. M. CHAPLEAU va pour prendre la parole lorsque

MM. CHS. LANGELEIER, GAGNON font un tapage de gamins mal apprises.

M. L'ORATEUR.—Le bruit incessant qui se fait dans cette enceinte est des plus contraires à la libre discussion et à la dignité de cette chambre. C'est vraiment à se croire dans une halle aux poissons.

M. L'ORATEUR.—Je rappelle les députés à l'ordre. Ils doivent comprendre que la discussion est libre et qu'ils ne peuvent arrêter les débats par du bruit comme cela vient d'être fait.

L'hon. M. CHAPLEAU ridiculise les prétentions d'économies du cahier relativement à l'item du conseil législatif et fait voir qu'on ne peut pas, cette étant impossible, résumer la somme mentionnée dans les estimés. C'est un leurre avec lequel l'on cherche à tromper.

Après une longue discussion et l'adoption de quelques items la chambre s'ajourne à minuit et demi.

Dans la séance de samedi, rien d'important n'a eu lieu excepté le débat qui s'est élevé sur la présentation d'une pétition des électeurs des Trois Rivières. A quatre heures, après entente préalable, la chambre s'est ajournée à mardi, à 3 heures de l'après-midi.

A la séance d'hier après-midi, il n'y a eu aucun long débat. A quatre heures la chambre s'est formée en comité général des subsides et des discussions assez vives se sont élevées sur différents items. A six heures la séance a été suspendue.

A la séance du soir, la chambre se forme en nouveau comité des subsides et adopte plusieurs items ayant rapport à l'administration de la justice, après une discussion qui a duré jusqu'à minuit.

L'orateur ayant repris le fauteuil se hâte pour abolir la commission des chemins de fer subit sa troisième lecture et est adopté.

L'hon. M. JOLY demande que la chambre prenne en considération une résolution concernant le paiement des volontaires. Il déclare que les troupes de Québec ont coûté \$3000 et celles venues de Montréal, \$3000. La corporation de Québec doit rembourser au gouvernement les dépenses encourues pour les troupes de Québec, le gouvernement fédéral paiera le transport des troupes de Montréal, tandis que le gouvernement provincial prend la responsabilité de l'entretien et du paiement des volontaires. Vu l'absence de l'hon. M. Robertson, qui désire parler sur cette question, la prise en considération de cette résolution est remise à aujourd'hui. Puis la chambre s'ajourne. Il est minuit et demi.

Séance du 3 juillet 1878.

L'orateur prend le fauteuil à 10 heures.

Après les affaires de routines ; M. CHAMPAIGNE dit qu'ayant été informé par le premier ministre que ses interpellations au sujet de l'augmentation du coût des édifices du parlement provoqueraient des réponses qui pourraient être préjudiciables aux intérêts de la province, il demandant la permission de retirer ses interpellations.

M. DESCHÊNES demande si c'est l'intention du gouvernement de continuer à remettre une partie des intérêts dus sur la vente des lots des terres de la couronne, tel qu'il a été déjà fait par le gouvernement dans

la courant de l'année dernière, afin d'encourager les colons à payer les arriérés sur les lots qu'ils occupent ?

L'hon. M. LANGELEIER.—C'est l'intention du gouvernement, comme cela se pratique, de faire la remise voulue aux colons de bonne foi, après qu'ils auront établi la satisfaction du département, leur droit à cette remise.

M. MAGNAN demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder au comté de Montcalm, pour chemins de colonisation, une somme d'argent, qui soit un équivalent raisonnable des sacrifices qu'il fait, comme l'un des comtés de cette Province, pour construire les chemins de fer sans en retirer d'avantages immédiats comme ceux des comtés, tant au Sud qu'au Nord de la Province qui sont traversés par des chemins de fer.

L'hon. M. JOLY.—J'avouerai à l'honorable député que je n'ai pas pris cette question en considération, cependant je crois devoir dire que le gouvernement ne peut s'engager aucunement sous ce rapport.

M. LAVALLÉE demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder, en faveur des colons des cantons de Joliette, Carleton et Cartier, dans le comté de Joliette, la remise des intérêts dus sur leurs lots, ainsi qu'il aurait été fait, dit-on, en faveur des colons d'Argenteuil qui auraient obtenu, de plus, cinq ans de délai, pour payer leurs lots au gouvernement. Si oui, le gouvernement ne devrait-il pas donner une traction immédiate à l'agent des Terres de la Couronne, pour la division de l'Assomption d'annoncer telle remise, ainsi que les délais qui devront être accordés.

L'hon. M. LANGELEIER. Le gouvernement continuera la remise raisonnable aux colons des ceux-ci auront établi d'une manière satisfaisante leurs droits à cette remise.

M. MAGNAN demande si c'est l'intention du gouvernement de faire continuer l'arpentage des terres dans le comté de Montcalm, et d'employer à cet effet un arpenteur résidant dans ce comté.

L'hon. M. LANGELEIER. Le gouvernement n'a pas l'intention de faire faire un arpentage partout, mais seulement dans les low lands où un besoin immédiat sera porté à la connaissance du département des terres de la Couronne.

Une résolution demandant copie des rapports des inspecteurs des prisons de la prison du district judiciaire de Kamouraska etc., est adoptée.

M. MARTEL propose que les documents contenus dans la réponse à une adresse de l'Assemblée législative de la province du Québec à Son Excellence le lieutenant gouverneur en date du 14 juin courant, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun des départements publics et la compagnie du chemin de fer Montréal, Portland et Boston, ou aucun de ses employés, et aussi copie de tous rapports d'ingénieurs, ordres en conseil ou autres documents se rapportant au dit chemin de fer ou à la dite compagnie, et ce, depuis le premier jour de mars dernier, soient imprimés pour l'usage des membres.

En faisant cette motion, M. Martel dit : Je crois devoir faire connaître à cette chambre l'état dans lequel se trouve le chemin de fer de Montréal, Portland et Boston. Actuellement à cause des difficultés pendants, le trafic sur cette voie ferrée est complètement arrêté, ce qui, on le comprend aisément, cause un tort considérable au comté de Chambly qui surtout pendant cette saison bénéficie beaucoup de communications constantes avec Montréal.

L'on sait que de fortes sommes d'argent ont été consacrées à la construction de cette voie ferrée. Des municipalités, des particuliers et la province elle-même y ont contribué. Par suite de l'arrêt du trafic, le capital investi dans la construction de ce chemin de fer ne rapporte aucun revenu ni bénéfice à qui ce soit. C'est donc une perte considérable soufferte par les intéressés.

Actuellement, le coupage est paré; pas avoir de président ou de Bureau de Direction régulier et légalement constitué. Deux bureaux de direction prétendent avoir été élus d'une manière légale et ils sont maintenant devant le tribunal pour avoir une décision sur lequel des deux est le bureau légal. On sait avec quelle longueur un procès est décidé. Ce qui aggrave cette situation c'est que près de \$80,000 sont dues à des personnes qui ont travaillé pour le compte de la compagnie et qu'il ne peut recevoir un sou avant la décision du procès en question puisque la compagnie n'exploitant pas régulièrement le chemin, elle ne peut recevoir par conséquent aucun argent pour faire face à ses dettes.

Il est très injuste que les ouvriers souffrent d'une manière aussi considérable par suite des différends de la compagnie et que ceux de mon devoir d'attirer l'attention du gouvernement sur ce regrettable état de chose. Je dois dire de plus que la compagnie du Grand Tronc s'est aussi mise de la partie et que les préteurs que le conseil du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston lui évalent, elle a fait placer on n'a pas fait enlever des vieux wagons, qui empêchent la circulation des convois entre les gares de Chambly et St-Ambré. J'attire l'attention toute spéciale du gouvernement sur cet état de chose si défavorable aux intérêts du comté que j'ai l'honneur de représenter.

M. DESCHENES.—Adresse. Un état détaillé du montant des sommes perçues sur les arrangements des terres de la couronne dans cette province, tant du capital que des intérêts, depuis le 1er mai 1877, jusqu'à ce jour. Adopté.

M. DESAULNIERS propose qu'une adresse soit votée demandant un état indiquant les sommes maintenant dues à la Province, comme partie du fonds d'emprunt municipal; cet état devant indiquer les noms des divisions électorales qui doivent ces sommes d'argent et le montant dû par chacune de ces divisions électorales. Adopté.

M. DUCKETT.—Adresse.—Copie de toute requête et correspondance relative à la nomination de Joseph Stevens, écuyer, registraire du comté de Soulanges, et de celle de Joseph A. Legris, écuyer, greffier de la cour de circuit du même comté.

En proposant cette résolution M. DUCKETT dit: je désire attirer l'attention de cette chambre sur le fait que M. Masson ayant résigné sa charge comme registraire et greffier de la cour de circuit du comté de Soulanges, il a cependant continué d'être en fonctions jusqu'au premier juin dernier. A cette date, deux personnes ont été nommées pour remplir les charges que M. Masson occupait auparavant.

Quelles personnes a-t-on nommées?

Pour commencer par la place de greffier de la cour de circuit, on a nommé M. Jos. A. Legris, que M. Masson avait employé comme député greffier, mais à qui il a dû donner congé pour des raisons que je ne suis pas prêt à donner ici.

Qu'on me permette de demander comment il se fait que l'on ait nommé une personne qui n'a pas su mériter la confiance de son patron?

et cela de préférence à des citoyens du comté très bien qualifiés qui en ont fait la demande. On aurait dû faire droit aux demandes de personnes résidant dans le comté et ne pas faire la nomination d'une personne qui en est étrangère.

Quant à la charge de registraire, elle est remplie, grâce à la nomination faite par le gouvernement, par un jeune homme d'une vingtaine d'années, qui n'a rien qui le recommande d'une manière spéciale, si ce n'est le fait qu'il a été l'agent électoral de l'ancien député de Soulanges. Je suis certain que si le gouvernement avait pris des renseignements dans le comté, il aurait fait des nominations plus satisfaisantes pour les deux partis que celles qui ont été faites.

L'hon. M. JOLY.—Je désirerais bien connaître la manière de plaire aux deux partis.

M. DUCKETT.—Je ne voudrais pas donner des avis là dessus à l'honorable premier-ministre. Le fait qu'il sait bien se maintenir un gouvernement quand même, ce qui est plus difficile que de nommer ses officiers de l'espèce de ceux que j'ai mentionnés, est une preuve qu'il doit être assez habile pour trancher cette difficulté.

L'hon. M. CHAPLEAU.—Adresse pour un état montrant les nominations et les promotions dans le service civil, depuis la dernière session. Adopté.

Plusieurs autres résolutions d'une importance secondaire sont adoptées.

A six heures la séance est suspendue.

Le 4 juillet 1878.

A la séance du soir, l'ordre du jour ayant été appelé, l'item de \$30,000 pour les inspecteurs d'écoles, M. Champagne propose, secondé par M. Charlebois, l'amendement suivant.

« Que cette chambre ne reçoive pas maintenant le rapport du comité des subsides, mais qu'elle exprime son opinion que la demande de \$30,000 pour les inspecteurs d'écoles faite à la chambre par le gouvernement est une violation du principe politique du gouvernement qui a été publié par tout le pays et une insulte aux électeurs dont les votes ont été obtenus sur la foi de ce programme qui demandait l'abolition des inspecteurs. »

L'hon. M. Charlebois propose ensuite comme sous-amendement que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement:

« Et que ce changement subit de la part des honorables membres du gouvernement mérité la condamnation de tous ceux qui, dans cette chambre, ont précédemment voté contre ces inspecteurs. »

Le vote sur le sous-amendement est pris et donne le résultat suivant:

Pour.—MM. Andet, Beaudin, Bergevin, Bonnard, Champagne, Chapleau, Charlebois, Dandurand, Deschênes, Duguay, Gauthier, Houde, Lavoie, Levallois, Levesque, Longue, Macdonald, Martel, Poirer, Robitaille, St-Onge, Tardif et Turcotte—24.

Contre.—MM. Joly, Marchand, Langlois, Ross, Chabouvet, Watte, St-Onge, Irvine, Nelson, McShane, Flynn, Laberge, Lafontaine, (Nagerville) Muir, Murphy, Bédard, D'Almeida, Langlois, Gagnon, Boudin, Bousquet, Lafontaine (Shedden) Dajnia, Fother, Melick et Blais—25.

Séance du 4 juillet 1878.

L'orateur prend le fauteuil à 3 heures.

Plusieurs interpellations d'une importance secondaire sont faites au ministère.

M. TARDIF propose qu'une adresse soit votée demandant un état de toutes les sommes payées ou dues pour la police des troupes qui ont été maintenues récemment de Montréal ou mises sur pieds; de toutes ces sommes qui ont pu

on devrait être payés en l'acquit de la ville de Québec pour ces troupes, aussi en état de tous moments que le gouvernement a pu payer ou s'engager à payer pour de certains spéciaux, gardiens, agents en rapport avec la crèche, la réfection des édifices parlementaires ou des membres de cette chambre; avec les noms des personnes auxquelles tous paiements auraient été faits ou devraient être faits; les noms des consuls, gardiens ou agents qui ont été employés.

L'hon. M. JOLY. — Je n'ai pas d'objections à certaines parties de la résolution de l'honorable député, mais je dois dire que le gouvernement ne peut se croire en devoir d'acquiescer aux renseignements demandés dans la dernière partie de cette motion. On comprend qu'il y a certains faits qui ne peuvent être mis à la connaissance du public sans causer par là même du préjudice aux intérêts publics. Je trouve un précédent à l'appui de l'attitude que je prends vis-à-vis de cette résolution, et cet précédent vient de sir John A. Macdonald. On se rappelle que ce ministre a refusé de donner des détails à peu près semblables à ceux que je crois devoir refuser dans l'intérêt public.

M. TARDY. — Je suis chargé que l'honorable premier ministre, si je ne pose ce ne pas répondre à la dernière partie de l'adresse. Il y a certaines rumeurs qui ont cours dans le public et qui ne sont pas d'une nature qui doivent nous rassurer sur l'emploi des fonds qui ont été dépensés pour la répression des troubles dans cette ville. J'espère que dans l'intérêt du gouvernement et du premier ministre lui-même, on ne persistera pas à refuser les informations demandées. D'ailleurs, je dois croire, j'espère prouver du contraire, que le gouvernement n'a fait que ce qu'il devait et pouvait légalement faire,

et par conséquent on ne doit pas avoir aucune crainte de prendre l'entière responsabilité des actes qui ont été accomplis et de les faire connaître à cette chambre et au public.

L'hon. M. CHAPLEAU. — L'hon. premier ministre a cité le précédent de Sir John A. Macdonald, mais il n'a pas mentionné les circonstances dans lesquelles ce précédent a eu lieu. C'était à propos des mesures prises par le gouvernement, dont Sir John A. Macdonald était le chef, pour repousser l'invasion féminine et aussi à propos des troubles du Manitoba, qu'on avait demandé des renseignements spéciaux. On comprenait que les faits de l'existence dans ces circonstances de cette nature, devaient pousser de donner les informations demandées, du moment qu'il y avait qu'il n'était pas dans l'intérêt du pays de le faire. D'ailleurs, tout sait que le gouvernement fédéral a droit d'avoir une police secrète à son service, d'où l'on doit nécessairement conclure qu'il peut y avoir certains services accomplis par cette police qui ne doivent pas être livrés à la publicité.

Enfin, je comprendrais dans cette province voudrait établir une police secrète? Je ne vois pas pourquoi on le ferait puisque, depuis onze ans, les différents gouvernements qui ont administré les affaires de la province n'en ont pas eu besoin. On comprend qu'il y a certains faits qu'il ne serait peut-être pas prudent de mettre à la connaissance du public, mais les dépenses qui s'y rapportent doivent être mentionnées en bloc. Si vous en croyez la rumeur qui est répétée partout, on aurait payé certaines sommes d'argent à des personnes assurant avoir de mauvaises à veiller sur la personne des députés de cette chambre,

L'hon. M. MARCHAND dit que l'on a porté des accusations sur la foi de rumeurs de carrefours, il qualifie ce procédé de lâche.

M. TARDY. — On parle de lâcheté, n'est-ce pas plutôt une lâcheté de la part du gouvernement de refuser de donner tous les renseignements qui lui ont été demandés, s'il a agi suivant la loi, s'il n'a fait que des actes dont il n'a pas à rougir, pourquoi refuser de les faire connaître à la chambre et au pays. Pourquoi cacher quelque chose s'il n'y a rien de compromettant?

L'hon. M. CHAPLEAU renvoie l'accusation de lâcheté lancée par le gentilhomme de St-Jean à son auteur et le lui renvoie avec intérêt, s'il le veut. Il dit que le gouvernement, dans cette circonstance, ne peut pas avoir de raisons qui l'empêchent de se conformer à la demande qui a été faite.

M. TARDY. — L'honorable député de St-Jean (M. Marchand) a parlé d'accusation de carrefours. Nous ne pouvons pas constater si ses accusations sont vraies ou fausses et pour cela la bonne raison, que les membres de la gauche ne visitent pas ces lieux qu'on appelle des carrefours.

La discussion se termine par la déclaration de la part de M. Chabreau que M. Tardy aura retour complet tel qu'il le désire.

Plusieurs autres résolutions sont adoptées entre autre une demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de Québec et celui de la Puissance au sujet du bill réservé par le Lieutenant-gouverneur, en mars dernier etc.

Après quelques affaires de routine, à six heures la séance est suspendue.

À 7.30 hrs p. m., à peine la séance était-elle commencée qu'elle a été ajournée, à 7.50 hrs p. m., l'orateur

ayant fait compter les membres présents, et ayant déclaré qu'il n'y avait pas quorum.

À la séance de mercredi soir, l'hon. M. Langelier propose que la chambre se forme en comité général pour procéder en considération des résolutions suivantes:

1. Résolu. Que chaque fois que le commissaire des terres de la Couronne jugera convenable d'annuler ou vertifier des dispositions de la vingtième session de l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques, 32 Vict. ch. 11, aucune vente ou permis d'occupation de terre s'effectuera dans une ou plusieurs municipalités, il devra publier au moins une fois dans la Gazette officielle, une liste des terres dont il a l'intention de cancelier la vente ou le permis d'occupation, avec un avis annonçant que deux mois après la date du dit avis, il annulera tel ou tel permis d'occupation.

2. Résolu. Que aussitôt après avoir reçu la Gazette officielle contenant la dite liste et le dit avis, le commissaire des terres mentionnées ci-dessus dans les limites de laquelle sont situées les terres mentionnées dans la dite liste et la dite liste, devra les lire à la porte de l'égise ou chapelle où se trouvera dans la dite municipalité, à l'issue du service divin du matin, le dimanche, et il devra, en outre, afficher la dite liste elle ou avis dans son bureau.

3. Résolu. Que, à l'expiration de deux mois qui suivront la publication du dit avis, dans la Gazette officielle, le dit commissaire des terres de la Couronne aura le droit de prononcer l'annulation des dites ventes ou permis d'occupation.

Un assez long débat s'engage entre M. Chabreau, Langelier, Chabreau, Dunham, Lorange et autres sur ce

résolutions. Monsieur Langelier affirmait qu'elles n'abrogeaient rien des clauses de la loi actuelle qui protègent les colons, elles ne font qu'ajuster de nouvelles dispositions à l'acte de 1872.

Les résolutions sont ensuite adoptées au comité et en bill, sans sur la question de la loi pour la première fois.

Séance du 5 juillet 1878.
L'ordre du jour est lu.

L'hon. M. CHAPLEAU désire que le débat sur la question du paiement

des volontaires mandés pour réprimer la grève à Québec, soit continué. Il ne voit pas de raison qui puisse empêcher que cette discussion se continue des à présent.

L'hon. M. JOLY ne consentait à cela que dans le cas où la gauche promettait que le débat ne sera pas long afin de ne pas retarder les subsides.

L'hon. M. CHAPLEAU — Je suis surpris de voir que le premier ministre ait si pressé de faire voter les subsides. Sur les ordres du jour, l'on voit que plusieurs projets de loi qui décollent de la politique du gouvernement n'en sont encore qu'à leur seconde lecture. Il importait plutôt de discuter sans délai ces bills afin qu'ensuite la seconde branche de la législature ait le temps d'étudier ces mesures du gouvernement.

Quoique l'on veuille, à la fin de la chambre abolir le Conseil législatif, il ne faut pas que les lois qui s'en sont adoptées par cette chambre soient transmises à l'autre chambre de manière à ne lui donner que très peu de temps pour les étudier et, à son tour, les adopter. Il en donc ne presse l'adoption des subsides.

L'hon. M. JOLY se plaint de ce que la gauche n'a pas voulu percuter que sa résolution à propos du

paiement des volontaires fut passée samedi dernier. Il dit que toutes les mesures du gouvernement n'ont pu être imprimées et prêtées à être discutées.

L'hon. M. CHAPLEAU nie que la gauche ait agi de manière à retarder le paiement des volontaires. Il dit que le premier ministre a présenté la résolution relative à ce sujet, l'ajournement devait avoir lieu dans quelques instants, or, les membres de cette chambre ne pouvaient pas avoir le temps d'exprimer leurs opinions sur cette question et on ne pouvait consentir à ce que cette motion de l'hon. premier ministre ne soit pas adoptée.

Le premier ministre ne nous a dit que toutes les mesures du gouvernement sont prêtées et qu'elles sont imprimées. Est-ce tout simple coup d'œil sur les ordres du jour je vois que plusieurs mesures prises lors que le gouvernement ne sont pas imprimées et ne sont pas prêtées pour la discussion.

Aussi je constate que l'acte concernant l'indemnité des membres de la législature et le salaire du directeur de l'Assemblée législative n'est pas encore imprimé, de même que l'acte pour amender la loi concernant l'administration des Terres de la Couronne. L'on voit aussi que l'acte pour amender la loi des licences n'est pas imprimé.

Je ne le gouvernement n'est pas prêt à discuter ses mesures et que contrairement à ce que vient de dire l'honorable premier ministre, toutes les lois du jour, ou toutes les mesures du gouvernement ne sont pas imprimées et ne sont pas prêtées pour la discussion. Je dois continuer encore quelques instants et finalement l'ordre du jour est suivi l'un par l'autre.

Sur proposition de M. JOLY, la chambre se forme en comité des subsides.

Sur l'item de l'immigration et du repatriement.

M. DESCHENES dit que la somme de \$10,000 demandée par le gouvernement n'est pas assez considérable. Les résultats que l'on a obtenus des dépenses qu'il est fait pendant les années passées, sont de la nature à justifier le gouvernement de ne pas diminuer les sommes consacrées au repatriement en particulier.

Il dit que la colonie qui a été fondée dans le comté de Temiscouata, à pleine-ment réussi, et que l'établissement qui a été formé dans ce comté au moyen des subsides fournis par cette chambre est prospère et fait honneur à la province. Il désire que l'adoption de cet item soit suspendue jusqu'à ce que la réponse à une adresse votée le 21 juin, demandant un rapport constatant l'état de la colonie de repatriement dans le comté de Temiscouata, soit que la chambre ait l'occasion de se rendre compte des résultats des dépenses qui ont été faites et voir s'il ne serait pas juste d'augmenter le montant en question plutôt que de le diminuer.

L'hon. M. JOLY dit que le gouvernement n'a pas l'intention de faire voter une somme plus considérable que celle qui est mentionnée dans les estimées.

M. LORANGER dit que le gouvernement ne devrait pas trop s'attarder dans le but de faire voter un pays sans compenser qui sont arrivés dans la republi que voisine.

L'hon. M. CHAPLEAU s'oppose à une réduction sur les montants consacrés à l'immigration et le repatriement. Il croit que le gouvernement a de bonnes intentions mais on sait qu'avec de bonnes intentions seulement on agit, pauvres ment et très souvent on meurt. On dit même qu'un lieu qui n'est pas dans ce monde est tout plein de bonnes intentions. Il parle longuement et d'une manière très éloquente de l'agent d'immigration de la province en Angleterre, M. O'Neil.

Ce monsieur rattrapait son devoir d'une manière éminemment efficace et est d'un grand secours pour faire connaître la province de Québec, peupler les classes instruites et aisées, dans la mère-patrie.

M. MESLIARD se plaint du fait que les dépenses qui ont été faites pour l'immigration depuis douze années n'ont pas donné des résultats satisfaisants et il reproche aux canadiens qui immigreront aux États-Unis de changer leurs noms.

M. MATHIEU regrette que les argentés votés pour l'immigration n'ont pas donné les résultats que nous en attendions. Quant au reproche fait par le député de Montréal-Ouest que les canadiens-français changent leurs noms en emigrant aux États-Unis, ceux de nos compatriotes qui ont traduit pour ainsi dire leurs noms l'ont fait non pas pour le plaisir de porter un autre nom, mais bien parce qu'ils ne sachant pas la langue anglaise et les américains ne sachant pas la langue française, ces derniers ont traduit, dans quelques cas, les noms des canadiens-français. Mais on ne doit pas croire, en cela, l'aisé, en réalité, le député de Montréal-Ouest, que les canadiens-français ont honte de leurs noms.

Non, tel n'est pas le cas. J'ai voyagé dans différentes parties des États-Unis et partout j'ai rencontré des vieillards canadiens-français d'origine qui avaient laissé le Canada depuis 25, 30 et même 40 ans conservant une tendre souvenir de leur patrie; j'ai entendu ces vieillards m'exprimer, les larmes aux yeux leur ardent désir de revenir au village natal, de revoir le foyer où ils se sont vu naitre, et cependant ces vieillards ne pouvaient me leur offrir à exécution parce qu'ils n'avaient le moyen leur manquant.

Je suis d'opinion qu'il vaut beaucoup mieux faire des efforts pour attirer au pays nos compatriotes

que de faire venir de grands fruits émigrés d'Europe, de nous d'avoir qu'il faut donner de l'ouvrage à notre population, qu'il faut encourager nos manufactures afin que notre jeunesse vigoureuse puisse trouver de l'emploi et ne pas être obligée de laisser le pays.

L'hon. M. GRAUBIEN exprime des regrets à la vue de la désertion qui se manifeste dans les campagnes de cette province. Il demande au premier ministre la permission de traiter la question de l'agriculture qui a déjà été discutée par la chambre mais l'hon. l'heure avancée quand a lieu ce débat, il n'a pu y prendre part.

L'hon. M. JOLY, de me rappelle que l'honorable député a exprimé le désir de donner ses vœux sur la question relative à l'agriculture et comme l'hon. député n'a pas eu occasion de le faire, j'en suis sûr que la chambre rencontrera avec plaisir ce que l'hon. député a à dire. Je m'abstiens de dire si l'hon. M. GRAUBIEN continue son discours. Il traite savamment la question des écoles d'agriculture. Il dit que le système d'enseigner la théorie sans y joindre le travail manuel est mauvais et ne devrait pas être suivi. Il développe longuement cette proposition et dit que le système n'a pas réussi aux États-Unis ni dans cette province. Il dit que dans nos écoles agricoles on devrait adopter un système propre à enseigner la pratique d'abord et la théorie ensuite.

M. GRAUBIEN parle au sujet du recrutement. Il dit que le gouvernement d'avoir aménagé le fronton consacré à repatrier nos compatriotes émigrés aux États-Unis. Il me l'avait fait dans cent fois pour nous qui va à chercher la politique de recrutement incorporé par le cabinet de St-Johnville avait pour but d'encourager les volontaires étrangers aux Canadiens français. Il dit que

cette politique n'a jamais eu pour but de repatrier nos Canadiens français que tous les Canadiens en général c'est-à-dire qu'ils ont leur origine. Il prétend que les émigrants qui nous sont envoyés d'Europe sont tous purs de ceux que nous avons pu au point de vue agricole. Il dit que le gouvernement ne devait ordonner à ses agents européens de ne nous expédier que les purs et recommander les autres. Au lieu de ce moyen de l'argent qui augmentait la population de personnes professant des principes dangereux pour notre société, on devait plutôt consacrer ces sommes à promouvoir les intérêts agricoles de la province. Il

désire savoir comment sera dépensé l'argent demandé pour le repatriement. Il dit qu'il ne faut pas que le gouvernement ne fera pas plus que le précédent cabinet. L'établissement de repatriement fondé dans le comté de Temiscouata sera continué mais une faible somme seulement sera dépensée de manière à ne pas arrêter le mouvement qui a été créé par l'ancien gouvernement.

A six heures la séance est suspendue.

SEANCE DU SOIR.

À la séance du soir M. Macdonald soumet plusieurs documents demandant l'attention de la chambre.

L'hon. M. JOLY propose que la chambre se forme un comité des subventions et de l'agriculture. M. Macdonald secondant par M. Picard propose un amendement. M. JOLY prétend que l'orateur ne s'est pas tenu le fait n'est pas qu'il soit résolu que cette chambre regrette que le gouvernement, dans l'intérêt de la classe agricole et de la colonisation qui requièrent une proposition de encouragement pour encourager n'ait pas affecté un montant plus considérable pour favori-

ser la colonisation et encourager par la agriculture.

Après un long débat entre MM. Gauthier, Picard, Sawyer, Dupuis, Irvine, Church, Robertson, Hechens, Joly, Chapleau, Langueur et Moillett, le vote est pris vers minuit avec le résultat suivant :

Pour l'amendement : 28
Contre l'amendement : 28

Contre l'amendement : 28
Pour l'amendement : 28

L'orateur déclare qu'ayant écouté attentivement les débats, il en est venu à la conclusion qu'il ne peut faire cette motion avec \$22,000, la même somme de travail qu'on a faite l'an dernier avec \$13,000. Il vote donc contre l'amendement. La chambre se forme un comité et adopte plusieurs items. Un long et intéressant débat s'engage sur la question de l'ajournement.

À trois heures, M. Vatta attire l'attention de l'orateur sur le fait qu'il y a des étrangers dans la galerie.

Le sergent d'armes fait en conséquence vider les galeries.

À trois heures et un quart, la chambre s'ajourne à 11 heures ce matin.

SEANCE DU 6 JUILLET.

L'orateur prend le fauteuil à 10 heures.

Après les affaires de routine, plusieurs items du budget sont passés en comité général.

L'hon. M. CHAPLEAU demande quelle est la politique du gouvernement relativement à la localisation du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et à quelle savoir si les abutés à l'attention de la nation pour lui, entre leur politique à ce sujet. De puis quelque temps déjà, les ministres ont entre leurs mains le rapport de leur ingénieur, et sans aucun doute, ils ont dû prendre communication du rapport de ce rapport avant qu'il fut imprimé. La question de la localisation de ce chemin est d'une grande importance au point

de vue politique comme aux autres points de vue et on attend avec beaucoup d'anxiété dans les milieux de Québec de Montréal et généralement dans toute la province, la décision que le gouvernement va donner. Il est étonné de voir que le cabinet persiste à ne pas faire connaître sa politique relativement à cette question, aussi bien que sur celle se rapportant à l'allègement des chemins de fer du gouvernement, pour lequel des offres ont été reçues pendant la dernière session. Il désire d'une manière toute particulière savoir si le gouvernement se propose de forcer la chambre à voter tous les subsides avant de prendre en considération les autres mesures du ministère qui constituent aussi une législation très importante. Il fait cette demande au nom de l'opposition loyale de Saint-Jean, au nom de la province, au nom de l'opinion publique qui a droit d'avoir des informations à ce sujet. C'est d'un usage parlementaire que certains items soient pas adoptés avant la passage de la législation proposée par le cabinet. Il espère que ce n'est pas l'attention du gouvernement de suivre une conduite contraire à cet

usage et dangereuse. Cependant, l'intention du ministre a été de soumettre leurs mesures à la considération de la chambre et d'être à son pôle pour que tel et tel soit son intention.

L'hon. M. JOY dit que le gouvernement ne fera pas connaître aujourd'hui sa politique au sujet du chemin de fer. C'est aussi le désir du gouvernement de soumettre ses autres mesures à la chambre.

Sur l'item relatif à l'arpentage des terres de la couronne, l'hon. M. Chapleau présente une résolution exprimant le regret de ce que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de créer une somme plus considérable pour ce service. Cette résolution est perdue sur division.

L'hon. M. JOY dit qu'il se regrette d'annoncer que nous avons reçu une dépêche de Londres nous informant que malheureusement le Conseil privé a confirmé les précédents rendus par les cours de justice canadiennes relativement à la loi des impôts sur les colonies d'Amérique. Il a été dit que la loi de la législature. Le gouvernement avisera ces jours-ci à pourvoir aux moyens pour combler le vide que cette décision va nécessairement créer dans le revenu provincial.

L'hon. M. JOY soumet la résolution relative au paiement des volontaires qui ont été mis en état de service pour réprimer les troubles qui ont eu lieu récemment à Québec. Il demande instamment à la chambre d'adopter cette résolution.

L'hon. M. CHAPLEAU dit que la question se pose au principe même qui veut que la puissance législative des fins les nécessaires pour affecter le paiement, mais ce que l'opposition ne veut pas et auquel elle s'oppose énergiquement, c'est

que la province ne soit pas remboursée des deniers qu'elle aura ainsi avancés. La ville de Québec doit être tenue strictement responsable du remboursement des sommes que le gouvernement demande d'être autorisée à payer.

M. TAILLON.—Il semblerait que le sort de cette résolution d'être présentée à la chambre à la veille du moment où elle doit s'ajourner. Il est deux heures moins quelques minutes et il est bien compris que la séance doit être ajournée à deux heures. Quel bon sens ne l'aurait-il pas à une discussion d'avoir lieu. Lorsque, vendredi dernier, l'honorable premier ministre a soumis pour la première fois cette résolution à notre approbation ou désapprobation, la chambre était, on se le rappelle, sur le point de s'ajourner, et il n'y avait pas le temps de discuter ce que l'honorable proposait. Aujourd'hui, la même chose se renouvelle.

On doit comprendre que beaucoup des honorables membres de cette chambre désirent soulever un débat sur cette question. Les représentants de la ville de Montréal ne sont pas, je crois, à voter une résolution ordonnant le paiement en question sans que la corporation de la ville de Québec soit tenue de faire le remboursement des argentés avancés par le trésor de la province, à moins que le gouvernement ne s'engage à payer purement et simplement les frais qui seront exigés pour préserver la paix, si quelque chose se passe prochainement des troubles à Montréal, comme cela est appréhendé.

En supposant que le ministre prendrait un tel engagement vis-à-vis de la corporation de Montréal, on ne peut oublier qu'il y a des

députés dans cette chambre qui représentent des comités qui ne se trouvent jamais dans le cas où se trouvent actuellement la ville de Québec. Ces députés ne sauraient consentir à ce que le gouvernement fasse payer à la province des frais que la Corporation de Québec doit seule supporter. On ne peut donc pas s'attendre à ce que la chambre adopte à la hâte une résolution autorisant une dépense à laquelle la province n'a rien à faire. Le premier ministre aurait dû soumettre sa proposition à un jour plus convenable afin qu'un débat, car il y aura certainement débat, ait lieu, ou bien, il doit attendre à la prochaine séance, pour nous soumettre sa résolution.

L'hon. M. CHAPLEAU dit qu'il a demandé au premier ministre de soumettre à la considération de la chambre la résolution en question, mais il (M. JOY) a jugé à propos d'insister fortement pour que le travail sur les subsides fut continué.

Le retard apporté au paiement des volontaires dépend donc entièrement du gouvernement qui n'a pas voulu accepter sa proposition de discuter la résolution autorisant ce paiement à une séance où la discussion aurait pu avoir lieu et où une décision aurait pu être donnée.

Après quelques débats sur la faculté qu'a le trésorier d'emprunter quand il est nécessaire pour le paiement immédiat des volontaires, sans recevoir au préalable une autorisation de la chambre, monsieur Chapleau prétendait que le trésorier a été fait tel, et M. JOY et Bachand soutiennent le contraire, le premier ministre retire sa résolution.

À 2 15 h 30 m. la chambre s'ajourne à lundi, à 3 heures.

Séance du 8 juillet.

L'orateur prend son siège à 3 15 h 30 m.

M. DESAULNIERS présente une pétition signée par les électeurs de la division électorale des Trois-Rivières se plaignant des moyens employés par les membres siégeant et alléguant que le dit député a obtenu son mandat d'une manière frauduleuse. Plusieurs pétitions sont présentées lues et reçues.

M. TARTE.—Est-ce l'intention du gouvernement de donner de l'argent pour aider aux municipalités à compléter les chemins publics?

L'hon. M. JOY dit que le gouvernement ne peut rien faire dans ce sens.

En réponse à M. Tarte, l'hon. M. Langelier dit que M. Bouchette n'est plus employé du gouvernement et qu'il ne reçoit aucun salaire.

Plusieurs résolutions pour différentes adresses sont adoptées.

L'hon. M. MARCHAND dépose devant la chambre plusieurs réponses à des adresses, entre autres celle relative aux lies de la Madeleine.

M. TAILLON propose la seconde lecture du bill pourvoyant à la restitution des processions de parti. L'hon. M. Ross objecte au bill parce que cette mesure est un bill privé. L'orateur a d'abord soulevé l'objection qui précède.

Un long débat s'engage sur une question d'ordre soulevée sur le caractère du bill et sur la juridiction de la législature.

À six heures la séance est suspendue.

À la séance du soir, M. l'orateur donne sa décision au sujet du bill de M. Taillon pour supprimer les processions de parti dans la ville de Montréal. Il déclare que le bill est

dans l'ordre et qu'il ne dépasse pas les limites de la juridiction de la chambre.

L'hon. IRVINE demande que la seconde lecture du bill soit remise à demain, afin de donner aux députés le temps de s'entendre sur ce projet de loi.

L'hon. M. CHAPLEAU dit que si la seconde lecture est remise à demain, il y a une chance de retard. Il propose de consacrer à examiner le bill en comité demain, afin de ne pas causer de retard.

M. TAILLON dit qu'il s'oppose fortement à tout retard dans l'adoption de ce bill, qui n'est pas le sien, mais celui de la corporation de Montréal (Le *Chronicle*, dans le but sans doute de nuire au député de Montréal-Est, lui faire dire tout le contraire de ce qu'il a dit).

Après quelques remarques intelligibles de la part de M. McShane.

M. IRVINE, second par M. Wurtel, propose que les débats sur ce bill soit remis à demain.

Après quelque discussion le vote est pris sur la motion de M. Irvine avec le résultat suivant :

Pour la motion, MM. Joly, Marchand, Richard, Langellier, Boas, Chénou, Flynn, Lafontaine, (Napierreville) Moir, Bédard, dit Malouin, Fortin, Gagnon, Irvine, Watt, Nelson, Boudin, Lorrell, Meikle, Lynch, Wartel, Maclellan, Robertson, Church, Dumas et Lafontaine (Shefford) — 23.

Contre la motion, MM. Maclellan, Brocas, Smith, Sherry, Laberge, Dupuis, McShane, Blais, Caron, Deschamps, Lalonde, Charlebois, Picard, Chapleau, Tarte, Talbot, Boas, Champagne, Bessigny, Deschamps, Hodge, Doherty, Audet, St-Cyr, Feltner, Magner, Lavallée, Bartrand et Martel — 24.

L'hon. M. JOLY parle longuement sur la question et cite les remarques qu'il a faites au commencement de la dernière session touchant les processions. Il réitère sa demande au sujet de ces démonstrations qu'il voudrait voir disparaître entièrement. Il faut, dit-il,

que tout le monde fasse des concessions, surtout la majorité; il faut que tout le monde soit mis sur un pied d'égalité et que toutes les processions soient supprimées si l'on veut que la paix soit maintenue. Il ne croit pas que le bill atteigne le but que l'on se propose, qui est de maintenir l'ordre.

L'hon. M. LANGELLIER parle aussi contre le bill qu'il regarde comme inconstitutionnel. Il déclare que tout homme a le droit de marcher en procession, de dire ce qu'il lui plaira de dire, et de porter les insignes qu'il jugera à propos de porter.

Le débat est continué par MM. Lorange, Marchand, Church et Meikle.

A onze heures et demie, l'hon. M. Irvine propose que la seconde lecture du bill soit votée « sur division » avec l'entente que le débat sera continué lorsque motion sera faite d'examiner le bill en comité général.

L'hon. M. CHAPLEAU est surpris de la ligne de conduite suivie par certains membres du gouvernement. Si le bill n'est pas adopté à temps et s'il y a des troubles à Montréal, que la responsabilité de ces troubles retombe sur ces ministres en particulier et sur le gouvernement en général.

Finalement la motion de l'hon. M. Irvine est adoptée.

Le bill de M. Wartel pour amender certains articles du code municipal est à une seconde fois. Puis la chambre s'ajourne un peu après minuit.

Séance du 9 juillet.

L'orateur prend le fauteuil à 3:15 heures. Il est accompagné de MM. Houde et Price présentent plusieurs pétitions, demandant de l'aide pour des chemins de colonisation et pour la colonisation.

M. TAILLON demande que le bill pour réprimer les processions de parti ait la priorité sur tous les ordres du jour.

M. JOLY s'y oppose et demande que l'on procède régulièrement en suivant les ordres du jour.

L'hon. M. CHAPLEAU est surpris de l'opposition du chef du gouvernement. Il insiste pour que le bill soit pris de suite en considération.

M. JOLY dit que le blâme du retard dans l'examen de cette mesure retombe sur le député de Montréal-Est.

M. TAILLON donne un court précis de la marche du bill en question et fait voir que la responsabilité du retard retombe sur le gouvernement.

L'hon. M. LANGELLIER décide pendant quelques instants et s'oppose à la demande de M. Taillon.

L'hon. M. JOLY donne des explications sur la politique du gouvernement au sujet du tracé du chemin de fer de Q. M. & O. Le gouvernement adopte définitivement le tracé entre Maskinongé et Terrebonne.

Il y a trois tracés entre ces deux points. Le tracé entre Terrebonne et le Sault aux Récolites est abandonné, bien que M. Shanny soit d'avis qu'il est le meilleur. Cet abandon est dû au fait que le gouvernement est obligé par les conditions de souscription de la ville de Montréal, d'aller à Montréal et par conséquent, est forcé de ne pas adopter ce tracé. Toutefois, le gouvernement n'a pris aucune décision quant au tracé à suivre entre Terrebonne et Montréal.

Ordonne d'être donné au contracteur, l'hon. M. McGreevy de continuer avec toute la rapidité possible, la construction de cette partie du chemin de fer comprise entre Maskinongé et Terrebonne.

L'hon. M. CHAPLEAU. — Je suis heureux de la déclaration du gouvernement. J'en suis heureux non pas au point de vue local, mais bien parce que cette déclaration confirme hautement la décision prise par le gouvernement qui a précédé celui qui vient de nous faire connaître sa politique sur cette importante question. On se rappelle quels cris de désapprobation se sont élevés dans la province, et surtout dans le district de Montréal. On a accusé le chef de l'ancien cabinet d'avoir cédé à une pression induite pour lui faire adopter la politique que l'on confirme maintenant. On allait jusqu'à dire que l'ancien gouvernement avait fait faire exprès des rapports favorables à ses vues. Je suis heureux de pouvoir revendiquer solennellement l'honneur, l'esprit de justice et l'intégrité du chef de l'ancien gouvernement. On a combattu dans les dernières élections avec le cri cent fois répété dans cette chambre et dans la presse, qu'une politique de l'ancien cabinet était contraire aux intérêts publics et à la ville de Montréal.

J'ai été heureux d'entendre le chef du gouvernement déclarer qu'il entend prendre toutes les procédures nécessaires pour faire payer la souscription de la corporation de Montréal. C'est ce que nous disions lorsque nous étions à la droite de la chambre. Je suis en faveur de la décision à laquelle on est venu le ministre sur le rapport si précis, si clair de l'ingénieur éminent qui a été chargé de faire de nouvelles explorations, M. Shanny. Cette décision est une confirmation solennelle de la politique de l'ancien administration. On se rappelle les manifestations qui ont eu lieu lorsque l'annonce a été faite de la même politique à nous a été communiquée y a un instant, par l'hon. premier ministre.

Il y a eu des démonstrations à Montréal. Il y a eu des démonstrations à Québec. On a créé un courant d'opinion hostile à l'ancien gouvernement. Si l'ancien ministre a dû soumettre la législation vigoureuse qui a été discutée à la dernière session, cela était dû aux déclarations faites par les corps municipaux qu'ils ne paieraient pas. Je dis que toute la cause du fer de l'office de l'ancien cabinet est dû à l'option de la politique que le gouvernement actuel adopte et qu'il vient d'annoncer à cette chambre. Aujourd'hui, nous avons devant nous l'opinion du dernier arbitre que le gouvernement a nommé pour donner son opinion définitive sur cette question.

On a dépensé de l'argent pour avoir le rapport de M. Shanley, ce rapport nous dit d'une manière très positive que l'ancien gouvernement s'est appuyé sur les meilleures explorations possibles et que la décision qu'il a prise est la plus favorable aux intérêts de la province. Ce rapport, préparé sur les instructions données par le gouvernement actuel, est une revendication complète de la conduite du chef de l'ancienne administration.

Il est maintenant vengé de toutes les injures que l'on lui a prodiguées par les hustings et dans la presse.

La province par suite des retards apportés par le gouvernement actuel à prendre une décision sur la question du tracé entre Maskinongé et Terrebonne, en faisant la faire dans l'intervalle de nouvelles explorations, va perdre au moins \$400,000. On a retardé d'une année le parachèvement du chemin, car on ne saurait prétendre que d'ici à l'hiver, on pourra terminer les travaux. Le chemin n'étant pas terminé, il ne pourra être exploité et on perdra par là même l'intérêt, sur le coût des travaux, ce qui ne sera pas moins de \$400,000, comme je viens de le dire.

L'hon. M. Joly dit que le gouvernement adopte le tracé entre Maskinongé et Terrebonne pour les raisons que donnent M. Shanley. Il énumère les arguments produits par l'ingénieur.

M. LORANGER exprime son regret de voir que le gouvernement n'ait pas pris de décision au sujet du chemin de fer de Terrebonne à Montréal.

M. NELSON blâme l'adoption du tracé de Maskinongé à Terrebonne et dit qu'on devait, bien que cela occasionnerait des pertes, laisser ce tracé et adopter celui du Bout-de-l'Île.

L'hon. M. CHURCHILL — Il a deux traits principaux qui distinguent la politique de l'ancienne administration. Déjà les ministres actuels ont adopté les vues du cabinet de Boucherville quand à ce qui a rapport au tracé de Maskinongé à Terrebonne. L'autre trait est celui relatif à la législation recommandée par l'ex-ministère pour faire payer les municipalités qui ont souscrit pour le chemin de fer. Mes honorables amis n'adoptèrent peut-être pas cette législation mais j'ai lieu de croire qu'ils regretteront de ne pas avoir en main les moyens de faire payer ceux qui doivent à la province par le fait qu'ils ont souscrit pour l'entretien en aide à la construction du chemin de fer de Q. M. O. et O.

Il regrette les retards que les explorations nouvelles ont causé pour le parachèvement de cette voie ferrée.

M. TAILLON regrette que le gouvernement n'ait pas fait connaître le tracé qui eût suivi de Terrebonne à Montréal. Il dit que les libéraux prétendaient que la ville de Montréal avait le droit d'exiger la balance du chemin de fer du Bout de l'Île. De nouvelles explorations étaient donc inutiles; d'après les

dirés des libéraux. Puisque Montréal avait droit au tracé du Bout de l'Île, il n'y avait pas lieu de dépenser de l'argent pour explorer cette partie de la voie ferrée comprise entre Maskinongé et Terrebonne. Il lit un extrait du discours de l'hon. M. Archambault sur ce sujet tel que publié dans les journaux libéraux et le fait constater avec la conduite actuelle du gouvernement sur cette question. Le parti libéral approuvait le discours de M. Archambault. Il lit ensuite un compte-rendu d'une assemblée tenue à Montréal qui a été publiée dans le *National* dans lequel, sous comprises des résolutions blâmant la politique du gouvernement de Boucherville à propos du choix du tracé de Terrebonne au lieu de celui du Bout de l'Île. A six heures, la séance est suspendue.

A la séance du soir, sur motion de M. McShane, la chambre se forme en comité général sur le bill pour la répression des processions de parti.

Après un long débat et l'adoption de plusieurs amendements, le comité rapporte le bill.

M. TAILLON demande que le rapport du comité soit reçu de suite afin que le bill puisse être adopté sans délai.

Opposition ayant été faite à l'adoption immédiate du rapport, M. Taillon demande que ce bill ait préséance demain. Cette demande est aussi refusée.

M. TAILLON reprend les débats sur la politique du gouvernement au sujet du chemin de fer. Il attire l'attention du ministre des travaux publics sur le fait que la partie du chemin entre Hochelaga et Montréal aurait dû être parachèvement dès ce printemps. Il faut que ce tronçon soit construit avant qu'on puisse exiger un seul cent de la Corporation de Montréal. L'automne dernier on a commencé des travaux sur cette partie de la ligne mais on les a abandonnés depuis. Si ce tronçon était construit jusqu'à la limite de la cité de Montréal, la Corporation serait obligée de payer la balance de son million et l'on épargnerait au pays l'intérêt sur ce montant.

M. BEAUBIEN fait remarquer que dans la ville de Montréal et dans les comtés environnants, le grand cheval de bataille des libéraux était cette question du tracé. La on disait que le gouvernement de Boucherville avait voulu ruiner la ville de Montréal, en abandonnant le tracé du Bout de l'Île et en adoptant celui de Terrebonne. On promettait solennellement que si le gouvernement Joly était maintenu au pouvoir il reprendrait le tracé du Bout de l'Île. C'est en agitant cette question de la manière que je viens d'indiquer que l'on a réussi à battre les candidats conservateurs dans deux divisions de Montréal. Voilà ce que les libéraux ont fait au sujet de cette question à Montréal. Allons, ils ont probablement chanté sur un autre ton. J'ignore ce qu'ils ont dit à Québec.

M. TARTE. Je vous le dirai tout à l'heure.

M. BEAUBIEN — Insiste ensuite sur la nécessité qu'il y a d'amener le chemin de Hull à Montréal en dedans des limites de cette dernière ville et de le mettre en rapport avec les chemins de l'Ouest à Ottawa. Il termine en faisant voir que la conduite de l'ancienne administration a été reconnue comme la meilleure par le gouvernement actuel.

M. TARTE — On a parlé de la conduite tenue par les libéraux dans le district de Montréal au sujet de cette question du tracé du chemin de fer. A Québec, les amis des honorables ministres ont tenu une conduite tout opposée. Tandis qu'on disait à Montréal qu'il fallait le tracé du Bout de l'Île, à Québec on criait sur les toits que sans le tracé de Terrebonne à St-Thérèse la ville de Québec était asphyxiée.

Les amis des honorables ministres et quelques honorables ministres eux-mêmes n'ont pas craint de surexciter l'opinion à Québec contre l'ancienne administration parce qu'elle ne voulait pas s'engager à construire la ligne de Terrebonne à St-Thérèse. L'hon. procureur général, on se le rappelle, a pris une part active dans ce mouvement. Il a assisté à des assemblées dans lesquelles on adoptait des résolutions qui ne cadrent en aucune façon avec le programme actuel de l'hon. M. Ross et de ses collègues.

L'hon. député de Bonaventure cite ensuite des résolutions adoptées par une assemblée des citoyens, tenue au mois de février, à laquelle M. Ross a pris part, demandant dans les termes les plus formels au gouvernement d'adopter le tracé de Terrebonne à Ste. Thérèse et déclarant que la ville de Québec ne serait pas tenue de payer la balance de son million si ce tracé n'était pas adopté. Il cite aussi une résolution du Conseil de Ville de Québec protestant contre le tracé de Terrebonne à Montréal et demandant au gouvernement d'adopter le tracé de Terrebonne à Ste. Thérèse.

Il n'y a pas à se tromper sur le sens de ces résolutions. On blâmait le gouvernement de n'avoir pas adopté le tracé de Terrebonne à Ste. Thérèse, et d'avoir choisi le tracé de Terrebonne à Montréal.

En réponse à M. Langelier qui lui demande son opinion sur le tracé de Terrebonne à Ste. Thérèse, le député de Bonaventure répond qu'il est d'avis que cette ligne, qui sera certainement construite un jour ou l'autre, sera très avantageuse à la ville de Québec sans nuire à Montréal.

Et si notre ville est en position d'espérer obtenir cette ligne tôt ou tard d'est grâce au gouvernement de Boucherville et non aux ministres actuels. Car, en adoptant le tracé de Maskinonge à Terrebonne, le gouvernement consacrerait une route possible à la construction de cette ligne qui mettra la ville de Québec en communication directe avec Rouet.

Aujourd'hui, comment le gouvernement peut-il s'adresser à la ville de Québec et lui demander le paiement de la balance de son million ? Les ministres actuels, qui ont soutenu la ville de Québec dans la position qu'elle a prise sur cette question, qui ont approuvé les résolutions allant à dire que la ville de Québec n'était pas tenue de payer si le gouvernement n'adoptait pas le tracé de Terrebonne, les ministres actuels ont mauvaise grâce de venir aujourd'hui faire à notre cité la même demande qui a valu tant de reproches à l'administration de Boucherville.

La ville de Québec a droit de savoir si le gouvernement, s'il est disposé à tenir ses promesses, s'il s'engage à nous donner le tracé qu'il déclarait, il y a quelques mois, être indispensable à la pros-

périté de notre cité. S'imagine-t-on que la ville de Québec va changer d'opinion sur cette question importante dans un aussi court espace de temps ? Elle a blâmé l'ancienne administration de n'avoir pas adopté le tracé de Terrebonne à Ste. Thérèse et elle ne peut pas manquer de logique au point d'approuver un ministère qui ne veut pas faire plus que le cabinet de Boucherville.

Le parti libéral, dans le district de Québec, a obtenu beaucoup d'adhésions, même parmi les conservateurs, à cause de cette demande qu'il faisait au gouvernement de Boucherville d'adopter la ligne de Ste. Thérèse, et aujourd'hui nous avons le droit d'espérer que l'hon. procureur-général, qui, d'après sa propre déclaration, est entré dans la vie publique parce que le gouvernement ne voulait pas promettre cette ligne, nous avons, dis-je, le droit d'espérer que l'hon. procureur-général va nous dire si, oui ou non, il entend faire adopter le programme qu'il prônait le printemps dernier.

L'hon. M. ROSS, profondément ému se lève et déclare qu'il ne voit pas pourquoi le député de Bonaventure s'occupe des intérêts de Québec. En agissant comme il l'a fait, le printemps dernier il agissait en simple citoyen et non en ministre.

M. TARTE lui fait remarquer qu'au mois de février il soutenait que la ville de Québec ne serait pas tenue de payer la balance de son million et le gouvernement n'accordait pas la ligne de Ste. Thérèse. Il demande, au procureur-général s'il partage encore cette opinion.

L'HON. M. ROSS fait de longues phrases pour dire qu'il a pu changer d'opinion sur ce sujet depuis qu'il est devenu ministre.

Le débat est continué pendant quelque temps par MM. Rinfret, Langelier et autres.

M. McShane, secondé par M. Taillon, propose :

« Que la chambre ne se forme pas en comité maintenant mais qu'il soit résolu que cette chambre regrette que le gouvernement ait choisi le tracé de Maskinonge à Terrebonne, de préférence au tracé du Rouet de Ville. »

Après quelque discussion le vote est pris et donne le résultat suivant :

Pour :—MM. Beaubien, Lafontaine (Shefford), Lynch, McShane, Nelson, Racicot and Taillon.—7.

Contre :—MM. Audet, Bachand, Bergeron, Bertrand, Blais, Boutin, Brousseau, Cameron, Caron, Champagne, Chapleau, Charbonneau, Chauveau, Clouthier, Desautels, Deschênes, Dickson, Dubanel, Dupuis, Flynn, Fortin, Gagnon, Gauthier, Houde, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine (Naperville), Lalonde, Langelier (Terrebonne), Langelier (Montmorency), Lavallee, LeCavalier, Lorranger, Lowell, Magnan, Marchand, Martel, Mathew, McKie, Murphy, Paquet, Poirier, Fournier, Rinfret, dit Malouin, Robillard, Rosa, Sheehy, St. Cyr, Tarte et Wurtels.—32.

M. LORANGER propose ensuite une résolution demandant au gouvernement d'adopter la ligne de Terrebonne à Montréal via le village de St. Vincent de Paul.

Après quelque discussion, cette motion est retirée pour le moment, et la chambre s'ajourne à une heure du matin.

Séance du 10 juillet 1878.

L'orateur prend le fauteuil à 10 heures.

Plusieurs pétitions sont lues, entre autres celle contre l'élection de M. Arthur Turcotte.

M. l'orateur demande si ces pétitions seront reçues.

L'hon. M. JOLY s'oppose à ce que la pétition contre l'élection de M. Turcotte soit reçue. Il demande à M. Desautels quelles sont les raisons pour lesquelles il voudrait que cette pétition soit reçue.

M. DESAUTELS dit qu'il se rend avec plaisir à la demande de l'hon. Premier. Il a présenté cette pétition à la réquisition de plusieurs des électeurs les plus respectables et les plus influents de Trois-Rivières, entre autres MM. G. A. Gouin, E. G. N. L. Denoncourt, N. L. Martel, P. E. Panfiliot, T. E. Normand, M. Caron, A. Deslats. Il desirait que cette pétition soit reçue pour donner

à l'hon. député de Trois-Rivières une excellente occasion de se disculper des accusations lancées contre lui dans les journaux et ailleurs.

L'hon. M. JOLY critique la présentation de la pétition en question. Il défend la position de M. Turcotte et dit qu'il agit en homme consciencieux et demande que la chambre ne reçoive pas la pétition en question.

Il accuse le député de St-Maurice d'être un instrument aveugle des ennemis de l'honorable député qui agissent dans l'unique but de satisfaire leurs vengeances et leurs rancunes personnelles.

M. DESAUTELS se lève pour une question d'ordre. L'honorable premier-ministre n'a pas le droit de m'imputer des motifs que je n'ai pas.

L'hon. M. LANGEЛИER accuse deux membres de la gauche d'être les auteurs de la pétition.

Cris de, nommez, nommez.

M. LANGEЛИER.—Ce sont les députés de Lavet et de Montréal-Est.

M. LORANGER, de je ne positivement avoir eu quelque chose à voir directement ou indirectement avec cette pétition avant qu'elle a été présentée à cette chambre.

M. TAILLON.—Je ne formellement l'avancé du commissaire des Terres.

M. LANGEЛИER.—J'accepte la négation des honorables députés. Il continue ses discours et prétend que la chambre ne peut s'occuper de la question soulevée par la pétition.

M. DESAUTELS.—Qu'on me permette de répondre aussi brièvement que possible aux avancés faits par le commissaire des Terres de la Couronne. Il a prétendu qu'en présentant cette pétition, je n'avais eu en vue que de servir une vengeance contre le député de Trois-

Rivières. Je repousse cette accusation. Si j'ai consenti à présenter la pétition qui fait l'objet de ce débat, je ne l'ai fait que dans le but d'être utile aux électeurs de la division electorale des Trois-Rivières qui se croient lésés par l'élection du député actuel. Comme j'ai eu occasion de le mentionner lorsque j'ai pris la parole sur l'interpellation de l'hon. premier-ministre, les principaux citoyens de cette division dont j'ai cité les noms, m'en ont fait la demande. Après tout, je ne vois rien qui soit de nature à soulever de la part de cette chambre des objections sérieuses à la réception de cette pétition. Le député de Trois-Rivières, si la pétition est reçue et si elle est prise en considération par un comité spécial nommé à cette fin, aura par là même l'occasion de se laver, pour ne servir de l'expression du premier-ministre, des accusations graves qui sont reproduites tous les jours dans la presse du pays. Si le député de Trois-Rivières n'est pas coupable, il lui sera facile de se disculper. En recevant la pétition qui est devant vous, M. l'orateur, on donnera, je crois, une bonne occasion au député de Trois-Rivières de se défendre, chose qu'il n'a pu encore faire. En terminant, je dois dire que personne ne sera plus heureux que moi si l'honorable député peut se disculper des accusations lancées contre lui.

M. Lynch et Mathieu prennent part au débat et se déclarent contre la réception de la pétition.
L'hon. M. CHAPLEAU.—La discussion qui a commencé sur le droit inséparable qu'à chaque citoyen anglais de pétitionner a pris une tournure bouffonne et par conséquent peu en rapport avec la gravité du sujet qui nous occupe. L'hon. premier-ministre a donné le premier

ce caractère au débat qui a maintenant lieu. Il a voulu badiner pour se soulager sans doute des soucis du pouvoir qu'il ressentait si difficilement. Je suis heureux de voir que la discussion est devenue sérieuse comme elle devait être et comme elle doit l'être. Mon hon. ami de Bromé (M. Lynch) a parlé de précédent. Pour qu'une assemblée délibérative s'occupe d'un sujet, il n'est pas nécessaire qu'il y ait pour cela des précédents analogues à peu près à la conduite qu'on entend suivre. Si l'on s'en était strictement tenu à ce principe, la Chambre des Communes en Angleterre n'aurait jamais eu de précédents et elle n'aurait pas par conséquent jamais rien décidé pour la bonne raison qu'il n'y aurait pas eu de précédent.

Inutile pour moi de dire que je n'ai pas de sentiment hostile à la personne du député de Trois-Rivières et on ne pourra prétendre qu'en demandant que la pétition qui est devant vous soit reçue par cette chambre, j'ai en vue quelque chose de contraire à l'esprit qui doit animer chacun des honorables députés qui siègent dans cette assemblée. L'hon. Commissaire des Terres a parlé de Gladstone et de Lord Beaconsfield, autres fois connus sous le nom de lord. Je ferai remarquer à l'hon. Monsieur qu'il n'est pas en position de prouver que ces hommes d'état aient changé de parti politique dans l'espace de huit jours. Sir Robert Peel qui représentait une division electorale qu'il savait être opposée au bill d'émancipation de l'Irlande, se crut obligé, en homme d'honneur, de résigner, après qu'il eut voté pour cette mesure. Les honorables messieurs de la droite diront qu'il s'est montré un peu scrupuleux, mais il n'en reste pas moins acquis que cet

homme d'état, sur la conduite auquel les ministres s'appuient pour garder le pouvoir, n'a pas jugé convenable de garder son siège après un vote qu'il avait raison de croire, être désapprouvé par ses commentateurs.

On a prétendu que par la loi passée par cette législature, en 1875, et chargeant à l'avenir les cours de justice du soin de s'enquérir et de juger de la validité d'une élection, cette chambre avait abandonné complètement tous ses droits de juger d'une élection d'un député. Cette prétention est pour le moins ridicule en face de la résolution proposée par le premier-ministre lui-même et adoptée par cette chambre le 5 juin dernier. En effet que dit cette résolution ? Au second paragraphe nous lisons ce qui suit :

« Que s'il apparaît qu'une personne a été élue député de cette chambre ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigue ou de menées, la chambre procède avec la plus grande sévérité contre toute personne qui a pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues. » Voilà pour la prétention dont j'ai parlé. Maintenant voyons si le député de Trois-Rivières se trouve dans le cas prévu par cette partie des résolutions. La pétition qui est devant nous allégué que M. Arthur Lurcott n'a été élu qu'en vertu des promesses qu'il a faites. Qu'il n'a pas eu d'opposition au moyen, et seulement par le moyen des déclarations écrites et autres qu'il a faites aux électeurs. Et ce que l'on ne devra pas considérer comme une intrigue, comme une menée, le fait suivant. Je suppose qu'un comité spécial soit chargé de prendre en considération cette pétition. Je suppose qu'une personne vienne devant ce comité prouver,

et l'on s'engage à le faire par la pétition que le député siègeant aurait dit : « Oh ! mais les déclarations que j'ai faites, les lettres que j'ai publiées, tout cela j'étais obligé de le faire, car sans cela je n'aurais pas été élu. » Et ce que ce fait ne serait pas une menée indigne et une intrigue de la part de ce député. Est-ce que cette chambre veut dire qu'un homme peut se rir de ses promesses les plus solennelles ?

Nous avons incontestablement le droit de voir à l'intégrité, à l'honnêteté et à la gentillesse de chacun des honorables membres de cette chambre. On a demandé un précédent, en voici un. En 1834 un député de la chambre des communes en Angleterre du nom de Sheld fut traduit devant un comité d'enquête pour les faits suivants. Il paraîtrait que ce député aurait dit aux ministres de la couronne que si une certaine loi n'était pas adoptée par les Communes, il serait impossible de vivre en Irlande. Quand le projet de loi fut devant la chambre, M. Sheld vint consacrer son vote contre. Un M. Hill souleva une question de privilège et M. Sheld fut amené devant un comité pour se disculper d'avoir fait qu'il d'avoir lâchement trahi ses électeurs ? D'avoir obtenu son mandat sous de faus prétextes ? Pas du tout. Un M. Sheld fut forcé de se disculper devant un comité parce que suivant les rapports répandus dans le public, il avait dit qu'une certaine loi était indispensable et qu'il avait ensuite voté contre. L'offense dans ce cas est infiniment moins grave que celle qui est alléguée dans la pétition. Je crois qu'il est du devoir de cette chambre et que c'est son droit de recevoir cette

pétition. Le privilège qu'a cette chambre de s'occuper de chacun des actes des honorables députés qui siègent dans cette enceinte lui pourraient porter atteinte en quoi que ce soit à l'intégrité de la représentation n'a pas été abandonné au aucun temps et la résolution que j'ai citée et qui a été adoptée sur la demande même du chef du gouvernement, est là pour attester la vérité de ce que j'avance. (Applaudissements).

La discussion se prolonge jusqu'à six heures, lorsque M. l'orateur pose la question suivante :

La pétition contre l'élection et le retour d'élection de M. Arthur Turcotte, député de Trois Rivières sera-t-elle reçue par la chambre ?

POOK.—M. Audet, Beaubien, Bergevin, Caron, Champagne, Chapleau, Charlebois, Church, Dessuriers, Deschênes, Dockett, Duhamel, Gauthier, Hood, Lalonde, Laval-lée, LeCavallier, Lorranger, Maguan, Martel, Picard, Robertson, Robillard, Sawyer, St.-Cyr, Tailon, Tarte.—27.

COOKER:—M.M. Bechard, Bertrand Biais, Boutin, Brousseau, Cameron, Chauveau, Dupuis, Flynn, Fortin, Gagnon, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine (St. John), Lafontaine, (Naperville), Langlois (Portauet), Langelier, (Montmorency), Lovell, Lyach, Marchand, Mathieu, McShane, Merico, Murphy, Nelson, Paquet, Poirier, Price, Racicot, Rinfret dit Malouin, Ross, Shchyn, et Wartelle.

A la séance du soir, M. Taillon demande que le rapport du comité général sur le bill pour supprimer les processions de parti, soit reçu.

M. SAWYER soulève une question d'ordre.

M. MCSHANE espère que le député de Compton retirera son objection.

L'ORATEUR informe l'honorable député que la chambre a consenti à donner préséance à ce bill.

Le rapport du comité est reçu.

M. TAILLON propose la troisième lecture du bill, seconde par M. Tarte.

M. IRVINE soulève une question d'ordre. D'après les règlements de la chambre, le bill ne peut subir sa troisième lecture que demain.

M. TAILLON dit qu'il ne peut pas comprendre pourquoi l'honorable député s'oppose à l'adoption de ce bill.

M. IRVINE dit qu'il s'y oppose parce que l'on a menacé la législation si elle n'adoptait pas ce bill ; il ne veut pas céder aux menaces.

M. TAILLON dit qu'il espère que l'honorable député de Megève ne prend pas au sérieux les rumeurs menaçantes publiées par un chiffon de cette ville dont le propriétaire a souvent recours aux nouvelles à sensation afin de mieux vendre sa feuille.

MM. Shane, Taillon et Loran-
ger prient de nouveau le député
de Mégantic de retirer son objec-
tion, mais il s'y refuse et l'orateur
déclare que le bill ne peut pas subir
sa troisième lecture avant la pro-
chaine séance.

Sur motion de M. Rinfret, le bill de la corporation de Québec est examiné en comité et lu pour la troisième fois.

M. SAYER présente le rapport du Comité spécial nommé pour étudier certaines requêtes concernant les mines d'or de la Beauce. Le Comité déclare que les témoignages entendus n'ont pas démontré la nécessité d'un amendement à l'acte concernant les mines d'or, mais recommande la nomination d'un commissaire des mines.

M. BERTRAND demande si les travaux du cadastre dans le comté de Rouville sont terminés; s'ils ne le sont pas, quand le seront-ils?

M. L'ANGELIER répond qu'une partie des travaux est terminée et que l'autre partie ne l'est pas.

M. MAGNAN demande si c'est l'intention du gouvernement de rappeler, durant cette session la dixième section du 40 Vic. ch. 22.

M. MARCHAND dit que s'il est nécessaire d'ajourner cet acte il sera amendé.

M. MAGNAN demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder de l'aide à la compagnie du chemin de fer des Laurentides afin de permettre à cette compagnie de prolonger sa ligne jusqu'à Joliette.

M. MARCHAND répond que tel n'est pas l'intention du gouvernement.

M. HOUDE se lève pour faire une motion, lorsque l'honorable M. Joubert dit qu'il serait préférable d'ajourner la chambre, vu l'excitation qui règne au dehors. Il propose donc l'ajournement de la chambre.

L'hon. M. CHAPLEAU.—Écoutez-
écoutez !

La motion est adoptée et la séance s'ajourne à 8.45.

Séance du 11 juillet

L'orateur prend le fauteuil à 3 h.
L'hon. M. LANGEЛИER attire l'attention de la chambre sur un article qui a paru dans le *Canadien*. Il se plaint que cet article attribue des paroles qu'il n'a pas dites. Il ajoute que le *Canadien* est un journal rempli de mensonges.

M. TARTE.—L'hon. commissaire des Terres a dit que le *Canadien* n'est qu'une feuille remplie de mensonges. Je comprends très-bien pourquoi l'honorable monsieur n'a pas ce journal dans ses bonnes grâces. Toutefois même je puis assurer à l'honorable Commissaire des Terres que le *Canadien* ne s'en portera pas plus mal. Je vois par le discours du Commissaire des Terres qu'à honte des paroles qu'il a prononcé et certes il a raison.

On a parlé de mensonges. Qu'il me soit permis de suivre l'hon. Commissaire sur ce terrain et de faire la déclaration suivante : Je suis en état de prouver que l'hon. Commissaire des Terres de la Couronne a trompé la chambre, et je dirai plus, a menti à la chambre.

Cris de à l'ordre, à l'ordre.

L'hon. M. MARCHAND.—je demande que les paroles de l'honorable député soient reproduites dans les votes et délibérations de la chambre.

M. l'ARTE.—Je n'y ai aucune objection.

M le greffier ne se rappelle pas les paroles prononcées par le député de Bonaventure.

M. TARTE offre de dicter ses paroles.

M. le Greffier prend, sous la dictée de M. Tarte, les paroles suivantes :

« J'affirme que je crois pouvoir
« prouver que l'Honorable Commis-
« saires des terres de la Couronne a
« trompé la Chambre ; » et j'ai même
« dit : « que je crois pouvoir prou-
« ver que le dit Honorable Commis-
« saire des Terres de la Couronne a
« menti à la Chambre. »

« Je retire ces dernières expressions par ce qu'elles ne sont pas parlementaires. »

Et M. Tarte ajouta : « je puis prouver ce que j'ai avancé quant au res-

UNE VOIX.—Il n'a pas dit les dernières paroles.

M. MATHIEU. — Je ferai remarquer qu'on ne peut prétendre empêcher l'honorable député de Bonaventure d'ajouter les dernières paroles, parce qu'au moment où il l'interrompt il était sur le point de les prononcer. Je me rappelle qu'à la Chambre des Communes d'Ottawa, un honorable député s'étant

servi de certaines expressions qui n'étaient pas parlementaires, fit une rétractation en ces termes. « *Je retire mes paroles parce que, toute vérité n'est pas bonne à dire.* » Et la Chambre des Communes considéra cela comme une excuse satisfaisante.

L'hon. M. CHAPLEAU.—M. Paul de Cassagnac rappelé à l'ordre dans la chambre des députés à Versailles, dit pour s'excuser : je retire les paroles que j'ai prononcées parce que j'ai encore autre chose à dire.

M. TARTE continué à dicter, au greffier.

Cris des bancs ministériels de « à l'ordre. »

M. TARTE.—On me demande de dicter mes paroles au greffier et cependant les honorables députés de la droite ne cessent de m'interrompre.

Je voudrais bien savoir, M. l'orateur, ce que j'ai à faire.

L'ORATEUR.—J'ai déjà dit que l'honorable député de Bonaventure avait le droit de dicter les paroles qu'il a dites et que l'on désire faire enregistrer dans les votes et délibérations de la chambre. Je rappelle les honorables députés à l'ordre afin que le député de Bonaventure puisse continuer.

M. TARTE après avoir dicté ses paroles reprend son siège.

M. le greffier donne lecture de ce qu'il a écrit.

M. TARTE.—Permettez-moi M. l'orateur de faire quelques remarques.

Cris étourdissants des bancs de la droite.

M. TARTE essaie de continuer, mais les cris redoublent. Il attend quelques instants, puis le calme s'étant rétabli il continue : Le bruit qui vient du côté ministériel ne réussira pas à m'empêcher de dire ce que je veux dire. Je demande

que le silence se fasse et, M. l'orateur, si vous n'avez pas l'autorité nécessaire pour protéger les membres de cette chambre et pour faire cesser les cris quand ils parlent, nous nous ferons justice nous-même. (Oui, oui à gauche.) Au commencement de ce débat j'ai entendu des députés de la droite me dire des paroles injurieuses. Je suis certain qu'ils n'auront pas le courage de faire entrer dans le registre de la chambre les injures qu'ils ont proférées. Ils ont honte de leurs paroles inconvenantes et certes ils ont parfaitement raison d'avoir honte.

L'hon. M. JOLY.—Je crois que l'incident est vide et j'espère que la chambre voudra bien procéder avec les ordres du jour.

L'hon. M. CHAPLEAU présente une pétition des électeurs du district électoral de Terrebonne demandant que les députés ne reçoivent que quatre piastres par jour et que l'orateur ne reçoive un salaire de \$1,000,00 par année.

Sur motion de M. TAILLON, la chambre se forme en comité général sur le bill No 26, pour réprimer les processions de parti. Après avoir retranché certains amendement le comité se lève. Sur la motion pour la troisième lecture du bill, M. Lynch propose, secondé par M. Racicot, que le bill n'y soit pas lu une troisième fois parce qu'il ne peut atteindre le but que l'on se propose et que la chambre n'a pas le pouvoir de passer une telle loi.

M. Lynch prétend que ce projet de loi est inconstitutionnel. Cette loi ne sera pas efficace.

M. RACICOT prétend que les orangistes ont le droit de marcher et qu'on ne peut les en priver.

M. LORANGER dit que l'avocat fait par le député de Missisquoi ne saurait être maintenu en face des

faits qui sont le domaine du public. On connaît les opinions légales de plusieurs éminents avocats qui ont été consultés sur cette question. Il cite plusieurs avis donnés par des avocats de première capacité qui tous s'accordent à dire que

les orangistes n'ont pas le droit que quelques-uns d'eux reconnaissent.

Maintenant je désire faire connaître à cette honorable chambre que les catholiques, que les canadiens-français ont sans cesse reçu le conseil de garder la paix publique le jour du 12 juillet. Si, malheureusement, il y avait des troubles sérieux, si il y avait effusion de sang, on ne pourrait faire retomber la responsabilité sur les canadiens-français. Nous sommes loyaux français pour le moins qu'aucune autre nationalité, nous respectons la loi et la paix publique. Les conseils, les instances auprès des catholiques les priant de ne pas se mêler à la démonstration du 12 sont partis de haut. Dimanche dernier dans la chaire de vérité le clergé catholique romain de Montréal a fait entendre sa voix. Il a demandé à tous les catholiques de demeurer chez eux et de ne pas troubler la paix publique. Le fait est assez beau pour prouver à nos coreligionnaires de croyances étrangères que nous nous désirons vivre en paix avec eux.

Les canadiens-français n'ont aucun sentiment hostile à leurs concitoyens de nationalités différentes. Moi-même j'ai assisté à plusieurs assemblées de mes compatriotes et moi-même j'ai insisté pour qu'ils gardent la paix. L'exemple du passé est là devant nous pour prouver que nous n'avons pas à nous reprocher d'avoir troublé l'ordre. Moi, comme canadien-français, je ne me reconnais pas le droit de processionner dans les rues pour insulter

aux croyances religieuses différentes de la mienne. Si la société St-Jean-Baptiste se permettait d'insulter qui que ce soit, je serais le premier à la bâmer. Si je ne me reconnais pas le droit d'insulter qui que ce soit, je ne puis reconnaître ce droit à personne. J'ai peut-être parlé avec un peu d'animation. Si j'ai dit quelque chose qui soit de nature à froisser ou à offenser les croyances religieuses ou la nationalité de quelqu'un j'en serais extrêmement chagrin et je serai très heureux si quelques honorables députés me font remarquer en quoi j'ai pu blesser leurs susceptibilités.

Il répète ce qu'il a déjà dit sur l'attitude calme des canadiens-français et termine son discours en demandant que la troisième lecture du bill pour réprimer les processions de parti ait lieu.

L'hon. M. IRVINE dit que l'honorable député (M. Lorange) n'a rien dit qui fut de nature à offenser qui que ce soit. Il reconnaît qu'il a parlé avec calme et qu'il a exposé ses vues avec sagesse. Il s'oppose à la troisième lecture du bill et dit qu'il espère que c'est la dernière fois qu'il y aura à Montréal des démonstrations comme celle qui doit avoir lieu le douze courant. Il dit que le projet de loi sous considération n'est pas constitutionnel.

M. TAILLON.—On a dit que le bill que j'ai présenté à cette chambre n'est pas assez rigoureux et qu'il n'atteindra pas le but que l'on a en vue. Je dois dire que pour ma part je compte beaucoup sur le sentiment du respect que l'on doit à la loi. Jusqu'à ce jour les orangistes ont dit qu'aucune loi ne leur défendait de marcher et que par conséquent ils avaient le droit de faire des processions. Ce bill dont je demande la

troisième lecture a pour but de réprimer toutes les processions de parti qui pourraient avoir un caractère dangereux pour le maintien de la paix et de l'ordre publics.

On a dit qu'on devait avoir recours à la persuasion plutôt qu'à une législation comme celle que j'ai proposée. L'on sait ce qui a été fait dans ce sens à Montréal depuis deux ans. La persuasion a été employée sans aucun résultat comme on en a la preuve aujourd'hui. Si l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne (M. Frs Langelier) eut connu, — ou s'il le connaît, s'il s'en fut rappelé, — ce qui a eu lieu à Montréal pendant tout le cours de l'année dernière, il n'aurait pas dit ce qu'il a dit dans cette chambre.

Les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons sont extraordinaires et requièrent un remède prompt et efficace. Si le doute jette il y a effusion de sang à Montréal, la responsabilité en retombera sur ceux qui ont jugé à propos de retarder la passion du bill qui est l'objet de ce débat. L'hon. Commissaire des Terres (M. Frs Langelier), a dit que si ce bill était adopté, ce serait une tache sur nos statuts. Eh bien, je le demande à cet honorable monsieur, ne vaut-il pas mieux que nos statuts soient tachés en adoptant cette loi plutôt que de voir les rues de Montréal tachées du sang des victimes qui tomberont peut-être au milieu des troubles qu'on appréhende, et qui n'auraient pas lieu, j'ai lieu de le croire, si on avait permis que ce projet de loi fut adopté assez tôt pour être mis en force avant le jour que l'on redoute tant.

Je termine en demandant la troisième lecture du bill.

M. l'Orateur met la question aux voix.

Pour l'amendement contre la passion du projet de loi pour réprimer les processions de parti :

MM. Joly, Marchand, Langelier (Portneuf), Ross, Gagnon, Racicot, Boutin, Lafontaine (Naperville), Cameron, Irving, Lovell, McKie, Sawyer, Lynch, Robertson et Churchill. — 16.

Contre l'amendement :

MM. Bachand, Chauveau, Shays, McShane, Laberge, Lafontaine (St-Henry), Murphy, Bisette dit Atoulin, Paquet, Fortin, Brossard, Dupuis, Foirier, Blais, Caron, Desautels, Gauthier, Fland, Chaplain, LeCavallier, Bergeron, Deschamps, Houde, LaJonde, Charlebois, Duckett, Ancelet, St-Cyr, Magnan, Lavallée, Robitilland, Bertrand, Martel. — 38.

A la séance du soir, M. Bachand propose que la chambre se forme au comité des subsides.

M. MARTEL, secondé par M. St-Cyr, propose en amendement :

Que cette chambre est d'opinion que, pour pratiquer l'économie en conformité du programme inauguré par le gouvernement, le salaire du secrétaire privé et aide-de-camp de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur devrait être réduit à mille piastres par année et que les dépenses encourues pour le maintien de la résidence du Lieutenant-Gouverneur ne sont pas en rapport avec les ressources de la Province, et qu'un local moins dispendieux devrait être choisi comme lieu de résidence du Lieutenant-Gouverneur et la proposition de Spencer Wood mise en vote.

M. MARTEL.—Monsieur l'Orateur, en proposant une pareille motion je crois rencontrer non seulement les vues de l'honorable chef du gouvernement, mais aussi celles de cette honorable chambre et du pays entier. Il faut économiser : tel est le cri qui a retenti à mes oreilles depuis longtemps déjà et surtout depuis que

j'ai l'honneur de siéger dans cette enceinte. Pour ma part, je ne crois pas que ces grands mots d'économie et de retranchement soient des moindres de sens. Il faut économiser ; il faut retrancher : la position financière actuelle de la province le veut ; le dés-à-unanimité du peuple l'exige. Mais, M. l'Orateur, il faut faire de l'économie et du retranchement seulement ou le service public n'aura pas à en souffrir. Dans la motion que je viens d'avoir l'honneur de mettre devant cette chambre, je crois avoir atteint ce double but : de pouvoir faire de l'économie sans gêner en quelque ce soit le service public. En effet, si je jette un coup d'œil sur les comptes publics de l'année 1877, je vois que la province a payé l'année dernière pour l'entretien de Spencer Wood la somme de \$7,753.11 ; et si j'ajoute à cela le salaire du secrétaire privé et aide-de-camp de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur qui se monte à \$1,600.00, j'arrive au chiffre assez rond de \$9,353.11 de dépenses dans un an. M. l'Orateur, je crois, dans mon humble opinion, que si on peut arriver à réduire de moitié cette dépense de \$9,353.11 sans que le service public ait à en souffrir aucunement et sans que Son Excellence ait lieu de s'en plaindre, je crois, dit je, que nous aurons réalisé une bonne économie. Dans l'état actuel de pénurie où se trouve le Trésor de la Province, l'ose compter sur le concours de cette honorable chambre pour l'adoption de ma proposition.

Pour me confirmer dans cet espoir, n'ai-je pas devant moi plusieurs exemples d'économie et de retranchement pratiqués déjà et à pratiquer par cette honorable chambre ? Tout le monde en a subi les conséquences. Vous-même, M. l'Orateur,

avez bien voulu retrancher \$400.00 de votre indemnité, les honorables messieurs qui siègent sur les banquettes du Trésor ont bien voulu, eux aussi, renoncer sur l'aide de retranchement et de l'économie \$750.00 de leur salaire annuel. A nous, on nous demande de réduire à \$500.00 notre indemnité, au moins c'est là ce que comporte le bill de l'hon. Trésorier. Pour moi j'aurais préféré que ce retranchement de \$100 sur l'indemnité des membres eut été affecté pour d'autres fins que pour celle d'empêcher une banqueroute certaine de l'état, comme aime à le répéter si souvent l'hon. chef du gouvernement. J'ai déjà eu occasion d'exprimer dans cette chambre mon opinion sur ce sujet quand l'honorable député pour Châteauguay demandait la formation d'un comité pour aviser aux moyens d'améliorer les chemins de cette province. Je n'ai pas réussi dans la demande que je faisais alors que chaque des députés devaient mettre \$200 de son indemnité pour l'amélioration des chemins de son comté. Je n'ai pas réussi, je le répète, je n'accuse personne, je le regrette seulement.

M. l'Orateur, pourquoi ces reproches de l'autre côté de la chambre, et surtout de la part du chef du gouvernement, lorsque nous voulons diminuer les dépenses d'une manière efficace ? Pourquoi nous taxer d'égoïstes, de persécuteurs, d'injustes à l'égard de son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, quand, au nom de cette économie tant proposée par ces messieurs de la droite nous disons que les dépenses pour l'entretien de Spencer Wood ne sont pas en rapport avec les revenus de la province et qu'il faut les diminuer ? N'ont-ils pas réduit à 5, 6,

7 et 8 cents piastres les salaires annuels de pauvres employés, ayant une femme et des enfants à faire vivre, ayant à se pourvoir d'un logement et de l'entretien de leur maison ? Et on nous reproche de jeter l'injure à la face de son Excellence, de commettre un crime de lèse-Majesté, parce qu'on veut réduire à mille piastres le salaire du secrétaire privé et aide-de-champ de son Excellence, lui, ce secrétaire privé, qui a ses chambres à Spencer Wood, lui qui n'a ni femme ni enfants, étant vieux garçon et qui n'a par conséquent à pourvoir qu'à ses dépenses personnelles. Si je ne commets jamais d'autre faute que celle de vouloir retrancher sur le salaire de pareils employés, je mourrai la conscience tranquille et me regarderai comme un de ceux qui ont voulu faire de l'économie véritable en faveur de leur pays.

M. LORANGER insiste sur le fait que d'après l'exposé de M. Bachand nos finances sont dans un état désespéré; nous courons à la banque route, la ruine nous menace. Nous sommes obligés de « retrancher » partout, de diminuer les salaires des employés et l'indemnité des membres. Il est donc temps que l'on songe à donner au lieutenant-gouverneur une résidence plus en rapport avec l'état délabré de nos finances. On cite souvent la province d'Ontario comme un modèle à suivre. Or, dans la province sœur, les dépenses encourues pour l'entretien de la demeure du lieutenant-gouverneur sont bien au-dessus des dix ou onze mille piastres que nous payons chaque année pour cette fin.

On prêche l'économie sur tous les tons, mais si l'on veut que le peuple croie à la sincérité de ces protestations il faut que cette économie parte d'en haut.

Les salaires des employés publics ont été diminués, on a retranché un peu par jour aux pauvres messagers, et cependant le gouvernement n'a pas songé à réduire le salaire du secrétaire privé du lieutenant-gouverneur.

M. BACHAND prend la parole et dit entre autres choses que le député de Laval a insulté le plus d'une fois le lieutenant-gouverneur depuis le commencement de la session.

M. LORANGER invite le trésorier à dire dans quelle occasion il a insulté le lieutenant-gouverneur.

M. BACHAND.—Le député de Laval a insulté le lieutenant-gouverneur lorsqu'après avoir cité les paroles de lord Dufferin à Halifax, il a dit que ces paroles devraient être écrites au-dessus de l'entrée de Spencer Wood.

M. LORANGER.—Où je l'ai dit, et je le répète. Mais quelles sont ces

paroles ? Lord Dufferin a dit que le parlement serait toujours son étoile, polaire, son guide. Voilà les paroles que je voudrais voir écrites au-dessus de l'entrée, non-seulement de Spencer Wood, mais de toutes les résidences de tous les gouverneurs intelligents qui trouvera l'ombre d'une insulte dans ces paroles éminemment constitutionnelles (vifs applaudissements à gauche).

Après quelques remarques de la part de l'hon. M. Joly, M. Langelier soulève une question d'ordre. Il prétend que la motion est irrégulière attendu que les items dont il s'agit ont déjà été votés.

L'hon. M. CHAPLEAU dit qu'il est humiliant de voir un gouvernement vouloir sortir d'un vote de censure, non par la porte mais par la cheminée.

UNE VOIX.—Il va sortir en fumée.
M. MARCHAND, se lève.—(Cris à l'ordre)

L'hon. M. CHAPLEAU.—Si l'honorable député de « l'Jean » se lève pour faire un jeu de mots, je lui cède la parole (rires).

M. MARCHAND.—Je me lève pour prier le commissaire des terres de la Couronne de retirer son objection.

La question d'ordre est retirée.
M. CHAMPAGNE dit que l'opposition en faisant cette motion n'est mue par aucun sentiment de vengeance ni de haine, comme l'a prétendu l'honorable premier ministre et le trésorier. Elle veut seulement aider le gouvernement à faire des économies, à mettre à exécution son fameux programme de retranchement.

L'opposition a trouvé un item sur lequel elle croit qu'on peut faire des économies considérables, mais le gouvernement refuse d'accepter cette économie.

M. MARTEL dit que le gouvernement a réduit les salaires d'un grand nombre de pères de famille et s'indigne parce qu'on lui demande de réduire le salaire du secrétaire privé du lieutenant-gouverneur qu'on dit être un garçon (rires).

L'hon. M. CHAPLEAU.—En réponse à une assertion de M. Joly qui a prétendu que les dépenses du Spencer Wood ont diminué depuis que nous avons un gouvernement « ami du peuple », j'apporte, les comptes publics en main, que c'est le contraire qui est la vérité. Il est très inconvénient, dit-il, qu'un premier ministre traîne ainsi la personne du lieutenant-gouverneur devant la chambre, pour la compromettre. L'honorable gouverneur dont tout le monde regrette encore la perte.

Après quelques remarques de l'honorable M. Ross, le vote est pris et l'amendement est rejeté sur la division suivante :

Pour : MM. Audet, Bergovin, Bertrand, Caron, Champagnon, Chénier, Charlebois, Desautels, Desjardins, Duckert, Houdé, Lalonde, Laraville, LeCavalier, Lorange, Magnus, Martel, Robillard, Sawyer, St-Onge et Tarte.—21.

Contre : MM. Bachand, Blais, Bodin, Bousseau, Cameron, Chauveau, Dupuis, Flynn, Fortin, Gagnon, Gauthier, Huard, Lafontaine (Shedden), Lafontaine (Naperville), Langlois, (Portneuf), Langlois (Nouveau-Brunswick), Lovell, Lynch, Macdonald, Mathias, McNamee, Melkie, Murphy, Paquet, Picard, Poirier, Racicot, Rinfret, dit d'Alonim et Ross.—29.

M. LeCavalier secondé par M. Lavallée propose ensuite : « Que la chambre ne se forme pas maintenant en comité des subsides, mais qu'il soit résolu que pour donner suite à l'idée d'économie émise par cette chambre à l'ouverture de la présente session le salaire de l'orateur devrait être réduit à \$1200 ».

M. LECAVALIER fait remarquer qu'après l'aveu du trésorier que nos finances sont dans un état désespéré il faut faire des économies partout où il est possible d'en faire. Le gouvernement a déclaré qu'il fallait que tout le monde fit des sacrifices; on propose de réduire l'indemnité des députés et il ne voit pas pourquoi on ne réduirait pas le salaire de l'orateur à \$1200. Ce chiffre ne doit pas surprendre les honorables ministres, car M. Joly a proposé lui-même, il y a quelques années, que le salaire de l'orateur fût réduit à \$1,000, salaire que reçoit l'orateur de la chambre d'assemblées d'Ontario. Est-ce que l'honorable député voulait alors insulter l'orateur ou était-il sincère dans sa motion. S'il était sincère il lui faudra voter aujourd'hui pour la réduction du salaire de l'orateur, car nos finances étaient bien plus florissantes autrefois que maintenant.

L'hon. M. JOLY insiste que l'opposition est mue par un sentiment de vengeance contre l'orateur.

M. TAILLON répond que l'on pourrait retorque l'argument en disant que le gouvernement, en s'opposant à cette réduction, est mu par un sentiment de reconnaissance envers l'orateur qui l'a sauvé du naufrage plus d'une fois depuis le commencement de la session. Il déclare que l'opposition veut tirer les dernières conséquences des principes d'économie posés par le gouvernement.

L'amendement est mis aux voix et rejeté sur la division suivante :

Fort—M. M. Andé, Bengevin, Bertrand, Champagne, Chapleau, Charbonnel, Desautels, Deschênes, Duckett, Houde, Lalonde, Lavalie, LeCavellier, Longue, Magnan, Martel, Poiré, Robertson, Rolland, St-Onge, Taillon et Turia.—22.

Correa—M. M. Bouchand, Blais, Bessit, Brossseau, Caron, Chauveau, Dupuis, Fyfe, Fortin, Gagnon, Joly, Laberge, Lafontaine (Shefford), Lafontaine (Napierville), Langlois (Porter), Langlois (Montmorency), Lovell, Lynch, Macdonald, Mathias, McNeil, Melhu, Murphy, Piquet, Folmer, Rawlston, Riddell, dit Haldou, Rose et Shady.—29.

La chambre se forme en comité des subsides.

Sur l'item de \$40,000 pour les travaux du cadastre,

L'hon. M. CHAPLEAU fait remarquer que c'est une réduction de \$20,000 mais que ce n'est pas une économie. On remet à plus tard des travaux d'une grande utilité et l'on appelle cela de l'économie. Il demande au commissaire de dire quels travaux doivent être suspendus.

L'hon. M. L'ANGELETT refuse de répondre.

Le comité rapporte deux items.

L'hon. M. JOLY demande l'adoption de sa résolution concernant le paiement des volontaires appelés sous les armes pour supprimer les troubles à Québec.

L'hon. M. ROBERTSON s'oppose à l'adoption de cette résolution. Il ne voit pas pourquoi la province serait

obligée de payer la police de la ville de Québec.

Les débats sur cette question sont remis au jour suivant et la Chambre s'ajourne à minuit.

Séance du 12 juillet 1878.

L'orateur prend le fauteuil à trois heures.

Après les affaires de routine ; M. MARCHAND dépose sur le bureau de la chambre des réponses à plusieurs adresses.

Sur demande du concours de la chambre sur le rapport au comité des subsides.

L'hon. M. CHURCH s'oppose à ce que le rapport du comité soit adopté. Jusqu'à ce moment il a été de coutume de retarder jusqu'au dernier jour l'adoption et le concours de la chambre sur les subsides.

L'hon. M. BACHAND demande à la chambre que le rapport soit adopté de suite.

L'hon. M. CHURCH.—Je ne prendrai pas la responsabilité d'arrêter les subsides et de faire souffrir par la même le service public.

L'hon. M. BACHAND dit que le service public en souffrirait considérablement. Il faut de l'argent pour l'administration de la justice en certains endroits. Il déclare que des institutions de charité lui ont écrit et lui ont dit qu'elles souffraient beaucoup d'un retard dans l'adoption des subsides.

L'hon. M. BACHAND soumet une résolution demandant que la chambre concoure dans le rapport du comité des subsides et que la chambre forme en comité des votes et moyens.

L'hon. M. CHAPLEAU s'oppose à cette motion et dit que le gouvernement devrait donner l'occasion à la chambre de discuter les autres mesures des ministres avant que le rap-

port du comité des subsides soit adopté. J'ai déjà fait remarquer que nous aurions pu discuter les subsides pendant que le conseil aurait pris en considération les autres mesures du gouvernement.

Si ce dernier avait soumis ses mesures pendant que nous étions à discuter les différents items du budget. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas soumis à la discussion de cette chambre ses autres mesures.

La chambre ne saurait permettre que la résolution du trésorier soit adoptée maintenant.

L'hon. M. CHURCH s'oppose à ce que la résolution de M. BACHAND soit adoptée. C'est la coutume parlementaire en Angleterre comme ici de ne demander l'adoption de ce rapport seulement après que toutes les mesures du gouvernement sont discutées et adoptées par la chambre.

L'hon. M. JOLY propose que la résolution concernant le paiement des volontaires soit prise en considération.

M. CHAMPAGNE demande si l'hon. premier-ministre a des remarques à faire sur la proposition qu'il vient de soumettre. Il désire le savoir parce qu'il se propose de prendre la parole et de soumettre un amendement à la résolution.

L'hon. M. JOLY.—Je ferai mes remarques après que l'hon. député aura parlé.

M. CHAMPAGNE.—En me levant pour prendre la parole sur cette question, je dois avouer de suite que je me disimule pas la haute importance de la demande qui nous est faite et qui est maintenant l'objet de la considération de la chambre. Soivant moi, cette question ne tire pas son importance du montant que la province est appelée à payer, mais surtout du principe que l'adoption

de la résolution de l'honorable premier-ministre consacre. Nous soulevons cette question se recommande d'une manière toute spéciale à notre sérieuse considération par le montant que l'on demande d'être autorisé à payer, mais du principe dont on demande en même temps la consécration.

Je ferai tout en mon pouvoir pour la traiter comme elle le mérite.

Avant la réunion de la législature le gouvernement, sous prétexte de faire de l'économie, jugea à propos de décréter l'abolition de la police provinciale. Je ferai remarquer à la chambre qu'en agissant ainsi, en abolissant un corps si efficace et si bien en état de maintenir la paix publique partout où elle aurait été voulue, le gouvernement a mis sur lui une grave et lourde responsabilité et je dois ajouter que j'étais loin de croire, lorsque j'ai pris la parole au début de cette session et que j'ai censuré cet acte du ministère, j'étais loin de croire que les malheureux événements qui ont eu lieu dans cette ville et à cause desquels on a encouru les dépenses que l'on demande à la province de payer vendraient si tôt en donner raison dans leurs pronostics.

Si nous référons au statu en ver- tu duquel la police provinciale avait été formée, l'on verra que j'ai eu raison de dire que ce corps était en état de maintenir la paix par les gouverneurs que la loi lui confiait, les devoirs qu'elle lui imposait, et l'efficacité des services qu'il a rendus en tant que occasions sont une preuve qu'avec les pouvoirs légaux qu'il avait, nous pouvons conclure qu'il aurait pu maintenir la paix et empêcher les troubles d'avoir lieu en arrivant à des le début, ceux qui ont contribué par leurs paroles et leur

« o. dute à donner des proportions considérables au mouvement dont nous avons été les témoins. Le statut de 1870, contient la loi créant la police provinciale et nous insant ce qui suit à la clause 47 quant à ce qui constituait ses devoirs.

« Il sera du devoir de la force de police :

10. De remplir tous les devoirs qui sont présentement, ou qui seront à l'avenir assignés aux constables, en ce qui concerne le maintien de la paix, l'action de prévenir les crimes et les infractions aux lois de la Puissance ou de la Province ou aux règlements de la municipalité dans les limites de laquelle ils seront cantonnés, ou recevant ordre d'agir, et d'arrestation des criminels et délinquants ou autres personnes qui peuvent être légalement mises en état d'arrestation, attentifs que sur les simples brevets en matières civiles.

20. « D'assister aux audiences des différentes cours criminelles tenues dans les cités villes ou municipalités dans les limites desquelles ils sont cantonnés, et, sur l'avis ordres du commissaire ou du surintendant, d'exécuter tous les mandats, d'exercer toutes les fonctions et de faire tous les actes s'y rapportant qui peuvent être légalement faites dans les attributions des constables.

30. De remplir tous les devoirs qui peuvent être légalement exercés par des constables en ce qui concerne la garde et le transfert des condamnés ou autres prisonniers, ou des aliénés dans les prisons, cours de justice, asile d'aliénés et autres endroits. »

Je ferai ensuite une autre citation que j'aurai occasion de signaler dans le cours de mes remarques. C'est la clause 32 du même acte.

« Chaque cité, ville ou municipalité dans laquelle sera cantonné un détachement du corps de police, aura annuellement au trésorier une somme n'excédant pas en totalité cinq cents piastres pour chaque officier et homme de police qui y sera ainsi cantonné. »

Je me dispenserai de citer le reste de la clause, car je n'en ai pas besoin pour mon argumentation. Je disais au commencement de mes remarques que le gouvernement avait aboli la police provinciale sous prétexte de faire de l'économie. Voyons s'il a ou s'il va atteindre son but.

Par la première citation que j'ai faite, l'on voit quels étaient les devoirs multiples de la police provinciale. Ces devoirs, les services qu'elle rendait devaient être accomplis par quelqu'un, et il faudra nécessairement que le trésor paie pour ce quelqu'un. Le gouvernement-ent ne peut prétendre que des crimes ne se perpétrent plus à l'avenir et qu'il n'y aura plus lieu d'avoir recours à des personnes spécialement chargées d'amener à la connaissance de la justice les crimes qui ont été commis et d'arrêter les coupables. Sous ce rapport je crois pouvoir dire que le gouvernement va manquer son but et ne réalisera pas l'économie qu'il nous a annoncée. Par la deuxième citation que j'ai faite, l'on voit que les corps municipaux qui requièrent les services de cette police étaient tenus d'en payer les frais au gouvernement. Dans ce cas, l'on voit que le gouvernement ne payait pas lui-même les dépenses des hommes lorsqu'ils n'étaient pas à son service. Dans tous les cas, je suis d'opinion que le cabinet ne renversera pas à réaliser aucune économie par l'abolition de ce corps et j'ai une preuve irréfutable pour

m'appuyer dans ce sens; dans le fait, que le premier-ministre a déclaré à cette chambre que \$500 avait été payés pour service secret. Or, on sait que ce service secret aurait pu facilement être exécuté par la police provinciale sans pour cela forcer qui que ce soit à encourir des frais nouveaux. Non seulement la police provinciale aurait pu rendre les mêmes services sans encourir de nouvelles dépenses, mais je suis convaincu qu'elle aurait reuss à empêcher les troubles d'avoir lieu en agissant des les premières manifestations. Nous n'aurions pas aujourd'hui à regretter les malheureux événements qui ont eu lieu dans la capitale provinciale et la province ne serait pas appelée à payer une somme considérable si la proposition du chef du gouvernement est adoptée par cette chambre. J'ai mentionné il y a un instant, la somme de \$500,00 payée pour service secret, suivant la réponse à l'adresse produite devant cette chambre par l'honorable premier-ministre, qu'il me soit permis d'exprimer ma surprise à la vue du fait, que les hommes de la police provinciale recevaient leur salaire, car si mes informations sont exactes et j'ai lieu de le croire telles, le gouvernement aurait payé ces hommes jusqu'au premier juillet dernier, j'ai lieu d'être surpris dis-je, que le gouvernement n'ait pas épargné ces \$500,00 et n'ait pas requis les services des hommes qu'il payait pour ne rien faire, car si l'on veut réellement économiser l'occasion était bonne pour le faire. A tous les points de vue je dis que le gouvernement a fait une faute grave en abolissant la police provinciale et qu'il aurait pu épargner les sommes qu'il a consacrées à la répression des troubles à Québec, s'il n'avait pas décrété l'abolition de ce corps si reconnu mandataire pour sa discipline et son efficacité.

Maintenant, je veux traiter ce qui a rapport d'une manière directe à la proposition du chef de la droite. Par cette proposition on nous demande de faire payer par le trésor provincial les dépenses et la solde des volontaires qui sont venues de Montéréal pour rétablir la paix. J'ai beaucoup étudié la question depuis qu'elle nous a été posée la première fois soumise par le chef du gouvernement et je dois avouer que j'en suis venu à la conclusion qu'il serait injuste de faire payer le montant de ces frais à la province sans espoir de remboursement. Je ne crois pas qu'il est juste que les comités ruraux qui ne sont pas exposés aux troubles qui peuvent occasionner des dépenses de cette nature, paient pour les grands centres. Je crois toujours à mon devoir en votant pour une résolution je le gère. Le reste de la province ne peut pas être tenu de payer pour réprimer des troubles qui ont lieu à Québec ou ailleurs. Il serait grandement injuste, suivant moi, de décider par nos votes que les comités ruraux, que les comités qui ne se trouvent pas véritablement jamais dans l'occasion de réprimer un tel service du gouvernement, ne soient pas tenus de payer pour ces choses qui ne les regardent pas du tout. Le chef du gouvernement nous a déclaré qu'il avait engagé la province à payer les frais encourus par ces troubles et qu'il avait donné sa parole aux autorités civiles de Québec que la corporation de cette ville n'aurait rien à payer pour les volontaires de Montéréal. Je ne puis m'empêcher de lui dire le premier ministre d'avoir fait une promesse de cette nature. Il m'arrive de blâmer de cet acte le chef pour avoir engagé la province dans une dépense dont elle ne doit pas porter tout le fardeau. En constatant cette question

on ne doit pas perdre de vue le principe qui est en jeu, qui est de la plus grande importance. A moins que le gouvernement ne veuille déclarer que chaque fois qu'il y aura des troupes dans une partie quelconque de la province et que des dépenses auront été encourues pour les réprimer, à moins que le gouvernement dise, je ne déclare que ce principe sera son guide à l'avenir et ce n'est que content dans la résolution soumise à cette chambre, je ne

vois pas comment nous serions justifiées d'accéder à la demande du premier ministre et de voter pour la résolution qu'il a proposée. Au moment même où j'ai l'honneur d'adresser la parole à cette chambre, la ville de Montréal encourt des milliers de piastres de dépenses pour réprimer des troubles s'il y a lieu.

Est-ce que le gouvernement est prêt à dire qu'il va payer ces dépenses comme il a l'intention de le faire pour la ville de Québec? Dans un état que je tiens dans ma main, je vois que la municipalité de l'annexion, paroisse qui se trouve dans le comté que j'ai l'honneur de représenter, a payé ou est tenue de payer à la province une somme relativement élevée, pour les services qu'elle a reçus de la police provinciale lors des troubles d'Oka. Voici une municipalité qui va faire des déboursés pour avoir maintenu la paix dans ses limites, tandis que la corporation de Québec ne paiera rien pour faire face à des dépenses du même genre. Ce rapprochement fera mieux comprendre à cette chambre toute l'injustice dont nous nous rendons coupables si nous autorisons le paiement des volontaires à même les fonds de la province et cela sans espoir de retour. Qu'il me soit aussi permis d'exprimer des doutes sérieux sur la nécessité qu'il y avait de la part du gouvernement de faire met-

tre sous les armes un nombre aussi considérable de troupes. Peut-être qu'un peu moins de militaires auraient rendu les mêmes services et les frais auraient été moins élevés.

Je me résume, M. l'orateur, en disant que le gouvernement n'a pas fait une économie, comme il le prétend, en abolissant la police provinciale, et pour s'en convaincre il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur les comptes publics, et de plus qu'il mérité le blâme de cette chambre pour avoir engagé la province à payer des dépenses qui de le regardent pas et cela sans aucun espoir de retour. Comme la résolution que je vais soumettre le déclare, je suis en faveur que le trésor provincial fasse les avances d'argent nécessaires pour payer ceux des volontaires qui sont accourus avec zèle et dévouement à l'appel qui leur a été fait, mais que le gouvernement exige le remboursement de cet argent.

J'ai l'honneur de proposer l'amendement suivant :

« Que cette chambre s'empresse de reconnaître le zèle et la promptitude avec lesquels les régiments de volontaires de Québec et de Montréal se sont réunis pour la défense de la cité de Québec, lors de l'émeute des 12 et 13 juin dernier.

« Que cette chambre est d'opinion que l'hon. Premier Ministre ayant déclaré devant cette chambre qu'il avait pris au nom de la province de Québec l'engagement avec les autorités militaires, d'assurer le paiement de la solde et de l'entretien des volontaires, le gouvernement soit autorisé à faire les avances de fonds nécessaires pour le paiement immédiat de ces dépenses auxquelles la corporation de Québec était tenue, mais que cette chambre n'a saurait empêcher de blâmer l'action du gouvernement lorsque ce dernier

veut faire porter le fardeau de ces dépenses par la province pour exécuter la corporation de Québec des obligations que la loi lui impose pour la protection de la vie et de la propriété dans les limites de la cité, et qu'elle insiste pour que le gouvernement prenne des mesures efficaces pour recouvrer de la dite corporation le montant des avances autorisées par la présente résolution.

M. JO-Y parle contre la résolution de M. Champagne. Il dit que c'est plus à la corporation de Québec qu'aux autorités militaires que le gouvernement a promis qu'il paierait les volontaires de Montréal. Les volontaires de Québec seraient payés par la corporation de Québec mais que l'avance serait faite par le trésor provincial. Quant aux volontaires de Montréal, j'ai promis qu'ils seraient payés par la province de Québec. Je ne puis pas demander le remboursement à la corporation de Québec parce que j'ai promis solennellement qu'elle ne paierait pas les volontaires de Montréal.

Il ridiculise l'opinion que la police provinciale aurait pu réprimer l'émeute.

M. CHAMPAGNE — On me prête des paroles que je n'ai pas dites. J'ai dit que si on avait eu des le commencement des troubles, on aurait réussi, comme dans le printemps de 1877, à réprimer l'émeute qui a eu lieu ensuite.

M. JOLY défend sa conduite à propos des mesures qu'il a prises pour réprimer les troubles. Il dit que la police provinciale aurait été impuissante à rétablir la paix. Il se plaint de ce que les hommes de cette police se sont mêlés d'élection et il ajoute que les officiers publics ne devraient pas prendre part dans les luttes électorales. Ils peuvent voter mais ils ne doivent pas se faire agents électoraux.

Il prétend qu'il est justifiable d'avoir pris sur lui la responsabilité de faire venir aux frais du gouvernement, les troupes de Montréal. Il cite une résolution passée en 1849 à propos des troubles et l'annexion du pays. Cette résolution donne le pouvoir au gouvernement de faire les dépenses nécessaires pour maintenir la paix.

L'hon. M. CHAPLEAU.—Où cela a-t-il été passé.

L'hon. M. JOLY.—Dans le parlement, en 1849.

L'hon. M. CHAPLEAU.—Econtez, écoutez.

L'hon. M. JOLY continue son discours. Il prétend que le gouvernement est obligé de payer les dépenses encourues pour protéger les édifices du parlement lorsqu'ils sont l'objet d'une attaque.

A six heures, la séance est suspendue.

A la séance du soir.

L'honorable M. JO-Y repète, en anglais le discours qu'il a prononcé en français à la séance de l'après-midi. Il s'agit sur l'affaire de 49 pour justifier l'action qu'il a prise dans cette circonstance. Il parle de la police provinciale et prétend qu'elle a pris part aux luttes électorales en faveur d'un parti politique et contre l'autre.

L'hon. M. CHURCH relate les circonstances dans lesquelles il a promis au premier ministre qu'il lui donnerait son appui pour l'aider à maintenir la paix. Il croit que sa parole d'honneur est engagée et il

se voit forcé de voter pour les résolutions bien qu'il s'oppose pas à la conduite du gouvernement. Il fait aussi remarquer qu'il n'y a aucune analogie entre l'affaire de 49 et la grève du mois dernier.

M. IRVINE défend la conduite du gouvernement et attaque violemment la police provinciale qu'il accuse d'incapacité. Ce corps, dit-il, n'était qu'un engin politique, il n'était bon que pour faire de la cabale électorale. Il parle ensuite des employés publics en général, qui, dit-il, ont travaillé contre le gouvernement dans les dernières élections. Il est d'avis que les employés publics ne devraient pas exercer une part active aux luttes électorales.

L'hon. M. CHAPLEAU défend la police provinciale contre les attaques du député Mécanic, qui a systématiquement décrit ce corps depuis qu'un certain personnage a cessé d'en être le chef. La police provinciale était tellement bien choisie qu'elle pouvait rendre de très grands services au pays, bien qu'elle ne fût pas nombreuse, et la province s'en percevra bientôt que ça été une fausse économie que d'abaisser cette police. Il fait ensuite l'éloge du regrette major Voyer qui a formé ce corps.

Si le gouvernement a réduit la police provinciale à 18 hommes, c'est qu'il a été forcé de le faire par le mauvais vouloir de la corporation de Québec qui ne voulait pas payer une somme raisonnable pour les services de ce corps.

Le député de Mécanic a prétendu que l'ancienne administration avait licencié les hommes de la police sans un mot d'avertissement. C'est inexact; pendant cinq mois, il y a eu des lettres nombreuses d'échanges à ce sujet, entre le gouvernement et la ville de Québec; les hommes étaient avertis depuis six semaines qu'ils seraient probablement congédiés à la fin de l'année pour laquelle ils étaient engagés.

Le gouvernement a actuel a licencié la police juste au moment où il en

avait le plus besoin, pour empêcher la grève dont on était menacé. Ou a dit qu'il était ridicule de prétendre que dix hommes auraient pu tenir tête à deux mille hommes armés. C'est vrai; il serait ridicule de le dire; mais personne de la gauche ne l'a dit, mais on a prétendu, et avec raison, que dix hommes, que cinq hommes habiles auraient pu empêcher la grève de se produire ou la tenir dans son germe. De cette manière on aurait évité l'effusion de sang et une dépense considérable. Voilà pourquoi l'on peut tenir le gouvernement responsable des scènes regrettables du mois dernier.

Repondant à M. Irvine qui se plaint des employés publics, il fit que les employés fédéraux ont été envoyés dans presque tous les comtés pour faire de la cabale en faveur du gouvernement provincial.

Il démontre ensuite que le gouvernement aurait pu demander l'autorisation à la chambre avant d'engager la parole de la province dans une question de cette importance. On a accusé malicieusement l'opposition d'avoir retardé le paiement des volontaires. C'est le gouvernement seul qui est responsable de ce retard. Les volontaires sont partis le 13 juin et ce n'est que le 28 que M. J. n'y a présenté ses résolutions et il les a présentées au moment où, de consentement mutuel, la chambre allait s'ajourner. Il a pressé le budget, et n'a songé aux résolutions une seconde fois que lorsque la chambre allait s'ajourner. Mais on a fait circuler le bruit que c'était l'opposition qui ne voulait pas que les volontaires fussent payés; le gouvernement dit qu'il n'avait pas d'argent pour les payer. Mais lorsqu'il s'est agi de trouver de l'argent pour payer une espèce de police secrète, les fonds n'ont pas fait défaut.

M. TAILLON explique le but de l'amendement, qui n'est pas de retarder le paiement des volontaires; l'opposition veut que ces volontaires soient payés sans délai, elle veut même que le gouvernement fasse les avances nécessaires, mais elle veut aussi, et cela paraît tout à fait raisonnable, que la province se reserve le droit de se faire rembourser.

Le premier ministre nous a parlé en termes émus du mauvais état des finances de la corporation de Québec.

Cette question ne nous regarde nullement. Quand bien même le coffre de la cité serait vide, cela ne la releverait pas de l'obligation où elle se trouve de payer les services que les troupes lui ont rendus en supprimant une grève qui menaçait la vie des citoyens.

Il repasse ensuite en revue les événements de 40 et ceux du mois dernier et fait voir que n'y a pas de parité entre les deux cas. Il démontre aussi que par le récit que le premier ministre lui-même a fait des derniers troubles, la chambre n'était réellement pas menacée.

Les députés ministériels s'étaient retirés. M. Taillon leur dit que c'est un jeu qui se joue à deux. Il leur reproche d'insulter systématiquement l'opposition d'avoir rapetissé la législature, et fait tout en leur pouvoir pour dégrader la chambre.

M. BEAUBIEN insiste aussi sur le fait que la loi oblige la corporation de Québec à payer.

M. TARTE dit qu'il occupe une position extrêmement délicate. Citoyen de la ville de Québec, il représente un comté rural. Il doit donc se demander si ses électeurs sanctionneraient son vote s'il donnait son appui aux résolutions proposées par l'honorable premier ministre.

Il se demanderait s'il pouvait leur démontrer que le gouvernement a agi avec la prudence la plus

élémentaire. Mais en examinant imparialement les faits on trouve que dans toute cette affaire le cabinet a été loin, très-loin de faire preuve de sagesse.

D'abord, le gouvernement a dépensé \$300 pour payer une police secrète dont il a toute aujour'hui. Il a honte de divulguer les noms des individus qu'il n'a pas craint d'employer dans un but inavouable et inavoué mais que l'on connaît. Il a engagé des hommes qui ne méritent aucune confiance de la part d'un homme qui se respecte.

Si ce n'était pas vrai, pourquoi le gouvernement hésiterait-il à divulguer les noms de ses agents.

L'HON. M. CHAPLEAU fait quelques remarques à peine intelligibles. Il est évident toutefois que le solliciteur-général parle du *Canada*.

M. TARTE. J'entends l'honorable solliciteur-général qui parle du *Canada*. Parlons en donc du *Canada*, puisque ce sujet intéresse l'honorable député de Rimouski. Je constate avec plaisir qu'on lit le *Canada* de l'autre côté de la chambre et je vois avec bon motif de satisfaction que cette lecture agace grandement les nerfs de messieurs les ministériels. Cela me convainc que le *Canada* est un bon journal et m'encourage à continuer d'écrire comme j'ai l'habitude de faire.

Mais pour revenir à notre sujet, je répète que le gouvernement n'ose pas fournir les noms des agents secrets qu'il a employés durant cette session. Et je déclare en face du pays que ce service secret a été un vil espionnage, la plus grosse immoralité politique qu'un gouvernement ait jamais commise. Ces agents ont traqué les députés, ils ont tâché de les enlever, ils les ont suivis jusqu'au seuil des maisons privées, et je mets les ministres au défi de le nier. (Vifs applaudissements à gauche. Silence à droite.) Comment peut-on avoir confiance dans un ministère qui agit de la sorte?

"Je ne doute pas, dit-il, des bonnes intentions du premier ministre. Mais il a été l'instrument des gens qui ont voulu faire du capital, politique avec cette malheureuse affaire de la grève. On a calomnié l'opposition au sujet de cette grève en disant qu'elle en était l'auteur. Le *Witness*, l'un des principaux organes du gouvernement, a lancé contre un ancien ministre, cette seule calomnie qui a été répétée par toutes les bouches libérales, jusque dans cette enceinte.

Un juge, ami des honorables ministres, a répété cette calomnie, mais il a été forcé de se retracter par écrit. Et l'honorable commissaire des Terres a osé répéter cette calomnie, parce qu'il sait, que quelque mensonge qu'un député profère en cette chambre, il ne peut pas être poursuivi.

J'affirme que le parti libéral s'est servi de cette grève comme d'un engin politique. Le gouvernement a organisé, encouragé ce mouvement. Le journal de M. Tremblay a le premier soulevé les ouvriers en leur disant que s'ils n'étaient pas mieux payés c'était la faute des conservateurs. Le député de Québec-Ouest a exploité cette triste affaire en faveur de son parti, et l'honorable premier ministre l'a aidé en lui écrivant une lettre qu'il n'oté regarder comme malheureuse vu les circonstances dans lesquelles elle a été écrite, car elle a évidemment encouragé les grévistes à commencer leurs démonstrations. C'est un fait connu de tout le monde que les grévistes se sont promenés par les rues en poussant des « hurrahs » pour le parti libéral et le chef du gouvernement. Et plus tard, lorsque la grève devenait menaçante, l'honorable premier ministre a fait preuve de faiblesse en faisant sortir de prison deux des principaux émeutiers. Il a sans doute

agité avec de bonnes intentions, mais il a certainement manqué de prudence. Il s'est laissé entraîner dans les intrigues d'une faction qui n'a d'autre ambition que de se maintenir au pouvoir *par tous les moyens*.

Le premier ministre a dit qu'il n'avait pas soulevé le pouvoir en destituant sans raison des employés publics. De lui rendus ce témoignage. Dans que certaine circonstance, il a même fait preuve d'une largeur de vues à laquelle n'atteindront jamais certains de ses collègues, entre autres l'honorable commissaire des terres de la couronne et l'honorable solliciteur général, qui, eux, ont destitués des employés sans autre motif que le désir d'exercer une mesquine vengeance, indignée d'hommes publics. Si je voulais employer le langage de l'honorable premier ministre,

je dirais au commissaire des terres de la couronne qu'il a soulevé le pouvoir. (Ris du côté ministériel à l'ordre, à l'ordre.)

L'orateur déclare que le député de Bonaventure est dans l'ordre, puisqu'il ne fait que répondre à une partie du discours du premier ministre.

M. TARTE répond à M. Irvine et lui dit qu'il a pris un siège de manière à pouvoir facilement passer d'un côté de la chambre à l'autre. (Rires.) Quant à son assertion, que la police provinciale n'était qu'un engin électoral, elle est tout à fait inexacte. Elle a servi pour maintenir la paix et rien de plus, et si le gouvernement ne l'eût abolie, nous n'aurions pas eu à déplorer les scènes regrettables dont nous avons été témoins. Je dis de plus à l'honorable député de Mégantic que s'il a été élu, ce n'est pas parce qu'il a combattu la police provinciale, mais parce qu'il a exploité les plus tristes préjugés.

Tous ceux qui voudront se mettre au-dessus des mesquins besoins de parti, pour ne regarder que l'intérêt général de la province seront forcés de voter contre ces résolutions et ceux qui les appuieront auront un compte sévère à rendre à leurs électeurs; car la chambre n'a jamais été menacée par les grévistes. Du reste, si les autorités municipales eussent pris des mesures pour réprimer cette grève des ses commencements, elle n'aurait eu aucune suite grave. C'est donc la ville et non la province qui doit payer les dépenses encourues pour le maintien de la paix.

M. LORANGER prend la parole, mais sa voix est couverte pendant quelques minutes par le bruit que font les ministériels, qui continuent leur tapage, malgré les remontrances de l'orateur. M. L'oranger parvient enfin à se faire entendre et fait le récit de l'entrevue qu'il a eue avec le premier ministre, le 12 juin. Il affirme qu'il n'a rien dit, au premier ministre qui puisse le lier et il invite le chef du gouvernement à le corriger si tel n'est pas le cas.

Le vote est ensuite pris sur l'amendement de M. Champagne, le quel est rejeté sur la division suivante :

Poir.—MM. Aude, Beaudin, Bergevin, Caron, Champagne, Chapleau, Charlebois, Desautels, Duchesne, Duckett, Houde, Lalonde, Lavallée, LeCavalier, L'oranger, Maguin, Martel, Picard, Robertson, St. Cyr, Tallon, Tarte.—Total 22.

Contre.—MM. Beaudin, Blais, Boudry, Brousseau, Chauveau, Church, Dupuis, Flynn, Fortin, Gagnon, Irvine, Joly, Laflamme, Lafontaine, Shefford, Lafontaine (Naperville), Langlois (Fortune), Langlois (Montmorency), Lovell, Lynch, Marchand, Meikle, Nelson, Paquet, Poirier, Racicot, Rivest, dit Malouin, Ross, Sheehy.—Total, 28.

La chambre se forme ensuite en comité et adopte les résolutions, lesquelles sont lues la deuxième fois.

Un bill basé sur ces résolutions est présenté et lu pour la première fois.

Puis la chambre s'ajourne à une heure moins un quart.

Séance du 13 juillet.

L'orateur prend le fauteuil à 10 h 20 heures.

Après les affaires de routine, sur demande que la chambre se forme en comité général.

L'HON. M. CHURCH demande des renseignements à propos du mode que le gouvernement se propose de suivre relativement à la vente des terrains à phosphate.

L'HON. M. LANGELEUR dit que le gouvernement a l'intention de vendre les terrains à phosphate par lots alternatifs de quatre. Il dit que le prix des lots à phosphate sera généralement fixé par le département des terres de la Couronne, autant que cela pourra être fait, le prix sera : disons de \$2.00 à \$3.00 par acre, quand la vente sera faite privativement.

La chambre se forme en comité général. Les résolutions concernant la vente des terrains à phosphate sont amendées et le comité rapporte les résolutions avec plusieurs amendements. Les résolutions telles qu'amendées sont adoptées et un bill basé sur ces résolutions est présenté et lu pour la première lecture. Vu une irrégularité l'hon. M. Bachand demande que le bill des subsides qu'il a présenté hier soit retiré.

La chambre se forme en comité de voies et moyens et fait son rapport qui est adopté.

L'HON. M. CHAPLEAU demande, des explications à propos du bill de l'abolition des magistrats de districts.

L'HON. M. ROSS dit que le gouvernement ne se propose pas d'abolir toutes les cours de magistrat de district. Il dit qu'il y a de ces cours qui sont d'une absolue nécessité.

Dans les districts éloignés des grands centres, il faut nécessairement qu'il y ait de ces cours, tandis que dans le voisinage des villes, il n'y a pas lieu d'en avoir.

L'HON. M. CHURCH.—En référent à la loi créant des magistrats de district et des cours pour ces magistrats, je vois qu'on y fait une distinction entre les cours et les magistrats qui doivent presider ces cours. Ainsi, une des clauses de la loi pourvoit à la création des cours de magistrat de district et une autre clause pourvoit séparément et indépendamment à la nomination des juges qui sont appelés à presider ces cours. Le projet de loi qui est soumis à cette chambre pourvoit seulement à l'abolition des cours, sans mentionner ce qu'on a l'intention de faire avec les magistrats. Ces messieurs vont-ils être payés pour ne rien faire? Le gouvernement a-t-il l'intention de payer ces magistrats pendant que ceux-ci, n'ayant rien à faire, se promèneront? Je ne crois pas que l'on demande un tel sacrifice à la province. D'ailleurs, cela ne cadrerait guère, on devra l'admettre, avec la loi politique d'économie et de retranchement dont le gouvernement nous a tant parlé depuis qu'il est arrivé au pouvoir.

Pourtant d'après la loi que j'ai citée et le bill que nous discutons, il paraît hors de doute que le gouvernement se trouverait, si ce bill est adopté tel qu'il est, dans la position la plus difficile que l'on puisse concevoir. Car, s'il ne veut pas se rendre coupable d'une injustice flagrante envers ces officiers publics, demandés par le peuple, qui ont toujours fait leur devoir avec régularité et dévouement, il devra continuer à leur payer un salaire pour des services qu'ils ne rendront plus pour la bonne raison que les cours qu'ils présidaient auparavant ont été abolies, ou bien il sera obligé, s'il ne veut pas payer de l'argent inutilement, de renvoyer des hom-

mes qui, au terme de la loi en vertu de laquelle ils ont été nommés, ont dû abandonner leur clientèle et se livrer exclusivement à l'exécution des devoirs de leur charge. Comme je l'ai fait remarquer, il y a un instant, le projet de loi du gouvernement ne fait aucune mention des magistrats. Maintenant, je désirerais savoir quelles cours de magistrat le gouvernement a l'intention d'abolir. On admettra que c'est une question d'une haute importance. Sur ce sujet, on n'a pas encore eu les vues du cabinet et on doit convenir que la mesure soumise à notre considération est d'un caractère assez radical pour justifier la chambre d'insister pour avoir toutes les informations désirables pour lui permettre de juger sainement de la portée du bill qu'il nous demande d'adopter.

Si nous n'admettons pas une expression d'opinion un engagement de la part du gouvernement, il peut se faire que l'exécutif prenne sur lui d'abolir toutes les cours de magistrats de district, depuis le Bassin de Gaspe jusqu'au comté de Pontiac, inclusivement et cependant nous aurons à payer une somme relativement élevée pour le salaire des magistrats qui n'auront plus rien à faire. Je ne dis pas qu'il n'y a pas peut-être trop de magistrats; et je me rappelle avoir exprimé cette opinion, lors de la dernière session. Je crois que le nombre des cours de même que celui des magistrats pour la province ont été diminués sans préjudice pour l'administration de la justice. Mais je suis décidément opposé à l'abolition du gouvernement qui doit avoir le pouvoir discrétionnaire d'abolir quand bon lui semblera une cour située dans un district qu'il a conquis. L'hon. Trésorier ne doit pas oublier que l'abolition de cette magistrature lui fera un devoir de mortier de le mode de percevoir le revenu des licences. Je crois que cette abolition rendra moins efficace la mise

à l'exécution de la loi des licences et peut-être occasionnera une perte telle au revenu qu'elle compensera pour l'économie que l'on prétend faire par cette mesure. Il y a plus, qui nous dit, et je serais heureux de savoir si le gouvernement est prêt à déclarer que je suis dans l'erreur en faisant la supposition suivante, qui nous assure, dis-je, que l'administration de la justice criminelle ne souffrira pas d'une manière très sensible. On sait que les magistrats de district ont en même temps, que leur juridiction civile, une juridiction criminelle, or, s'ils disparaissent, qui sera chargé d'accomplir leurs devoirs quant à ce qui concerne l'administration de la justice criminelle. Je crains qu'on ne veuille créer une lacune regrettable à tous les points de vue. Il me semble que le gouvernement ne peut refuser à la chambre de lui faire connaître quels sont les districts qu'il se propose de frapper en vertu de cette loi. Si on a l'intention de priver le comté de Pontiac de son magistrat, je dois dire que je proteste de toutes mes forces contre cet acte. Le comté de Pontiac est un des comtés où les services d'un tel juge se font le plus sentir et j'espère que le gouvernement y regardera à deux fois.

M. TAILLON.—Le procureur-général a annoncé que le ministère n'avait pas l'intention de garder tous les magistrats. On comprend que naturellement la chambre désire savoir quels sont les juges dont le gouvernement a l'intention de révoquer la nomination. Pourquoi le gouvernement ne nous dit-il pas dans quels districts il se propose d'abolir les cours de magistrat de district. Ces questions relatives aux juges et aux cours sont d'une importance considérable. Je connais des districts dans lesquels il faut absolument des cours de magistrats.

Ainsi par exemple, le district de l'érabonne ne saurait, sans commettre une injustice flagrante, être privé des avantages de la cour de magistrat qui y siège actuellement en vertu de la loi. Le juge qui préside cette cour est plutôt digne d'aller siéger sur le banc de la Cour Supérieure que d'être simplement magistrat stipendaire comme il l'est à présent. Les hautes connaissances légales, l'amour de remplir son devoir, l'impartialité dans ses décisions, l'absence de toute partialité dont il n'a pas cessé de faire preuve, voilà en peu de mots les principaux traits caractéristiques qui distinguent le président de la cour de magistrat du district de l'érabonne. Ce monsieur depuis sa nomination, a consacré tous ses talents, toute son énergie et toutes ses hautes connaissances légales à l'accomplissement fidèle des devoirs de sa charge.

Le nombre des causes qu'il a eu devant lui est considérable. D'ailleurs, l'on ne pourrait avoir cette cour sans causer un tort très sensible aux justiciables de ce district, vu qu'ils n'ont pas l'avantage de posséder aucune autre cours. Je crois que le gouvernement commettrait un acte injuste en déplaçant sans motif ni raison le magistrat actuel qui remplit si bien ses devoirs, et en abolissant une cours si nécessaire à la population de ce district. Il n'y a pas seulement le district de l'érabonne qui se trouve dans l'absolue nécessité d'avoir une cour de magistrat ou l'équivalent en efficacité. Il y en a à plusieurs autres qui sont dans le même cas. La chambre doit juger des districts où il faut que les cours soient maintenues. Le gouvernement ne peut s'objecter à nous informer où il y aura des cours de magistrat et où il n'y en aura pas. Je crois que la chambre a droit d'avoir ces renseignements avant d'adopter la loi qui est soumise.

M. MATHIEU.—Je ne suis pas en faveur d'une loi pourvoyant à l'abolition pure et simple des cours de magistrat. Je serais en faveur d'une loi de cette nature, si on nous promettait que dans les localités où le gouvernement croit qu'il faut de toute nécessité laisser subsister les cours de magistrat, il y aura des juges de comté de nommés. Ainsi, dans Ontario, il y a des juges de comté, payés par le trésor fédéral. Si on adoptait ce moyen, on réaliserait une économie plus grande qu'avec le système actuel, malgré les modifications que le gouvernement veut y apporter au moyen de la législation qui nous est proposée. Je vois, par l'acte de l'Amérique Britannique du Nord que le gouvernement a le droit de faire adopter une loi pourvoyant à la nomination de ces juges de comté et à l'établissement des cours de comté. Il est vrai que dans le paiement de ces juges, nous nous trouverions à payer quelque chose vu que la province de Québec contribue pour sa part au revenu fédéral, mais ce que nous aurons à payer serait moindre parce que toute la puissance passerait cette dépense.

L'hon. M. BACHAND. Je suis quelque peu surpris du plaidoyer de l'hon. député de Montréal-Est (M. Taillon) en faveur du maintien de la cours dans le district de Terrebonne. Je comprendrais cela de la part de l'hon. chef de l'opposition. L'hon. M. CHAPLEAU.—Je sais que vous n'assurez pas la responsabilité de l'abolition de cette cour. Le besoin est tellement pressant, tel l'impôt absolu et manifeste que vous ne pourriez pas la faire disparaître sans commettre une injustice flagrante.

L'hon. M. BACHAND.—La suggestion faite par l'hon. député de Richelieu (M. Mathieu) ne peut pas être prise en considération. Le gouvernement n'a pas l'intention et verneement n'a pas l'intention de n'est pas prêt à s'entendre avec les autorités fédérales à ce sujet.

M. PICARD se prononce contre le bill et fait l'éloge du magistrat stipendaire pour le district de St. François. Il dit que ce monsieur a donné entière et complète satisfaction à toute la population. Ce magistrat a eu à juger entre différentes nationalités et on n'a pas entendu de récriminations contre ses décisions. Il a bien rempli ses devoirs, et on n'a entendu que des éloges sur son impartialité.

M. RACICOT dit que le bill ne pourroit qu'à l'abolition des cours. Quant aux magistrats, la loi donne le droit au gouvernement de les renvoyer.

L'hon. M. CHAPLEAU. Je sais que le gouvernement a le droit de destituer des magistrats. Mais si l'hon. député de Missisquoi (M. Racicot) veut bien référer à la première clause de la loi, il verra que telle destination ne peut être faite que par un ordre en conseil spécifiant les causes ou les raisons qui motivent la décision de l'exécutif dans ces cas-là. Dans le cas où le gouvernement abolirait une cour et pourait par la même se dispenser des services d'un magistrat, peut-on prétendre que ce fait constituerait une raison suffisante pour la passation d'un ordre en conseil renvoyant tel magistrat.

L'HON. M. BACHAND. Mais ce magistrat, n'ayant plus rien à faire, ne rendant par conséquent aucun service ce serait, comme l'a fait remarquer l'hon. député de Pontiac (M. Church) une charge inutile sur le budget.

L'HON. M. CHAPLEAU.—Je sais mais l'hon. Trésorier ne doit pas oublier que par les termes de la loi les messieurs qui ont été nommés magistrats ont dû abandonner leur clientèle, tout mettre de côté, afin de se livrer exclusivement à l'exécution des devoirs de leur charge. Or on admettra qu'il serait de la plus

criante injustice de mettre ces messieurs, qui ont tout abandonné, dans une position précaire pour le motif allégué par l'hon. Trésorier. Ils seraient obligés de recommencer en neuf une clientèle qu'ils ont abandonnée il y a déjà plusieurs années et à se refaire une position dans la société. Je connais plus d'un magistrat d'une capacité bien reconnue. Comme mon honorable ami, le député de Montréal-Est (M. Taillon), j'ai la plus haute opinion du savant président de la cours de magistrat du district de Terrebonne, aussi je concours entièrement dans les éloges qu'il en a fait et je puis ajouter que ce monsieur a publié un ouvrage légal d'une valeur considérable. Je serais extrêmement peiné si le gouvernement abolissait la cour de magistrat du district de Terrebonne car les nombreuses causes qui sont soumisees chaque année à cette cour sont une preuve qu'elle rend des services signalés et que les justiciables souffriraient beaucoup si on la faisait disparaître.

Je sais d'une manière certaine que le magistrat du district de Terrebonne a une besogne considérable à remplir et qu'il est obligé d'y consacrer tout son temps. Je ne parle pas pour mon clocher, mais je cite un exemple et je suis convaincu qu'il en est ainsi pour un grand nombre d'autres districts. La chambre a le droit de connaître du gouvernement qu'elle est son intention relativement à l'abolition de ces cours. Qu'il nous disent d'une manière générale quels vont être les districts affectés ? Il n'y a rien de bien difficile à dedans. Le gouvernement ne saurait être autorisé à renvoyer sans raison les magistrats et à commettre par conséquent une injustice manifeste et en contravention directe avec le statut passé il y a quelques années par cette législature.

On a mentionné la destitution du magistrat du district de Bedford comme une justification des destitutions que le gouvernement pourrait faire à l'avenir, comme conséquence de l'adoption de la loi qui nous est soumise. Mais je ferai remarquer que ce magistrat n'a été déplacé qu'à la suite d'une enquête longue et minutieuse, et que l'ordre en conseil ordonnant la destitution contient les raisons qui ont donné lieu à son adoption. Le cas serait bien différent si l'exécutif déplaçait des magistrats simplement parcequ'il juge à propos d'abolir les cours.

L'hon. M. LANGELEUR dit qu'il y a plusieurs endroits où il y a des cours de magistrats bien qu'il n'y en a pas aucun besoin. Ainsi par exemple la cour de magistrat de Lévis pourrait être abolie sans nuire aux intérêts des justiciables. La cour de circuit qui siège à Québec est assez à proximité pour permettre à la population de se dispenser de cette cour. Le magistrat se rend à St. Croix, dans le comté de Lotbinière, et cela pour ne juger qu'une cause ou deux. Les communications rapides et faciles qu'il y a entre ce comté et Québec par les bateaux à vapeur, le chemin de fer, font que la population préfère venir à Québec. Kamouraska n'a pas non plus besoin de cour de magistrat.

M. LYNCH dit que prétendre que l'abolition d'une cour est une cause suffisante pour la destitution d'un magistrat est simplement insoutenable et voici pourquoi. La loi présentée par l'honorable député de Mégantic (M. Irvine) dit en termes très clairs que l'ordre en conseil ordonnant la destitution d'un magistrat nommé en vertu de cette loi devra contenir toutes les raisons qui engagent l'exécutif à faire un tel acte.

Or, il est impossible de prétendre que l'abolition d'une cour est une cause de renvoi. Je crois sincèrement que les cours de magistrats sont d'une absolue nécessité en certains endroits et je suis du même avis que l'hon. député de Richelieu (M. Mathieu) sur ce sujet. Je crains qu'il serait avantageux d'établir des juges de comté là où il faut de toute nécessité des magistrats stipendiés.

Ce serait plus économique, vu que le salaire serait payé par le gouvernement fédéral. On a dit que les juges de paix remplaceraient les magistrats. Je suis d'opinion que d'une manière générale les juges de paix ne sont pas compétents pour remplir cette charge. La plupart ne possèdent pas des connaissances légales suffisantes pour accomplir d'une manière satisfaisante les devoirs dévolus aujourd'hui aux magistrats de district.

M. FLYNN dit que les cours de magistrat ont rendu de grands services dans les districts éloignés des centres populeux où il y a des cours de justice.

M. DUHAMEL. Comme le représentant d'un comté qui a le plus besoin du maintien d'une cour de magistrat, je m'oppose énergiquement à ce qu'elle soit abolie dans le district d'Ottawa. On a dit que les juges de paix pourraient remplacer les magistrats de district. Je ne suis pas de cette opinion.

Les juges de paix sont, pour la plupart, totalement incompetents à juger les causes qui sont de la juridiction des magistrats que l'on veut abolir.

Les juges de paix, ou au moins le plus grand nombre d'entre eux, ne connaissent aucunement le droit criminel et comment pourraient-ils juger des cas criminels qui leur seraient soumis. Je pense que l'on ne peut compter sur les juges de paix pour l'accomplissement des devoirs des magistrats.

Comme j'ai l'intention de proposer un amendement, lorsque la chambre se formera en comité général sur le bill que nous discutons, je donne avis de motion que je proposerai un amendement à la première clause qui devra se lire comme suit, si ma proposition est adoptée : « Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'abolir par proclamation la cour de magistrat, dans tout comté, ville ou village, excepté dans les comtés d'Ottawa, Chicoutimi, Rimouski, Terrebonne, Beauharnois, Joliette, St-François et Gaspé, et à dater du jour fixé à cet effet dans la proclamation la cour de magistrat cessera d'être tenue à cet endroit. »

L'hon. M. ROBERTSON demande que les cours de magistrats ne soient pas abolies dans le district de St-François. Il a fait l'éloge du magistrat du district de St-François et dit qu'il approuve pleinement les paroles élogieuses au sujet de ce monsieur prononcées par le député de Richmond et Wolfe (M. Picard). Il demande que le gouvernement informe la chambre quels sont les districts qu'il a l'intention de priver des cours de magistrat.

L'hon. M. ROSS dit qu'il est impossible au gouvernement de désigner quels seront les districts qui seront affectés par la loi sous considération.

L'hon. M. ROBERTSON. Mais il faut dire à la chambre quelles sont les raisons qui justifient le gouvernement de soumettre une telle mesure. Si on ne nous dit pas quels districts vont être affectés et pourquoi le gouvernement a l'intention de les priver des cours de magistrat, plutôt que les districts voisins, alors comment peut-on espérer que la chambre adopte une telle loi. On ne donne aucun motif pour justifier la présentation de ce bill et cependant l'on croit que la députation va l'approuver.

Séance du 15 juillet 1878.

L'après-midi prend le fauque à 3 heures.

Après les affaires de routine, la chambre se forme en comité général sur le bill pour l'abolition des magistrats de district.

L'hon. M. JOLY suppose à la résolution de M. Duhamel, résolution que nous avons publiée hier, parce qu'il n'est pas opportun, suivant lui, de consacrer le principe de l'établissement des juges de comté.

L'hon. M. ROSS dit qu'il est impossible de faire connaître les districts où il a l'intention d'abolir les cours de magistrats. Il demande que la première clause soit adoptée sans amendement.

L'hon. M. CHAUVEAU dit que la cour de magistrat pourrait être abolie

à Lévis sans que la justice criminelle en souffre vu qu'il n'y a pas de criminels traités devant cette cour.

M. DUHAMEL demande que le gouvernement fasse connaître les districts où il a l'intention de garder les cours de magistrats. Son intention est de présenter son amendement n'a été que de forcer l'exécutif à donner à la chambre les noms des districts dans lesquels il entend conserver les cours de magistrats. Il ne veut pas soumettre le gouvernement à aucun système de judicature spéciale, mais il insiste pour que le gouvernement donne les informations qui lui ont été demandées.

MM. PERGEVIN et LA ONDE répondent que la cour de magistrat du district de Beauséjour ne sera pas abolie.

M. TAILLON. — Le procureur général a laissé entendre que si on abolissait les magistrats de district, il faudrait pourvoir à leur remplacement. Il ne s'agit pas seulement de remplacer, mais il faut aussi songer à édifier.

L'HON. M. CHURCH. — La chambre a le droit d'insister pour savoir les noms des districts dans lesquels on a l'intention d'abolir les cours de magistrat. Non seulement c'est son droit, mais il est de son devoir le plus strict de prendre tous les renseignements possibles sur cette question, si l'on considère que les estimés soumis par le trésorier ne contiennent que \$12,000 pour défrayer les dépenses des magistrats, l'année dernière cet item s'élevait à \$30,000. On effectue donc une réduction des deux tiers environ. Je suppose naturellement que le nombre des cours sera diminué en proportion des dépenses. On abolira donc les deux tiers des cours de magistrats qui existent actuellement. La mesure accuse un caractère de radicalisme très prononcé et la chambre est tenue d'insister fortement pour obtenir du gouvernement quels districts tomberont sous le coup de cette loi, si nous l'adoptons.

Le changement que l'on propose est si considérable, si l'en juge par la différence qu'il y a dans les estimés cette année et ceux de l'année dernière par rapport à cette dépense, qu'il me semble que de gouvernement peut et doit donner les informations que nous lui demandons. Incontestablement la chambre est plus en état de juger des besoins de la province que le gouvernement, et ce dernier ne peut avec raison hésiter à nous dire où il entend mettre cette loi en opération.

Le bill subit sa seconde lecture et il est ensuite renvoyé à un comité de toute la chambre pour lundi. A la suggestion de l'hon. M. Chapleau, plusieurs autres items des ordres du jour sont adoptés afin de hâter la conclusion des travaux de la session.

A dix heures, la séance est ajournée à lundi à trois heures.

J'crois qu'une mesure, pourvoyant au moyen de remplacer les cours de magistrats que l'on veut faire disparaître par le bill actuel est nécessaire. Le gouvernement aurait dû présenter cette autre mesure à laquelle je viens de faire allusion.

L'amendement de M. Duhamel est renvoyée sur division.

Sur la demande de concours dans le rapport du comité, un amendement est proposé et est rejeté sur division.

La chambre se forme de nouveau en comité général sur le bill des licences.

On se sépare A la séance du soir.

La chambre se forme de nouveau en comité général sur le bill des licences. Après quelque discussion, le bill est rapporté, lu une troisième fois et adopté.

Le bill pour le paiement des volontaires est lu une seconde fois, examiné en comité, lu une troisième fois et adopté.

Le bill pour amender l'acte concernant les terres à phosphate subit sa seconde lecture.

M. TARTÉ demande s'il est vrai qu'une certaine somme a été payée par le commissaire des Terres de la Couronne, depuis le deux mars dernier, à John Demeules, arpenteur, de la Malbaie, sur un arpentage qui avait été définitivement réglé antérieurement, et bien que le dit John Demeules ait donné des reçus pour toute réclamation contre le département des Terres de la Couronne, et que la somme à lui payée ait été retranchée comme n'étant pas due.

M. LANGELIER répond que la somme de \$79 a été payée à M. Demeules; c'était une balance d'un compte pour travaux d'arpentage. M. Demeules n'avait pas donné une quittance.

Le comité rapporte le bill avec un amendement.

Le bill no 25 pour amender l'article 712 du code municipal de la Province de Québec est passé.

La chambre se forme en comité sur le bill pour amender les articles 2093, 2098 et 2099 du code civil.

Le comité rapporte le bill.

La chambre se forme en comité sur le bill pour amender la loi pour consolider et amender la loi pour assurer aux veuves et aux enfants le bénéfice de l'assurance sur la vie de leurs maris et enfants.

Le bill concernant les références à la cour suprême du Canada et la cour de l'Échiquier du Canada, dans certaines causes subit sa seconde lecture et la chambre se forme en comité général sur ce bill.

Le comité rapporte le bill avec amendement.

Séance du soir.

L'orateur prend le fauteuil à 7.45 heures p. m.

La chambre se forme en comité général sur le bill no 29, pour amender l'acte des licences de Québec, 1878.

M. TAILLON donne certaines explications sur les amendements qu'il a l'intention de soumettre. Il dit que les marchands en gros de liqueurs devraient être divisés en différentes catégories. Ainsi ceux qui ne vendent qu'une seule liqueur devraient payer moins que ceux qui font le commerce de toutes espèces de liqueurs. J'ai fixé pour les villes de Québec et Montréal, le prix de telles licences à \$10.00. Je crois que cette diminution a affecté pas beaucoup le revenu car, si je suis bien informé, à Montréal il n'y aurait que dix licences en tout.

Les amendements proposés par M. Taillon ayant été approuvés par M. Bechard, ils sont inclus dans le projet de loi.

M. LANGELIER désire faire une rectification. Dans sa réponse au député de Bonaventure, l'autre jour, au sujet de M. Bouchette, il a dit que ce monsieur n'avait rien reçu de son département depuis sa mise à la retraite. En faisant cette assertion il était dans l'erreur. M. Bouchette a reçu de l'argent le 14 juin pour service rendus au département.

M. DESCHENES demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder à la compagnie qui s'offre de construire la ligne de chemin de fer projetée, depuis la Rivière du Loup jusqu'à au Nouveau-Branswick, un octroi, soit en argent ou en terres?

L'hon. M. JOLY répond qu'un octroi a déjà été accordé à cette compagnie et qu'aucun autre octroi n'a été demandé.

Plusieurs adresses demandant divers états, sont votées.

Les bills suivants sont examinés en comité général, lus pour la troisième fois et adoptés:

Bill pour amender l'article 239 de l'acte des clauses générales des corporations de ville, 40 Vic, chap. 29, de cette province.

Bill concernant la publication des ordres en conseil, des proclamations et des règlements des départements.

Bill pour amender l'article 712 du Code municipal de la Province de Québec.

La chambre s'ajourne à 11.40 heures.

La séance du 16 juillet.

L'orateur prend son siège à 3.15 heures.

Après les affaires de routine.

La chambre se forme en comité général sur le bill pour amender l'acte concernant l'indemnité des membres de la législature et le salaire de l'assemblée législative.

M. TAILLON se plaint de la disproportion du prix des licences d'hôtel entre Québec et Montréal. A Montréal, le prix des licences est de \$300

alors qu'à Québec, il n'y est que de \$175.

Les honorables MM. Joly et Robertson disent que les prix des licences dans les villes de Québec et Montréal n'est pas en disproportion avec la somme relative d'affaires qui s'y fait. La disproportion qu'on nous voyons entre les prix des licences de Québec et Montréal existe aussi pour les autres centres de la province. Ce prix est fixé d'avance la somme approximative d'affaires qui se fait dans les localités pour lesquelles les licences sont accordées.

L'hon. M. MARCHAND se propose en faveur d'un renouveau des prix des licences.

M. TAILLON dit que la base qui semble être employée n'est pas suivant lui, de nature à donner lieu à une distribution équitable de la valeur du prix des licences. C'est là, dit-il, la cause qui fait qu'il y a des plaintes sur ce sujet.

MM. Larège et Shrybn, prenant part au débat. Le comité rapporte le bill avec amendements. Le rapport est adopté et le bill est passé.

L'ordre du jour est appelé sur la seconde lecture du bill no 9, pour modifier la constitution de la législature de cette province en ce qui concerne le Consent législatif.

L'hon. M. MARCHAND donne quelques explications sur la nature de cette mesure. Il dit que les membres de la chambre haute ont montré du dévouement dans l'exécution de leurs devoirs, aussi est-ce un pénible devoir pour lui de demander l'abolition de cette chambre.

Il croit que la disparition de cette branche ne portera pas préjudice à la législature. Il prétend que le conseil législatif ne peut pas être une sauvegarde pour notre autonomie provinciale. Il dit que le conseil législatif n'est pas une protection de l'élément britannique et protestant, vu qu'il y a cinq membres protestants seulement sur un total de vingt-quatre. Le conseil législatif aurait lui, ne représente pas la classe des grands propriétaires, comme cela est prétendu. Il ne trouve aucun parti entre la chambre des lords et Anglaterra qui représente la noblesse Anglaise et le conseil législatif en cette province. Il ne croit pas que le conseil législatif soit pas un préservatif contre une législation hâtive. Si aux États-Unis, il y a une seconde chambre, la formation des législatures n'est pas la même, c'est ce qui fait que la loi peut y avoir besoin d'une seconde chambre tandis qu'ici le cas est différent. Nous avons la responsabilité ministérielle, et aux États-Unis il n'y a pas de ministres responsables.

L'hon. M. CHAPLEAU.—La question qui est soulevée est d'une importance considérable. Comme je desire prendre la parole et que l'heure est maintenant si avancée, j'ai demandé à mes honorables amis de la gauche de permettre la seconde lecture.

Toutefois je désire qu'il soit bien compris que nous ne voulons aucunement admettre le principe de ce bill et moi pour ma part j'y suis opposé. Bien qu'il soit continué qu'en laissant passer la seconde lecture d'une mesure on doit en admettre le principe, je désire que la coutume soit mise de côté pour cette fois-ci vu que je ne veux pas retarder les travaux de

la chambre. Il y a plusieurs autres mesures qui pourrout être prises en considération de qui avancera nos travaux. Demain à la séance de l'après-midi je ferai les remarques que j'ai à faire.

Sur cette entente, le bill concernant le conseil législatif est lu une seconde fois.

Le bill pour amender l'acte concernant l'indemnité des membres de la législature et le salaire de l'orateur de l'assemblée législative est lu une seconde fois.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour accorder à Sa Majesté certaines sommes nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1878 et pour d'autres fins du ressort du service public est appelé.

L'hon. M. CHURCH.—Il s'oppose à la seconde lecture de ce bill vu que la loi parlementaire est contre ce procédé. De plus, lui (M. Church) et ses amis ne veulent pas que la seconde lecture ait lieu.

La chambre se forme en comité sur le bill pour amender l'acte électoral de Québec de 1875.

Le bill propose plusieurs amendements à la loi électorale. La qualification des électeurs est changée en ce qu'un immeuble valant \$200 doit aussi donner un revenu de \$20 par année pour qualifier le propriétaire comme électeur.

L'hon. M. CHURCH s'oppose à ce amendement. Il dit que si cette proposition est adoptée on défranchiserait un grand nombre de personnes.

Après une longue discussion, l'amendement concernant la qualification des électeurs est adopté par la voix prépondérante du président du comité. La discussion se continue ensuite sur les autres amendements. Le comité fait rapport et a duré vingt minutes la chambre s'ajourne.

PARLEMENT PROVINCIAL.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du 17 juillet.

L'orateur prend le fauteuil à 3.03 heures.

Après les affaires de routine ; L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill, amendant l'acte électoral de Québec 1875 est appelé.

LORANGÈRE s'oppose à ce bill vu surtout qu'il prive un grand nombre de personnes du droit de vote.

L'honorable M. CHURCH proteste contre la passation de cette mesure parce qu'elle aura pour effet de priver un bon nombre de personnes de leur droit d'électeur.

L'hon. M. CHAPLEAU dit que ce serait injuste de passer l'adoption de ce bill. Les personnes que l'on défranchit par cet amendement à notre acte électoral ne savent même pas qu'on en fait, et à plus forte raison ne sont-elles en position de faire entendre leurs réclamations et faire valoir les raisons qu'elles ont de s'opposer à cette mesure. Il serait donc grandement injuste d'adopter ce bill.

M. CHAMPAGNE s'oppose à la passation de ce bill. Il croit dangereux l'amendement qui ordonne que la liste électorale devra être faite quinze jours après une mise en force du rôle d'évaluation. Cette loi pourra donner lieu à de nombreuses fraudes dans la collection des nouvelles listes, vu que nous sommes à la veille de la loi générale.

Après une assez longue discussion, la troisième lecture a lieu et le bill est envoyé au Conseil législatif.

L'ordre du jour sur le bill pour l'abolition du Conseil législatif est appelé.

L'hon. M. MARCHAND résume en anglais les arguments qu'il a données hier à l'appui de cette mesure.

L'hon. M. CHAPLEAU.—En traitant une question d'une aussi haute importance je croyais qu'on mettrait dans le langage un peu plus de dignité et de decorum qu'on n'y a apporté depuis le commencement de la session dans la discussion des mesures d'intérêt public. Mais il semble impossible aux messieurs qui occupent les bancs du trésor de traiter sérieusement un sujet quelconque. On se contente de faire quelques farces du plus mauvais goût en égard aux circonstances, et l'on s'ajoute mutuellement avec un emménagement qui fait rêver. J'avais cru que, lorsque l'on mettrait devant cette chambre le projet de loi qui pourvoit à l'abolition du Conseil législatif, j'avais cru dire que l'on changerait de bon et que l'on traiterait comme elle le mérite une mesure d'une portée aussi considérable. En effet, que nous demandons par le projet de loi de l'hon. secrétaire provincial. On nous demande de briser notre constitution et d'abolir l'une des branches de notre législature. La question qui réclame notre attention est donc très importante. Pourtant on y va avec bien peu de précaution et l'on semble se faire un jeu de briser la constitution que le peuple de cette province s'est donnée. En Angleterre, où le peuple a une si grande confiance pour toutes ses institutions, où tous les partis politiques, libéraux comme conservateurs, partagent le même respect pour les vieilles institutions dix fois séculaires, en Angleterre dis-je, on hésiterait pendant des mois et même pendant des années avant d'en venir à une décision de la nature de celle qui nous est soumise par le gouvernement.

En Angleterre, on aurait recours à tous les moyens pour bien s'aider que l'opinion publique est favorable au changement, proposé. Des pétitions seraient mises en circulation d'un bout à l'autre de la Grande-Bretagne et on demanderait au peuple d'exprimer clairement sa manière de voir. Ici, dans notre jeune province de Québec, où nous devons tant tenir à nos institutions, où chacun doit se faire un devoir de respecter scrupuleusement ce que nos luttes nous ont obtenu, on y va avec une légèreté incroyable. Ici, le gouvernement n'y met pas tout de façon et d'un trait de plume il décrète l'abolition d'une des branches de la législation. Ou aime les mesures radicales et le nivellement dans les goûts des messieurs. Avec une légèreté que je ne qualifierai pas, les ministres qui nous gouvernent, on sait, pourquoi et comment, nous soumettent un projet de loi destiné à modifier d'une manière considérable notre système politique. Avant d'en venir à une décision comme celle-là, je croyais que l'on ferait signer des pétitions et que l'on demanderait par ce moyen au peuple s'il approuvait une modification aussi importante. L'absence de toutes démarches dans ce sens de la part des honorables ministres me justifie pleinement de dire qu'ils ne sont pas sérieux bien qu'ils aient la lourde responsabilité du pouvoir. J'ai été une attention soutenue au discours de l'hon. secrétaire provincial (M. Marchand) et je n'y ai trouvé qu'un argument qui, à son point de vue, vaille quelque chose. C'est celui du frein que peut opposer le Conseil législatif à la politique du cabinet. L'hon. monsieur nous dit que le Conseil législatif étant composé de personnes dont

les opinions politiques ne sont pas les mêmes que celles du gouvernement et de la majorité de l'Assemblée législative, il pourrait se faire que le Conseil serait un obstacle sérieux à la législation en ce qu'il empêcherait de devenir loi les mesures qui lui seraient soumises par le gouvernement.

L'hon. secrétaire Provincial a jeté une injure à la face des honorables Messieurs qui sont assis à l'autre chambre. Il n'aurait pas dû oublier que ces honorables Messieurs ne représentent aucun parti et qu'ils ne sont nommés que pour veiller au maintien de nos institutions et au bon gouvernement de la province. La supposition de l'hon. Secrétaire Provincial est injurieuse et je la repousse de toutes mes forces. On a parlé de la raison d'économie. On a dit que si on abolissait le Conseil législatif, on affecterait par là une économie de quelques milliers de piastres. C'est l'esprit d'économie qui anime les honorables membres de la droite. Bien triste économie que celle qui consiste à faire disparaître nos plus belles institutions sous le prétexte de réaliser quelques sous. On veut faire de l'économie aux dépens de notre constitution et l'on ne craint pas de la morceler afin d'arriver à une prétendue économie. Avec ce grand cri d'économie qui, dans la bouche des honorables Messieurs de la droite, ne signifie rien, on croit que l'on peut tout niveler sans que personne puisse prétendre avoir raison de protester. On veut faire de l'économie, mais pourquoi, sous ce prétexte, ne demande-t-on pas l'abolition de cette chambre; par économie, pourquoi n'allons-nous pas végéter dans un grenier; par économie, pourquoi, au lieu de payer tout un personnel d'employés, le gouvernement ne propose-t-il pas de ne garder aucun

record, de tout faire comme dans un conseil municipal d'une humble bourgade; par économie, pourquoi pas abolir la charge de sergent d'armes et le remplacer par un petit page; par économie pourquoi ne pas vendre la masse en or qu'il y a sur la table et qui est un des signes de la royauté et lui substituer un taton en bois commun; par économie, pourquoi ne demande-t-on pas l'abolition de la Cour Suprême dont chaque juge coûte \$7,000 00 au trésor public, pourquoi ne demande-t-on pas l'abolition de toutes les cours du pays et ne remplace-t-on ce système coûteux par des simples juges de paix rendant la justice assis au pied d'un arbre, à la manière patriarcale des premiers âges du monde, sous prétexte d'économie le gouvernement semble croire qu'il peut tout se permettre.

Au nom de l'économie telle que l'entend le gouvernement on pourrait bien demander l'abolition des temples destinés au culte divin et se passer du fait, si beau, si grand et si propre à élever l'âme, qui préside à nos cérémonies religieuses; des hommes imbus de cette idée d'économie comme le comprend le parti libéral pourraient bien exiger, par économie, l'abolition des cérémonies religieuses, et la vente à l'enchère des églises et des maisons d'éducation. Bien triste économie que celle que les honorables ministres veulent pratiquer aux dépens de nos institutions nationales, aux dépens de ce que nous avons de plus chère. Au nom de cette prétendue économie, est-on justifiable de faire main basse sur une institution qui forme partie intégrale de notre système gouvernemental? Non. Les grands patriotes, les hommes illustres qui ont conçu le gouvernement fédéral qui régit le peuple du Canada, ont eu raison, je

n'en doute pas de créer pour la province de Québec, la seconde chambre dont le mandat aujourd'hui d'une manière si peu réfléchie l'abolition, et ce que les honorables messieurs qui siègent à droite sont prêts à dire que ceux qui ont élaboré la constitution de cette province ne savaient pas ce qu'ils faisaient lorsqu'ils nous ont donné le Conseil législatif.

Cette prétention serait pour le moins téméraire, car les hommes politiques qui ont conçu et élaboré le système gouvernemental que nous avons, étaient, je ne crains pas de le dire, les supérieurs des honorables ministres actuels. Cependant, on se rappelle, et si la mémoire fait défaut à mes honorables amis de la droite, je les referai au reçu il de discours prononcés lors des débats sur l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, on se rappelle d'ailleurs, est-il me pardonnez-moi, les arguments donnés en faveur de l'existence du Sénat qui exerce par rapport à la Puissance les mêmes fonctions que remplit le Conseil législatif dans cette province. Je puis même citer une opinion qui n'est pas sujette à caution chez les honorables membres de la droite, et citer ci les arguments donnés en 1866 par l'honorable George Brown, le grand chef du parti libéral. Il y a un instant j'ai parlé du cri d'économie des honorables ministres et de leurs adhérents pour obtenir l'abolition du Conseil législatif.

On dit que c'est pour diminuer le chiffre des dépenses que l'on veut faire main basse sur cette branche de notre législation. Ceux qui répètent ce cri ne sont pas sincères, car si l'on veut réellement diminuer les dépenses, pourquoi n'a-t-on pas proposé l'abolition de l'indemnité aux honorables membres de l'autre chambre. C'est-on que ces honorables messieurs viennent ici seulement dans le but de retirer la faible

primes de \$500. Croit-on que ces honorables messieurs en serviraient moins bien leur pays s'ils ne recevaient pas cette indemnité. Non, on n'a pas voulu faire une proposition de ce genre parce qu'avant tout on veut niveler. Pourquoi n'a-t-on fait proposer cette mesure, d'abord dans le conseil même, car il n'est que juste qu'un loi de cette

nature, affectant à un si haut degré cette branche de la législature, ne soit en premier lieu loi d'ère soumise. Le gouvernement a à son service un rmi fidèle qui aurait pu lui être utile pour cette fin, car sans cela je ne vois pas pourquoi le conseil net a fait la nomination d'un conseiller législatif pour la division de Le Durautey, (M. Rémillard) et je suis tenté de croire que l'on a nommé ce monsieur seulement dans le but de lui faire empêcher les \$500.00 d'être demeuré parlementaire qu'il devrait retirer à chaque session, et cette supposition de ma part est justifiée par la prétention du gouvernement, qui nous a annoncée par la voix du Secrétaire Provincial que le Conseil au lieu de principes socialistes législatif était absolument inutile pour la bonne législation de ce pays. Si le Conseil est inutile, pourquoi donc avoir imposé au trésor une nouvelle charge et empêchant la vacance qu'il y avait. Le gouvernement est condamné par lui-même et ne peut être justifié d'avoir fait cette nomination, s'il croit avec sincérité que le conseil est une chambre sans utilité.

On a dit que le meilleur moyen de conserver notre autonomie était d'avoir de l'argent. Sous prétexte d'avoir de l'argent on commence un travail de démolition qui nous conduit à l'établissement d'Union législative. Qui dit union législative dit aussi le conseil rempli de la province de Québec. C'est probablement

la ou les honorables messieurs de la droite veulent nous conduire. On vient aux idées d'autrefois et l'on veut que notre belle province soit noyée dans une union législative de toutes les provinces.

Le Conseil législatif a été formé dans le but de donner une protection efficace à la minorité protestante. Sir George Cartier, le roi de son pays, parce qu'il avait su conquérir par son génie et ses talents la confiance et l'estime de l'immense majorité de la population. Sir George, lui, a demandé la protection pour la minorité anglaise et protestante dans cette province. Cette garantie que les droits et privilèges de la minorité seront toujours à l'abri d'une attaque et d'un coup de main est nécessaire. Ici nous assure que ces droits et privilèges ne seront jamais menacés par un mouvement populaire soulevé par des gens partageant les idées subversives au lieu d'être de notre société. On a bien vu, il y a quelques années à peine, un fauteur de troubles soulever toute une population au nom de principes socialistes les plus dangereux et conduits cette population induite en erreur à sa guise et volonte. Qui nous prouve qu'on ne verra pas le retour de semblables faits se produire sur une vaste échelle et embrasser la province d'un bout à l'autre. Il faut donc que la constitution donne une garantie certaine que des mouvements dont les efforts seraient dirigés contre la majorité en puissance à accomplir leur but, et cette garantie repose dans le maintien du Conseil législatif. L'hon. Secrétaire Provincial a dit que le Conseil avait été formé dans le but de protéger la classe des grands propriétaires. Cette assertion est tout à fait inexacte. Jamais ceux qui

ont concouru à la création de cette chambre ont pensé lui donner un caractère que lui prête le moteur de cette mesure. Le Conseil législatif est au-dessus des partis et ne représente pas plus une classe qu'un autre. Son action est toujours dirigée pour le plus grand bien du peuple en général. On a dit aussi que le Conseil législatif ne constitue pas un préjudice contre une législation hâtive.

M. McSHANE interrompit M. Charle pour demander que le débat ne soit pas trop prolongé.

L'hon. M. CHARLEAU. Je regrette d'occuper si longtemps l'attention de la chambre, mais je vais m'efforcer d'être court dans les remarques qui me restent encore à faire.

UNE VOIX. Oui, un discours de cinq heures.

L'hon. M. CHARLEAU. Ce n'est pas ma faute si je n'ai parlé aussi longtemps. Cela dépend du fait que les honorables membres de la droite comprennent pas ce qui leur a été dit. (Rires) J'étais à dire, lorsque l'honorable député de Montréal-Ouest m'a interrompu, que le gouvernement prétend que le Conseil législatif n'est pas un préservatif contre une législation hâtive et pour étayer cet argument on a cité le fait que plusieurs actes de cette chambre approuvés par le Conseil avaient été désavoués, et en particulier la loi relative aux timbres sur les offices d'assurance. Je ferai remarquer à mes honorables amis que cet acte a reçu l'approbation d'un homme dont l'opinion ne peut être pas suspecte et devant laquelle il s'incline avec respect, c'est celle de l'hon. M. Blake, ancien ministre de la justice à Ottawa.

D'ailleurs, est-ce seulement à Québec que ces choses ont lieu, non assurément, et l'on a qui a joué un coup d'œil sur la législation d'Ontario,

pour s'en convaincre. Pendant le règne de MM. McKenzie et Blake, sous l'administration actuelle de M. McWart, bon nombre d'actes passés par la législature d'Ontario ont été dévoués et on ne s'est pas imaginé de dire que les promoteurs de ces mesures et ceux qui les avaient appuyées ne valaient rien et encore moins que la chambre ne soit éteinte abolie. Les serveurs de juridiction en matière de législation sont communes à tous les pays et en les voit se produire dans tous les temps. Aux États-Unis, la même chose est arrivée très fréquemment avant que le temps et l'expérience n'eussent clairement démontré la véritable ligne de démarcation qui sépare les pouvoirs du congrès de ceux des différents États. Si l'on étudiait le fédéralisme, cet ouvrage si remarquable par la profondeur des pensées, l'on voit que les premiers législateurs de l'Union américaine ont recherché longtemps la limite des pouvoirs fédéraux et locaux.

Cependant, l'histoire encore que l'on ait connue les honorables ministres, soug à abolir les législatures locales sous prétexte qu'elles avaient passé des actes qui n'étaient pas dans leurs attributions. L'histoire de la république montre, suivant les amis de la droite, il y a une seconde chambre appelée sénat. Il est vrai que cette seconde chambre est électorale, mais pour cela est-elle composée d'hommes plus éminents, plus intégrés que si elle était nommée par le gouvernement. Je ne le crois pas, et je ne crains pas d'affirmer que l'honnêteté des honorables conseillers législatifs en cette province n'a jamais été mise en doute comme cela a lieu pour quelques uns des sénateurs de la république voisine. Jamais nous n'avons eu à enregistrer des actes aussi déshonorants au compte des honorables conseillers

législatifs que ceux qui ont été révoqués et mis à la charge de certains sénateurs de l'Union américaine.

Cependant, encore une fois, je n'ai jamais entendu dire qu'on voulait abolir le Sénat aux États-Unis. Si l'on consulte la constitution de tous les pays jouissant d'un gouvernement représentatif l'on voit que partout on a cru indispensable l'existence d'une seconde chambre afin de contenir l'élément des passions populaires. L'hon. secrétaire provincial adit: mais nous avons comme garantie le lieutenant-gouverneur auquel on a donné le droit de sanctionner ou de refuser toute loi passée par cette chambre et cette garantie est suffisante. Je suis surpris d'entendre cet argument surtout au milieu de la crise politique que nous traversons. Il me semble que les événements qui ont eu lieu depuis quelques mois auraient dû convaincre plus que tout autre chose le gouvernement de l'absolue nécessité d'une seconde chambre, et si jamais le Conseil législatif a eu raison d'être c'est bien dans le temps actuel, où la constitution qui nous régit est violée de la manière la plus évidente. C'est dans des moments de crise comme ceux que nous traversons que le Conseil législatif doit se montrer énergique et veiller avec un œil jaloux sur les libertés du peuple que l'on foule aux pieds avec une audace incroyablement le Conseil législatif doit exercer ses prérogatives avec sagesse mais aussi avec vigueur afin d'arrêter toute législation faite à la hâte et faite dans le but de flatter les passions du peuple que l'on a réussi à soulever et à priver pour des fins si pervers. On a parlé de l'inefficacité du Conseil à arrêter la passion d'arbitres qui ne sont pas dans les attributions de cette législature. Je suis certain

que les honorables membres du Conseil vont être dans une singulière position lorsqu'ils auront à étudier le bill relatif à la repression des processions de parti. D'un côté ils auront l'opinion et le vote du procureur-général (M. Ross) qui a déclaré que cet acte est inconstitutionnel et de l'autre, ils auront le vote du solliciteur-général (M. Chauveau) en faveur de cette mesure. Ils vont être en face de deux opinions contradictoires de la part des officiers en loi de la couronne. Je crois qu'ils pourront aussi bien suivre l'opinion de l'honorable solliciteur-général que celle de l'honorable procureur-général. Dans le cours de mes remarques, j'ai mentionné les débats qui ont eu lieu dans le parlement du Canada-Uni lorsque l'acte de la Confédération a été discuté. Qu'on réfère aux discours qui ont été prononcés à cette occasion et l'on verra que l'hon. George Brown, dont l'opinion fait loi dans le camp libéral, a dit qu'une seconde chambre est indispensable pour servir de frein à l'impetuosité de la chambre des députés et il ajoutait que pour que cette chambre soit en état de rendre tous les services qu'on doit, en attendre, il faut qu'elle ne soit pas électorale, mais nommée par la couronne. Qu'on lise aussi le discours de M. Dufferin où il dit: « On se convaincra que les hommes qui nous ont donné la constitution qui nous régit étaient d'opinion qu'il fallait une seconde chambre indépendante du corps électoral et qui puisse offrir une garantie contre les égarements populaires. »

On veut faire de l'économie et pour cela on porte une main criminelle sur notre constitution; l'on veut détruire sans s'occuper des conséquences qui peuvent en résulter. On

devrait par économie abolir le Sénat à Ottawa où quelques-uns des amis des députés de la droite trouvent des retraites aussi honorables qu'envisageables. Non; M. l'orateur, on n'a pas été le cas on aurait demandé l'abolition de l'indemnité des honorables conseillers législatifs, au lieu de proposer l'abolition de cette branche de notre législation. Et comment on fait-on cette proposition d'un caractère si grave et si important. On ne prend pas le temps d'y réfléchir mûrement et sérieusement. On procède avec une hâte inconcevable et l'on voudrait que la chambre donnât une décision sans apporter la réflexion qu'exige un pareil sujet. Les uns conviennent que le Conseil législatif, dont le seul mobile est d'être utile au peuple se fera un devoir de s'effacer lorsque le pays se sera prononcé d'une manière incontestable. Abolir cette seconde chambre avant d'avoir cette expression d'opinion, ce serait faire acte de légèreté très condamnable. Ceux qui respectent les institutions nationales, ceux qui veulent conserver à notre province son autonomie doivent s'opposer à toute mesure qui tend à faire disparaître ces belles institutions qui nous ont été léguées par les grandes croyances qui sont nos pères dans la politique et dont les œuvres survivront aux niveleurs qui veulent les détruire sous de vains et fallacieux prétextes (applaudissements prolongés).

L'hon. M. JOLY défend le bill de l'abolition du Conseil. Il résume en substance les prétendus arguments donnés par M. Marchand.

Le message suivant est reçu du Conseil législatif.

« Que le Conseil législatif n'est pas prêt à donner son concours au bill No 35, parce qu'il met à la charge de la province une dépense qui devrait être supportée par une corporation. »

« Que, néanmoins, ce conseil reconnaissant l'empressement et le zèle avec lesquels les volontaires de Montréal et de Québec ont répondu à l'appel qui leur a été fait pour maintenir la paix dans la cité de Québec, lors de l'émeute des 12 et 13 juin dernier, serait prêt à donner son concours à aucune mesure de l'Assemblée législative autorisant le gouvernement à avancer le montant nécessaire pour le paiement des dits volontaires, laissant au gouvernement le pouvoir et l'obligation de recouvrer de la corporation de la cité de Québec, la somme ainsi avancée. »

L'hon. M. Joly propose l'ajournement du débat. A 6:15 hrs. la chambre s'ajourne.

séance du soir. L'orateur prend le fauteuil à 8 hrs.

M. TAILLON demande si c'est l'intention du gouvernement d'aider la cité de Montréal à payer les dépenses encourues pour le maintien de la paix dans cette ville, le double de juillet courant, ainsi que les jours qui ont précédé et suivi cette date ?

L'hon. M. JOLY répond que telle n'est pas l'intention du gouvernement.

L'hon. M. CHAPLEAU demande copie des rapports des officiers en loi de la couronne concernant les changements de conseil représentant le procureur-général dans la cause des compagnies d'assurance etc. Il dit que le gouvernement a assumé une lourde responsabilité s'il a changé le substitut du Procureur-général sans raisons très graves. Si le résultat du jugement du conseil privé en Angleterre n'a pas été ce qu'il aurait dû être pour l'avantage de la province, il est juste de croire qu'il aurait peut-être été plus

favorable si on avait eu recours aux services du même avocat qui a d'abord été chargé de défendre cette cause. On a agi avec une grande imprudence et on a tenu une conduite très-dangereuse parce que le nouvel avocat ne pouvait être, cela va de soi, aussi au courant de la cause que celui qui l'a précédé jusqu'à son dernier appel.

L'hon. M. ROSS dit que c'est l'exécutif qui a opéré le changement dont se plaint l'hon. M. Chapleau.

L'hon. M. JOLY reprend le débat sur le bill de l'abolition du conseil législatif. Il faudrait aller à l'école pour juger une question aussi élémentaire que celle de l'utilité du conseil législatif. Il continue son discours à peu près dans ce sens et il ne donne aucune raison sérieuse en faveur de la passation du bill qui est l'objet du débat.

L'HON. M. ROBERTSON. J'é ne saurais laisser faire un débat aussi important par la nature de la question qui en est le sujet sans prendre la parole et sans exprimer mon opinion. Lors de la confédération, la minorité anglaise et protestante de la maanda et obéit des garanties qui ne seraient pas molestées. Entre autres garanties ce sont les hommes politiques représentant la majorité dans cette province, et qui étaient les fondateurs du nouvel ordre de choses, s'engagèrent de lui accorder, tout cela d'une seconde chambre qui, par le mode de la nomination de ses membres serait une digne aux passions populaires dirigés contre les droits de la minorité. Cette garantie n'est pas une chimère, et je crois au contraire que le Conseil législatif sera toujours assez énergique et assez en dehors des influences exercées sur les personnes qui doivent courir

l'opinion publique, pour arrêter dans sa marche toute mesure agressive contre la minorité, quelque soit cette minorité. Je suppose que pour une cause ou pour une autre, la majorité du peuple de cette province se laisse égarer et veuille persécuter la minorité, où sera la protection pour cette minorité. Si on abolit le Conseil, il n'en reste plus, suivant moi. On a dit que le lieutenant-gouverneur formant partie de la législature, ou plutôt étant l'une des branches de notre législature, il lui sera possible, il sera même de son devoir d'intervenir et de protéger la minorité. Cet argument ne vaut rien pour la bonne raison qu'avec le système du gouvernement responsable dont nous jouissons, le chef de l'exécutif ne peut rien faire sans l'avis de ses ministres qui, eux, devront ménager les susceptibilités d'une députation élue dans le cours d'un mouvement populaire hostile et qui naturellement représentera les passions qui formeraient dans le corps électoral. En supposant que le lieutenant-gouverneur voudrait agir en contravention avec ses ministres, il devra les renvoyer et former un nouveau cabinet qui partage ses vues.

Il devra le choisir ce cabinet dans la majorité et comment fera-t-il si la députation appuie les opinions des anciens ministres. S'il prend la partie de dissoudre les chambres, il arrivera encore au même résultat, c'est à dire que la majorité du peuple aveugle réélira les mêmes députés et le chef de l'exécutif se trouvera dans une position plus critique encore. Le cas est bien différent avec le Conseil législatif. On a dit aussi que le gouvernement fédéral, par le droit de veto qu'il a sur les actes des législatures provinciales, est un rempart assez puissant contre les excès populaires. Je ne le crois

pas et voici pourquoi. Le gouvernement fédéral n'a le droit de veto que sur des actes passés par les parlements provinciaux qui ne sont pas dans leur compétence. Or, ces parlements ont le droit d'adopter une foule de lois oppressives à la minorité sans que pour cela le pouvoir fédéral ait le droit d'intervenir. Pour exemple je citerai l'acte des écoles du Nouveau-Brunswick. On sait que le gouvernement fédéral appelle à désavouer cet acte de folie inconcevable, répondit qu'il ne le pouvait pas et que la législature de cette province avait le droit de passer un tel acte, bien que cela fut contraire aux intérêts de la minorité religieuse dans le Nouveau-Brunswick. L'honorable Secrétaire Provincial a dit que le Conseil législatif est inutile pour la bonne législation. Cette assertion ne me paraît pas fondée. Si je réfère aux statistiques publiées récemment, je vois que 23 par cent des lois passées par cette chambre ont été amendées par le Conseil. Sur le total des bills présentés et adoptés par la législature, dix par cent de ces bills ont été présentés par des honorables conseillers et ont, par conséquent, originés dans le Conseil législatif. On ne peut donc pas dire que cette chambre n'a pas contribué à la bonne part à la législation du pays. Je suis surpris de voir que l'on propose l'abolition du Conseil pendant que le Globe lui-même, le principal organe du parti des honorables députés de la droite, a dit que le besoin d'une seconde chambre se fait sentir dans notre province-sœur. Je crains que l'amendement que nous fait le premier pas vers l'union législative et pour ma part j'y suis décidément opposé. L'union législative n'a pas mes sympathies et je

la combattrais parce que je la crois contraire aux intérêts bien entendus de la province de Québec. Avant de reprendre mon siège, je proteste hautement et énergiquement contre la mesure du cabinet et je la considère comme un attentat contre les garanties accordées à la minorité protestante. Le Conseil législatif est une des sauvegardes de cette minorité et je m'oppose formellement à son abolition, applaudissements.

L'hon. M. ROSS défend le bill et dit qu'on peut se passer de cette seconde chambre.

L'hon. M. CHURCHILL—C'est la première fois que cette question, qui fait le sujet, depuis quelques temps, de la discussion en dehors du parlement, est soumise sérieusement devant cette chambre et peut être discutée par les honorables députés. Les débats qui se produisent ont un caractère exceptionnellement grave sur l'importance du sujet qu'on nous invite à étudier et sur le mérite duquel nous allons être appelés à nous prononcer. Rien d'étranger à la question ne doit être introduit dans la discussion, car ce serait fausser la signification du vote qui va être donné. Dans un ouvrage célèbre, le grand écrivain Stuart Mill a dit que dans un système de gouvernement composé de quatre branches différentes et distinctes, il est assez rare qu'à un moment donné, deux d'entre ces branches ne s'unissent pas pour combattre la troisième et lui faire perdre de son autorité et son prestige, si on ne tente pas de la faire disparaître totalement. L'application de ces paroles a sa raison d'être dans le cas qui nous occupe. Lorsque l'acte qui a établi le conseil a été discuté et adopté, les pères, pour émettre dire, du nouveau système gouvernemental, ont cru

prudent et sage d'accorder deux garanties à la minorité afin que celle-ci se trouvât à l'abri de toute agression qu'un abusivement populaire pourrait produire et diriger contre elle; ces deux garanties consistent à laisser douze comités sous la censure de la minorité et dans l'existence d'une seconde chambre indépendante du vote électoral.

La première de ces garanties tend à disparaître par le fait de la diminution de la population anglaise qui émigre vers les fertiles et vastes plaines de l'ouest. On comprend que si ce courant d'émigration s'accroît davantage, le temps n'est pas éloigné où la minorité actuelle deviendra tellement petite qu'elle ne pourra plus prétendre, en raison de son nombre, dans ces douze divisions électorales, à ce que la députation soit choisie au milieu de ses rangs. Il s'agit donc de veiller avec plus de soin que jamais à la conservation intacte de la seconde chambre qui a été accordée, celle relative à une seconde chambre. La préservation du Conseil législatif, est, suivant moi, d'une stricte et rigoureuse nécessité et la minorité doit réclamer énergiquement son maintien. D'ailleurs, je dois avouer que je suis surpris que le gouvernement juge à propos de présenter une telle mesure dans cette chambre plutôt que d'en laisser l'initiative au Conseil législatif. C'est la branche de la législature affectée par une législation qui doit, suivant les convenances les plus élémentaires, prendre d'abord l'initiative. Il se dit bien mal à nous de déclarer l'abolition du Conseil lorsque l'on ne daigne même pas l'enlever.

Il y a aussi un autre point de vue de considérer la proposition du gouvernement. Peut-on raisonnablement nous arroger le droit de changer, modifier ou amender la constitution d'une manière aussi considérable. La constitution qui nous régit, n'est pas à nous, nous n'en sommes pas les maîtres; nous en sommes les fidèles gardiens. Notre constitution appartient au peuple, c'est sa propriété et nous n'avons pas le droit d'y toucher avant que le peuple nous en ait fait la demande de manière que l'on ne puisse pas se tromper sur ses véritables desirs. A-t-on cette manifestation d'opinion de la part du peuple? Le gouvernement peut-il prétendre que le peuple lui a demandé l'abolition du Conseil législatif. Evidemment non, puisqu'il n'y a aucune pétition qui constate ce fait. On a dit que l'on éprouve des difficultés à défendre cet honorable corps. Je n'en vois aucune sérieuse. D'ailleurs quand bien même ce serait le cas, cela n'aurait aucune signification. Je suis bien certain que si quelqu'un se chargeait de défendre la constitution de la Grande-Bretagne au point de vue théorique, il se perdrait vite pour ne plus s'y trouver. Cependant dans cette constitution, le peuple anglais jouit de la liberté plus qu'aucun autre peuple sur la terre.

On a dit que le peuple, lors des dernières élections, s'est prononcé en faveur de l'abolition du Conseil législatif. Cette assertion ne me paraît pas juste pour tous les comtés, car à la dernière session, j'ai voté en faveur du maintien du conseil et cela ne m'a pas empêché d'être réélu. Mes électeurs en me choisissant

de nouveau pour leur mandataire n'ont pas désapprouvé mes votes sur ce sujet et n'ont pas, non plus, exprimé aucun désir du voir l'abolition de la seconde chambre de notre législature. Voilà du moins la conclusion qu'il me paraît le plus naturel à tirer du résultat de l'élection dans la division électorale que j'ai l'honneur de représenter. Je proteste avec force contre tout langage irrévérencieux à l'égard du Conseil législatif; on doit s'abstenir de toute allusion blessante au sujet de cet honorable corps qui mérite à tous égards notre profond respect. (Applaudissements.)

M. RALPHOT défend la politique du gouvernement sur la question du Conseil législatif.

M. LYNCH dit que les pères de la confédération ont décidé qu'une seconde chambre est nécessaire au bon fonctionnement de notre gouvernement et il ne croit pas que le temps soit venu où la chambre puisse dire qu'ils ont fait erreur.

Si l'y a un moment où il faut laisser et l'indépendance d'une seconde chambre, c'est bien le moment actuel. Il est très déplacé de juger de cette importante question seulement au point de vue des dépenses que le Conseil législatif entraîne. Si nous allons tout juger à ce point de vue étroit et mesquin, nous commettrons de graves erreurs. D'ailleurs, est-ce que la

province ne fait pas chaque année des dépenses considérables par suite de l'usage des deux langues parlées par la population de cette province et aucun des honorables membres de la droite n'ont songé à atténuer l'une de ces deux langues sous le prétexte

de faire de l'économie. Ce serait sans doute une économie bien mal placée, mais assurément pas plus mauvaise que celle que l'on veut faire aux dépens d'une institution qui doit être chère à tout habitant de la province de Québec. Je ne vois aucune raison pour déclarer que le Conseil législatif n'a plus sa raison d'être. Les causes qui l'ont déterminées les pères de la confédération à nous doter de cette branche de la législature ne sont pas changées et nous devons y tenir autant qu'il y a dix ans. Je proteste de nouveau contre l'argument d'économie que l'on a avancé pour appuyer la mesure du gouvernement. Cette question ne doit pas être considérée au point de vue de l'argent mais bien au point de vue des avantages qui découlent de l'existence du Conseil législatif quant à ce qui a rapport au bon gouvernement de cette province.

M. SAWYER. Un sage a dit que les hommes sont naturellement conservateurs et quelque fois nous sommes trop conservateurs. Quelqu'un en soit, la question qui est soumise à la chambre est d'une haute importance vu qu'elle affecte la base même de notre constitution civile. Dans la discussion de ce sujet l'histoire doit nous être utile et nous servir de guide. Quelques uns d'entre nous se souviennent très bien du temps où les institutions représentatives étaient inconnues en ce pays, du temps où le peuple était gouverné par un gouverneur et un conseil. Si nous rappelons ces souvenirs à notre mémoire et si nous nous rappelons les scènes qui ont eu lieu pendant cette époque, nous sentons vite en nous, un sentiment qui se manifeste extérieurement par ces cris de détresse

et de frayeur : « Seigneur, délivrez-nous d'un tel régime. » Nous nous ra-pelons très bien le sp. pleci clououreux des scènes tyranniques des années 1837-38. Le souvenir de ces tragiques événements qui ont fait subir de si rudes épreuves à la population nous doit comprendre avec quel soin nous devons veiller à nous prémunir contre le retour de semblables désordres et ces événements nous font aussi connaître avec quelle impétuosité les passions humaines se déchaînent quelquefois. Cependant, en consultant l'histoire, l'on voit que dans ces jours de surréaction et de radicalisme, pas un seul n'a osé d'audace pour demander l'abolition du Conseil législatif. L'une des fautes que quatre-vingt-douze républicains font en raison d'un changement à propos du Conseil, et on demandait, non pas l'abolition, mais seulement qu'il fut rendu électif. Il était lâche au parti libéral d'aujourd'hui de faire l'audacieuse assertion que la seconde branche de notre législature est inutile et d'en demander l'abolition.

Au temps où la confédération a été établie, les deux partis politiques se divisaient également le corps électoral et aucun d'eux n'avait assez de force et de prestige pour conduire les affaires du pays. Les chefs des deux partis s'unirent avec sagesse et formèrent l'Union de toutes les provinces. La conduite sage et éclairée de ces grands citoyens a été bien appréciée devant cette chambre par l'honorable député de Bromé (M. Lynch). La province de Québec est loin d'être la seule où il y ait une seconde chambre. Nous avons aussi l'exemple des autres pays et surtout l'exemple de la confédération constituée sur le même principe que la nôtre, notamment les Etats-Unis, la plus considérable et la plus populeuse des temps modernes.

Dans la république voisine, chaque Etat, qui est parfaitement indépendant des autres, possède deux branches : une chambre des représentants et un sénat. L'Etat du Vermont, lorsqu'il fut organisé, ne se donna pas une seconde chambre, mais après 25 ou 30 ans environ, l'expérience démontra qu'un gouvernement et un conseil ne suffisaient pour donner pleine et entière satisfaction au peuple qui commençait à témoigner son mécontentement à cause de la mauvaise législation qui lui était donnée. On fit un appel au peuple et unanimement il se déclara en faveur de deux chambres et en conséquence un sénat fut créé. Aujourd'hui il n'y a pas un Etat dans toute l'Union Américaine qui n'a pas ses deux chambres.

Le moteur de cette mesure nous a dit qu'aux Etats-Unis il fallait deux branches à la législature parce que le gouvernement là n'est pas responsable au même degré que dans ce pays. Mais M. l'orateur, je prétend que la responsabilité du gouvernement dans l'Union Américaine est plus forte et plus directe qu'ici. Pendant que notre ministère n'est responsable qu'à l'Assemblée législative qui on ne peut, suivant le cours ordinaire de la loi, être renouvelée que tous les quatre ans, aux Etats-Unis, les hommes politiques qui ont la direction des affaires sont directement responsables aux électeurs devant lesquels ils doivent paraître chaque année pour se faire réélire. Peut-on concevoir une responsabilité plus directe, plus forte et plus tangible que celle-ci. Je n'hésite pas à dire non, et des exemples du genre de celui qui est donné aux Etats-Unis doit nous engager à agir avec prudence et après mûre considération. Des

peuples plus anciens que nous, des hommes d'état de génie et d'une grande expérience s'attachent à cette forme de gouvernement et il ne serait pas sage de notre part de rejeter ce principe et de nous engager dans une voie nouvelle et comparativement inconnue, dans l'unique but d'épargner au pays une dépense de quelques milliers de piastres. Chose étrange, M. l'orateur, la seule raison qu'on ait donnée en faveur de cette mesure téméraire c'est la dépense qu'occasionne le Conseil législatif. Et serait-il dit, M. l'orateur, que l'Assemblée législative de cette province, pour la considération d'une misérable somme de \$30,000 ou \$40,000, voudrait battre en brèche notre constitution. Sera-t-il dit que pour faire cette prétendue économie, une des branches de notre législature doit être anéantie; sera-t-il proclamé au monde qu'une de nos chambres a détruit l'autre et que

notre belle constitution a été défigurée et brisée sous un vain prétexte d'économie mal comprise. M. l'orateur, je n'ai pas le désir d'occuper l'attention de la chambre plus longtemps.

Je ne puis pas croire que cette honorable chambre soit prête à commettre cet acte de spoliation; je ne puis pas croire que les honorables membres de cette assemblée soient prêts à commettre un acte que l'on peut qualifier de suicide. J'espère que, s'il en est ainsi, il arrivera quelque chose qui détournera de nous les conséquences d'un tel acte. Le Conseil législatif est nécessaire; c'est une protection contre la législation mal digérée; c'est une protection contre la tyrannie des partis et si nous n'en avons pas besoin pour protéger nos croyances et nos droits les autres, nous en

avons certainement besoin pour garantir notre liberté politique et civile. Je ressens profondément l'importance de cette question et je voterai négativement, de vous adopter cette mesure. Pendant la dernière campagne électorale, on m'a demandé si je voterai en faveur de l'abolition du Conseil législatif et comme alors j'ai donné une réponse négative, de même aujourd'hui, je suis disposé à enregistrer mon vote avec toute la sincérité possible contre la démolition de cette importante branche de notre législature. (Applaudissements.)

La seconde lecture du projet de loi pour l'abolition du Conseil législatif est mise aux voix et voici le résultat du vote.

Pour : MM. Joly, Bichand, Marchand, Langlois (Portment) Ross, Chauveau, St-John, Irwin, Watt, Nelson, Flynn, Lebourg, Lafontaine (Naperville), Molleur, Murphy, Rinfret, Langlois (Montmorency), Paquet, Fortin, Dagnon, Riccio, Brousseau, Bédoin, Lafontaine (Shefford), Dupuis, Polster, Lovell, Meikle, Blais, Price, Wentele. — 29.

Contre : Chapleau, Lorrain, Church, Bolduc, Pilon, Gaudet, Desmarais, Caron, Lalonde, Sawyer, Deland, Charlebois, Lynch, Hoad, Deschenes, Bergeron, LeClerc, Chagnon, Beaudin, Taitou, Turte, Martel, Robitaille, Lavallée, Macneil, St-Cyr, Aude, Dockett. — 29.

La seconde lecture est adoptée. La chambre se ferme en comité général.

L'HON. M. CHAPLEAU. — Le premier ministre a lancé un défi à l'opposition en disant que si tous ceux qui, l'année dernière, ont voté pour l'abolition du Conseil législatif, votaient cette année dans le même sens, il aurait une bonne majorité. Je l'invite maintenant à relever son propre défi. La Chambre était en comité, tous les députés, pas un seul excepté peuvent donner leur vote.

L'hon. M. Joly, non, j'excuses (rire).

La bill est adopté en comité, rapporté sans amendement, puis il a subi sa troisième lecture et est envoyé au Conseil législatif.